



Forêts pour les populations et l'environnement

Rapport annuel 2004 de **CIFOR**



Notre mission

La mission de CIFOR est d'améliorer le bien-être des populations tributaires des forêts, réduire la pauvreté et assurer la survie des forêts tropicales du monde à l'aide d'une recherche de première qualité.

La recherche de CIFOR vise à réduire la pauvreté des centaines de millions de personnes qui dépendent des forêts pour leurs moyens de subsistance. CIFOR affirme pouvoir de cette façon aider les pays en développement à réaliser les Objectifs de développement du millénaire des Nations unies, qui consistent à réduire de moitié la pauvreté absolue d'ici 2015 et d'arrêter la progression du recul des forêts.

CIFOR se consacre à atténuer la pauvreté rurale en aidant les populations pauvres à garder leur accès aux ressources forestières, à créer de nouvelles ressources et à augmenter leurs revenus de celles qu'ils créent.

La recherche de CIFOR encourage l'utilisation durable des forêts et la protection de la biodiversité.

Dans les pays en développement, CIFOR se consacre à renforcer les capacités de leurs scientifiques, gouvernements, organisations de la société civile et communautés locales, de façon à ce qu'ils puissent développer et promouvoir leurs propres solutions aux problèmes forestiers.

CIFOR est une organisation en faveur du renouveau qui cherche constamment à étendre ses frontières institutionnelles en encourageant les idées et les pratiques nouvelles.

CIFOR, le 'centre sans murs', se consacre à la recherche collaborative qui fait une différence réelle dans la vie des populations et la durabilité des forêts.

Sommaire

Message de la Présidente du Conseil et du Directeur général	2
Privilégier l'Afrique	4
Forêts et Moyens de subsistance	7
Les forêts au profit des pauvres	7
Lien entre le déboisement de l'Amazonie et le hamburger	8
Une nouvelle optique pour la recherche	10
La vérité à propos des produits forestiers non ligneux	12
Situation difficile au Vietnam : la pauvreté	14
Rechercher les liens qui existent entre les forêts et la pauvreté	15
Services environnementaux	17
Promouvoir une utilisation sensée	17
Nouvelle superpuissance de la foresterie - en rechercher les répercussions	18
L'exploitation forestière en faveur de la faune et de la flore	20
L'exploitation forestière du Congo	22
Obtenir les meilleurs résultats des plantations	24
Forêts et Gestion	27
Améliorer la façon dont nous prenons des décisions	27
Faire des recherches sur - et lutter contre - l'exploitation forestière illicite	28
Partager les forêts	30
Décentralisation - une étude mondiale	32
Décentralisation - est-ce bon pour les pauvres ?	34
Notre façon de travailler	37
Obtenir des résultats	37
Influencer les influenceurs	38
Diffuser le message en Amazonie	40
Faire les gros titres	42
Donateurs	44
Etats financiers	45
Collaborateurs	47
Conseil d'administration	50
Personnel et Spécialistes	51
Bibliographie	56



Rapport annuel 2004 de

C I F O R

Forêts pour les populations et l'environnement



Message de la Présidente du Conseil et du Directeur général

Depuis 1993, la recherche de CIFOR a donné aux décideurs, intervenants et gestionnaires de forêts de nouveaux aperçus sur ce qu'ils avaient besoin de faire si l'on tient à ce que les forêts soient utilisées de façon durable pour améliorer le niveau de vie des populations. Récemment, nous avons été encouragés en constatant qu'ils faisaient de plus en plus signe d'écouter.

CIFOR effectuera son deuxième Programme extérieur et Examen de la gestion (*External Program and Management Review*) (EPMR) fin 2005. Dans le cadre de nos démarches pour préparer cet examen, nous avons beaucoup travaillé en 2004 pour mettre en évidence ce que nous avons réalisé au cours des six dernières années et nous sommes satisfaits des résultats.

Nous avons remarqué, entre autres, que :

- au moins huit pays ont adopté des recommandations découlant de la recherche de CIFOR et de ses partenaires dans de nouvelles lois et politiques nationales.
- la recherche de CIFOR a influé sur les politiques des grands acteurs mondiaux comme la Banque mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les Conventions des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) et le changement de climat (CCNUCC), et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Notre recherche est citée dans la majorité de leurs documents importants en matière de politique.
- les groupes qui participent à la certification des forêts se sont servis de la recherche de CIFOR et de ses partenaires sur les Critères & Indicateurs d'une Gestion durable des forêts, afin de développer les normes qu'ils utilisent pour évaluer et améliorer l'aménagement de millions d'hectares de forêts tropicales.
- la recherche de CIFOR a contribué directement à la conception et à la mise en œuvre de projets de foresterie sous forme d'un investissement total d'environ 200 millions de dollars US.
- la recherche de CIFOR et de ses partenaires sur la Cogestion adaptative des forêts a aidé les communautés à renforcer leurs organisations, à lancer de nouvelles activités en foresterie et à améliorer leurs relations avec les organismes d'Etat et les sociétés privées sur 30 sites dans 11 pays.
- la majorité des journaux ont publié de nouveaux articles où CIFOR et sa recherche sont mentionnés et l'écho donné par la presse est progressivement passé de 170 articles en 2002, à 520 en 2004.
- de nombreuses personnes importantes dans le monde de la foresterie et de la conservation lisent régulièrement les brefs comptes rendus de politiques forestières que CIFOR transmet par voie de sa liste de diffusion POLEX et signalent que ces messages les aident à former leur opinion.

Nous sommes ravis de ces résultats parce que nous estimons avoir été en mesure d'offrir aux décideurs des renseignements dont ils ont besoin pour progresser. Chaque année, des gouvernements et des organismes internationaux dépensent des millions de dollars dans des activités de foresterie et de conservation. Cet argent pourrait contribuer à la réalisation des Objectifs de développement du millenium de façon bien plus efficace et plus compétente si ces groupes fondaient leurs placements sur une recherche fiable. CIFOR s'est engagé à ce que ceci se produise. Nous pouvons déjà constater des progrès encourageants.

Angela Cropper,
Présidente du Conseil d'administration

David Kaimowitz
Directeur général



Privilégier l'Afrique

En Afrique sub-saharienne, le niveau de pauvreté est exceptionnellement élevé. Presque plus de la moitié de la population vit avec moins de 1 dollar US par jour. Les forêts sont essentielles au bien-être de dix millions d'Africains, en particulier les personnes pauvres et marginalisées et plus des deux tiers de la population dépendent directement ou indirectement des forêts pour leurs moyens d'existence. La façon dont les forêts sont gérées - ou mal gérées - a par conséquent des répercussions profondes sur l'avenir du continent. Ceci explique pourquoi CIFOR a pris la décision stratégique d'accroître ses investissements dans la recherche en Afrique sub-saharienne. Selon l'opinion de CIFOR, cette recherche peut contribuer de façon significative à l'atténuation de la pauvreté et à la gestion durable des forêts en Afrique. Au cours des cinq prochaines années, 40 pour cent du budget pour la recherche de CIFOR sera consacré à l'Afrique.

En 2003, CIFOR a commémoré son 10^e anniversaire en organisant des rencontres en Allemagne, au Brésil et en Indonésie. En 2004, c'était au tour de l'Afrique et les bureaux régionaux de CIFOR pour l'Afrique australe et orientale et l'Afrique centrale et occidentale ont chacun organisé des rencontres pour commémorer le début de la deuxième décennie de CIFOR. En 2004, on a également observé un nombre accru d'activités de recherche de CIFOR en Afrique et, à la fin de l'année, CIFOR avait des bureaux au Burkina Faso, au Cameroun, en Ethiopie, au Gabon, en Zambie et au Zimbabwe.

Le 10^e anniversaire de CIFOR a été célébré à Harare, au Zimbabwe, en septembre 2004. Cette rencontre a également été un groupe *ad hoc* auquel ont participé de grands scientifiques en matière de ressources naturelles et des représentants officiels de la foresterie des pays de la région. Le groupe de travail avait pour thème : « Forêts et populations en Afrique - vers un programme de recherche pour la décennie suivante ». Le discours-programme a été prononcé par M^{me} Margaret Sangarwe, secrétaire permanent du Ministère de l'environnement et du tourisme, qui a félicité CIFOR pour son rôle dans le renforcement des capacités de l'aménagement des forêts et pour ses activités de recherche concernant la région boisée de miombo.

De l'autre côté du continent, à Yaoundé, capitale du Cameroun, des ministres des gouvernements du Cameroun, du Burundi, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo et de São Tomé ont assisté à une inauguration importante de livres de CIFOR. Cette inauguration a eu lieu dans le cadre de la 5^e Conférence sur les écosystèmes des forêts denses humides d'Afrique centrale et a attiré plus de 170 personnes.

On distinguait parmi ces livres - décrits plus en détail dans le présent rapport annuel - *Forest Products, Livelihoods and Conservation: Case Studies of Non-timber Forest Products Systems and Riches of the Forest: For Health, Life and Spirit in Africa*. Chacun à sa façon, ils récapitulaient la méthode d'approche de CIFOR en matière de recherche, méthode qui mettait fortement en exergue le partenariat et la détermination d'échanger les résultats de la recherche avec un public aussi nombreux que possible. Ces deux livres font partie d'une série qui décrit les résultats d'un projet de



Au Kenya, les activités de Wangari Maathai, lauréate du Prix Nobel de la Paix de 2004, ont permis de faire de l'arbre un symbole de la paix. Photo de Mia MacDonald

Nonto Nemarundwe faisait partie du personnel de CIFOR qui s'est rendu au Liberia pour une mission conjointe avec le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) consistant à examiner les possibilités d'établir une foresterie communautaire dans le pays. Photo de Zac Tchoundjeu (ICRAF)





recherche important de CIFOR auquel ont participé plus de 60 scientifiques issus de 47 associations de quelques 27 pays, pour la plupart, des pays en développement.

Au cours de ces dernières années, CIFOR a attiré l'attention sur le fait que des conflits violents dans les régions boisées sont l'une des causes principales de la pauvreté et des souffrances humaines en Afrique. Selon l'opinion de CIFOR, les personnes et les associations concernées par les forêts et les ressources naturelles ont un rôle important à jouer pour résoudre ces difficultés. C'est pourquoi nous avons été particulièrement heureux d'apprendre que le Prix Nobel de la Paix en 2004 a été décerné à Wangari Maathai, activiste des plus fidèles dans la lutte pour une utilisation des activités forestières visant à rétablir la paix. Elle est ainsi devenue la première femme africaine à qui le prix a été décerné.

Professeur Maathai s'est distinguée en tant qu'activiste pour l'environnement vers la fin des années 70, lorsqu'elle a formé le *Green Belt Movement* au Kenya. Depuis, le mouvement a occasionné la plantation de plus de 30 millions d'arbres et offert un emploi et un salaire à plus de 10.000 femmes qui plantent et vendent des pousses. Mis à part ses activités environnementales, Professeur Maathai, qui a été nommée Ministre adjoint pour l'environnement et les ressources naturelles du Kenya en 2003, a lutté contre la corruption et défendu la cause d'un bon gouvernement.

« De nombreux conflits ont eu, et ont encore lieu à propos des ressources, qu'il s'agisse de terres, de forêts, de minéraux, de pétrole, d'eau ou de graines », explique Professeur Maathai. « Alors que les ressources de la Terre continuent de diminuer dû à une utilisation non durable, à une gestion et exploitation médiocres, les conflits auront lieu de plus en plus souvent et deviendront de plus en plus difficiles à maîtriser. Il est par conséquent essentiel de protéger les environnements mondiaux et locaux pour faire en sorte que la paix dure. »

Réunion communautaire dans le village de Biyengue, au Cameroun du Sud. Les scientifiques de CIFOR effectuent une recherche sur les produits forestiers non ligneux (PFNL) avec bon nombre de communautés rurales en Afrique occidentale. Photo de Joachim Nguiebouri



Parmi les politiciens présents lors du 10^e anniversaire de CIFOR au Cameroun se trouvaient Col. Salle Michel, Ministre de l'environnement de la République centrafricaine ; Chief Tanyi-Mbianyor Clarkson, Ministre de l'environnement et des forêts du Cameroun ; Mbonerane Albert, Ministre des terres, de l'environnement et du tourisme du Burundi ; et Anselme Enerunga, Ministre de l'environnement de la République démocratique du Congo. Photo de CIFOR



Des millions de populations pauvres sont tributaires des forêts. Au Cameroun, un homme ramasse les larves nutritives du charançon de palmier.
Photo de Edmond Dounias

Forêts et Moyens de Subsistance

Les forêts au profit des pauvres

Plus de 240 millions de personnes habitent dans les forêts tropicales ou aux alentours et ils en sont tributaires pour leurs moyens de subsistance et pour leur bien-être. Les forêts leur fournissent des matériaux de construction, de la nourriture, des terres sur lesquelles planter des cultures et bien d'autres choses encore. Deux milliards de personnes - soit, le tiers de la population mondiale - utilisent le bois de feu et le charbon comme combustibles qu'ils récoltent en majeure partie dans les forêts. Deux milliards de personnes se fient à la médecine traditionnelle, dont de nombreux produits proviennent des forêts. Toutefois, les populations tributaires de la forêt ont tendance à ne guère avoir d'influence sur le plan politique et sont marginalisées sur le plan économique. Elles sont également parmi les plus pauvres du monde.

Le Programme 'Forêts et Moyens de subsistance' de CIFOR vise à apporter des améliorations aux moyens de subsistance des populations vivant de la forêt en aidant les gouvernements, les organismes de conservation et les organisations de développement à trouver comment résoudre le pour et le contre entre une amélioration des moyens de subsistance et la conservation des forêts, et comment mettre à profit les synergies entre les deux, lorsqu'elles existent. Cette recherche vise également à accroître les niveaux de vie des habitants des forêts en fournissant des renseignements sur les marchés, en améliorant l'aménagement des forêts, en créant des partenariats viables entre l'industrie et les communautés locales, et en renforçant les politiques axées sur la réduction de la pauvreté.

Parmi les ouvrages publiés par le Programme 'Forêts et Moyens de subsistance' au cours de l'année 2004, il convient de noter trois volumes d'études de cas et trois livres prisés qui décrivent les conclusions du Projet de comparaison des cas sur les Produits forestiers non ligneux (PFNL). *The Science of Sustainable Development* soutient que les chercheurs

ont besoin d'adopter une façon plus intégrée d'aborder les problèmes de pauvreté et de développement durable ; et *Hamburger Connection Fuels Amazon Destruction*, qui offre d'autres aperçus sur les causes du déboisement en Amérique du Sud, a fait l'objet d'un écho médiatique mondial.

La sortie du livre *Fruits and Useful Plants in the Lives of Amazonians* a reçu une excellente critique au Brésil. Les services gouvernementaux s'y réfèrent à présent, ainsi que les programmes d'alphabétisation rurale. Des extraits du livre et des renseignements concernant les PFNL découlant de la recherche de CIFOR sont à présent intégrés aux programmes de formation de la Fondation des forêts tropicales et de l'Université fédérale de l'agriculture à Pará, au Brésil.



Des femmes à Krui, West Lampung, Indonésie, trient la *damar*, résine d'arbre utilisée dans les industries de la peinture et des vernis. Photo de Koen Kusters



Au Brésil, l'expansion rapide du marché d'exportation de boeuf ces dernières années est l'une des causes majeure du déboisement.
Photo de Pablo Pacheco

Lien entre le déboisement de l'Amazonie et le hamburger

Si vous arrêtiez quelqu'un dans les rues du Caire ou de Moscou, ou dans pratiquement toute ville de l'Union européenne, pour lui demander s'il avait ou si son pays avait une influence quelconque sur ce qui se passe en Amazonie brésilienne, il serait stupéfait. Et s'il vous donnait une réponse, il répondrait probablement « non » ; mais il aurait tort : l'Egypte, la Russie et l'Union européenne sont parmi les nombreux pays destinataires des exportations de bœuf du Brésil, qui ont quintuplé entre 1997 et 2003.

Une étude effectuée par les scientifiques de CIFOR, David Kaimowitz, Benoit Mertens, Sven Wunder et Pablo Pacheco, a établi que le marché florissant des exportations de bœuf brésilien a causé une augmentation rapide du déboisement en Amazonie ces cinq dernières années.

CIFOR a publié son rapport *Hamburger Connection Fuels Amazon Destruction*, en avril 2004, peu avant que l'Institut national de recherche spatiale (INPE) du gouvernement brésilien ne publie le

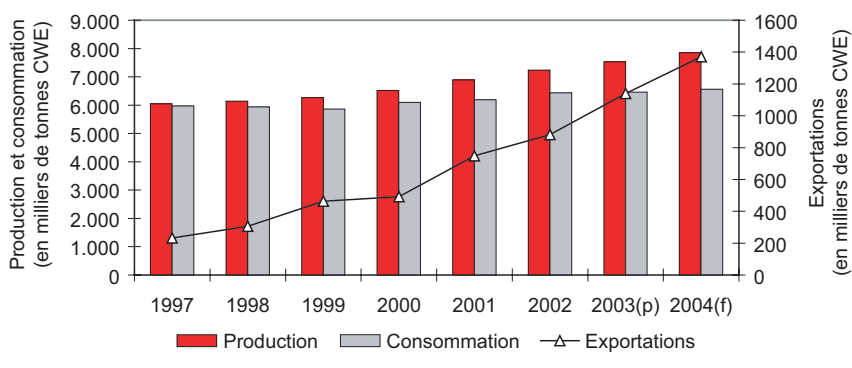
nombre d'hectares déboisés enregistré pour les 12 mois écoulés jusqu'au milieu de 2003. « Les chiffres de l'année précédente avaient été incroyablement élevés, à 2,5 millions d'hectares », explique Pacheco. « D'après nos travaux sur place, nous avons réellement eu l'impression que le déboisement avançait à une allure très rapide et nous voulions montrer quelle en était précisément la cause. » Pacheco et ses collègues avaient raison : les nouveaux chiffres de l'INPE publiés après le rapport de CIFOR, révélaient que la destruction n'avait guère diminué d'allure. Le bétail était en majeure partie responsable de cette destruction.

En 1990, l'Amazonie brésilienne légale comptait 26 millions de têtes de bétail dans les états de Acre, Amapá, Roraima, Rondônia, Pará, Mato Grosso, Amazonas, Tocantins et Maranhão, soit 17 pour cent du bétail au Brésil. Douze ans plus tard, cette région comptait 57 millions de têtes de bétail, soit un tiers du bétail national. Avant 1998, l'augmentation du nombre de têtes de bétail pouvait en grande partie être attribuée à une consommation de bœuf progressivement croissante dans le pays, la majorité du bétail étant envoyé dans le sud pour nourrir les citoyens de São Paulo et de Rio de Janeiro. Toutefois, la période d'expansion de l'exportation de bœuf a commencé en 1998, cette expansion ayant été provoquée par deux événements tout à fait dissociés : la dévaluation de la monnaie brésilienne et la fièvre aphteuse.

« Le rapport montrait comment deux aspects auxquels personne n'avait pensé en examinant la question du déboisement avaient joué un rôle vital », explique Kaimowitz. « La dévaluation du *real* en 1998 a provoqué une double hausse des

La production, la consommation et les exportations de bœuf au Brésil ont augmenté spectaculairement entre 1997 et 2004.

Courbe de la hausse de la production, de la consommation et des exportations de bœuf entre 1997 et 2004



prix du bœuf exporté, qui a incité les grands éleveurs à élargir leurs aires de pâturages. » La même année, deux états du sud ont été déclarés indemnes de fièvre aphteuse. D'autres n'ont pas tardé à suivre et ils ont ainsi pu avoir accès aux marchés en Europe, en Russie et au Moyen-Orient.

En 1995, le Brésil a exporté 28.000 tonnes de bœuf vers l'Union européenne. Les exportations sont passées à 125.000 tonnes en 2002. En 1995, l'Égypte n'importait pas de bœuf du Brésil. En 2002, il en a importé 47.000 tonnes. La Russie, le Chili, Israël et les Philippines sont eux aussi devenus de gros acheteurs de bœuf brésilien. Les chercheurs ont découvert que la majorité du bœuf exporté était élevé dans les états du sud du Brésil. Pour combler le vide, les gros éleveurs de bétail amazoniens ont rapidement accru leurs bétails en convertissant les forêts en pâturages.

Il était couramment considéré que la coupe et la conversion des forêts pour faire place aux plantations de soya étaient les principales causes du déboisement. Le rapport a mis fin à cette idée. Les opérations de coupe sont rarement une cause directe du déboisement des forêts amazoniennes, même si elles endommagent souvent les forêts et la construction des pistes de débardage aide les petits agriculteurs et les populations établies à ouvrir de nouvelles aires. Quant aux plantations de soya, secteur en rapide expansion, en 2002 elles couvraient 4,9 millions d'hectares de terres en Amazonie, soit environ un dixième de la superficie des forêts converties en pâturages.

Au cours des années 90, les autorités se sont inquiétées de l'échelle à laquelle l'Amazonie se déboisait - une aire de forêts équivalente à la superficie du Portugal - ce qui a encouragé le Président Lula de Silva à annoncer, en mars 2004, un nouveau et important « Projet d'action visant à empêcher et à maîtriser le déboisement dans l'Amazonie légale ». CIFOR a accueilli favorablement cette décision du gouvernement en soutenant, toutefois, que des fonds complémentaires et une plus grande attention étaient nécessaires si l'on voulait freiner le taux de déboisement de façon significative. « Le Brésil ne peut guère faire grand-chose pour influencer les marchés internationaux », explique Pacheco, « mais un certain nombre de politiques pourraient aider à réduire la conversion des forêts en pâturages. »

Le gouvernement, soutiennent les chercheurs, a besoin de mettre fin à la saisie des terres. Des restrictions devraient également être imposées à certains projets



routiers en dehors des zones qui ont déjà été aménagées. Le rapport recommande également que les terres appartenant à l'Etat soient officiellement enregistrées 'Forêts nationales', afin d'empêcher le nombre croissant de gros éleveurs dans ces régions. Finalement, le gouvernement devrait envisager de mettre en place des mesures encourageant le maintien des terres en forêts. Toutefois, si cela se produit, le Brésil ne peut s'y prendre seul et nécessitera un appui financier de la communauté internationale.

Grâce au rapport *Hamburger Connection*, le rôle qu'ont joué les exportations de bœuf à encourager le déboisement des forêts amazoniennes est devenu un sujet international et a suscité l'intérêt de la presse à travers le monde. Des articles ont été publiés dans les deux plus grands journaux de São Paulo, dans le *International Herald Tribune*, le *Toronto Star*, le *Guardian*, le *Daily Telegraph*, Reuters et dans des douzaines d'autres journaux au Brésil et à l'étranger.

« Le rapport de CIFOR a mis en exergue l'importance de la dévaluation de la monnaie et l'importance des marchés internationaux de bœuf et a montré que ces deux facteurs étaient principalement responsables de l'expansion du bétail en Amazonie », explique Oriana Almeida, administrateur de l'Institut pour la Recherche environnementale en Amazonie (IPAM). « En révélant clairement les causes de cette expansion, le rapport fournit les renseignements qui permettront de définir les politiques nécessaires pour assurer un avenir durable aux forêts de l'Amazonie. »

Les conclusions du rapport *Hamburger Connection* de CIFOR ont été publiées dans les journaux et les revues du monde entier.

Une nouvelle optique pour la recherche



La science de haute technicité peut sauver des vies. Si une recherche n'avait pas été menée par certains centres qui appartiennent au Groupe consultatif sur la Recherche agricole internationale (CGIAR), des régions de l'Asie auraient probablement souffert de la famine au cours des années 70. L'introduction de variétés de riz, de maïs et autres cultures de haut rendement développées par des scientifiques du GC a conduit à la Révolution Verte et résulté en une hausse considérable de la production alimentaire. Il est vrai que les petits agriculteurs plus prospères ont bénéficié des nouvelles technologies, mais dix millions d'autres n'en ont pas bénéficié. En bref, la recherche de haute technologie n'a guère été d'assistance à la majorité des populations rurales pauvres et il en demeure ainsi encore aujourd'hui.

Ce qu'il faut, soutiennent Jeff Sayer du WWF et Bruce Campbell de CIFOR dans *The Science of Sustainable Development*, c'est aborder la recherche sous un nouvel angle. « Dans la nouvelle optique de gestion des ressources naturelles que nous présentons, nous devons réexaminer nos objectifs scientifiques, nos conceptions, notre aptitude à diriger et bien d'autres aspects », explique Campbell.

En 1998, CGIAR a recommandé à ces centres de mettre plus fortement l'accent sur la Gestion intégrée des ressources naturelles (GIRN) et a formé un groupe *ad hoc* pour mettre en pratique cette

recommandation. Sayer, directeur général de CIFOR à l'époque, a en a été nommé président. *The Science of Sustainable Development* a émané de cette procédure.

Sayer et Campbell affirment que diverses raisons font que tant d'opérations de recherche n'ont pas atteint leurs objectifs d'améliorer les moyens de subsistance ruraux et d'aider les gestionnaires des ressources à résoudre les problèmes environnementaux. Souvent, les scientifiques ne consultent pas les populations qui sont censées bénéficier de leur recherche. Au lieu d'accepter que les problèmes sont complexes et multifformes et nécessitent une diversité de solutions, les scientifiques ont tendance à adopter une méthode d'approche étroite et réductionniste. Au lieu de garder un esprit ouvert et d'adapter leurs stratégies de recherche en fonction des changements de circonstances, les scientifiques s'en tiennent à leurs programmes sans guère de souplesse.

Selon l'opinion des auteurs, la recherche doit être souple et dynamique. La GIRN nécessite une recherche qui transcende les secteurs et les disciplines. Au lieu de se rendre sur le terrain pour seulement quelques jours à la fois, les chercheurs doivent être prêts à passer de longues périodes à vivre avec les populations locales pour trouver ce qu'elles pensent et pour observer les complexités de leurs

« Ce livre présentera un grand intérêt pour tous ceux qui s'occupent des pays en développement. » Agnes Kiss de la Banque mondiale, dans les tendances en *Ecology and Evolution*.



Les scientifiques ont besoin de travailler en collaboration étroite avec les populations locales. Ici, un chercheur de CIFOR travaille avec des villageois en Papua, Indonésie. Photo de Douglas Sheil

vraies vies. Ils doivent fortement placer l'accent sur la recherche participative et, au lieu d'être des observateurs détachés, ils doivent se voir dans le rôle de protagonistes.

Les auteurs citent divers exemples de recherche qui peuvent permettre dans une certaine mesure de parvenir à un changement d'orientation remarquable de la culture scientifique qu'ils estiment nécessaire. Un chapitre est consacré à l'expérience de CIFOR dans son *Malinau Research Forest* à Bornéo (Indonésie). « Je pense que CIFOR a tiré d'importants enseignements sur la façon d'appliquer la science en des lieux énormément complexes, de grande incertitude et où des changements rapides interviennent », explique Sayer. Le travail de CIFOR à Malinau n'a certainement pas résolu les difficultés de conservation et de développement dans la région, mais de modestes résultats ont été obtenus.

Selon l'opinion de Sayer, la recherche à Malinau a réussi, au fil du temps, à mieux



répondre aux besoins de la population locale et des décideurs locaux. Les scientifiques se sont montrés plus disposés de communiquer plus activement avec les communautés et les responsables officiels locaux et ils ont adapté leur recherche aux changements de circonstances « L'expérience montre combien il est important de commencer des travaux de recherche avec l'esprit ouvert », explique Sayer. « Elle montre également qu'une bonne recherche nécessite un apprentissage et une adaptation continus. »

Imam Basuki de CIFOR s'entretient avec Awing Ayu sur les plantes médicinales à Lio Mutai, East Kalimantan, Indonésie. Photo de Charlie Pye-Smith

La calme révolution de l'Afrique

En Afrique, une révolution est en cours sur la manière dont les scientifiques mènent leur recherche en matière de ressources naturelles. Le Programme du CGIAR de 20 millions de dollars US, *Sub-Saharan Africa Challenge Programme* (SSA-CP), en est la preuve. Dans le cadre de ce programme, les scientifiques et les petits agriculteurs travailleront ensemble à l'aide de techniques de recherche-action participative, en association avec des agences de vulgarisation, des organisations non gouvernementales et d'autres.

Le programme est en grande partie axé sur l'agriculture ; néanmoins, CIFOR a joué un rôle clé en élaborant le programme et participera à sa facilitation. CIFOR a animé les deux premières réunions du groupe *ad hoc* du CGIAR sur la Gestion intégrée des ressources naturelles (GIRN) et Bruce Campbell, co-auteur de *The Science of Sustainable Development*, a prononcé le discours-programme lors de l'établissement de la séance de travail pour le programme. Le concept de Recherche agricole internationale orientée vers le développement (RAD) est au cœur du programme. Ce concept résulte de la méthode d'approche de la GIRN préconisée par CIFOR.

« A travers le monde scientifique, peut-être même plus en Afrique que partout ailleurs, les nouvelles méthodes pour effectuer la recherche et le développement suscitent un intérêt », explique Campbell. « Des initiatives comme le *Sub-Saharan Africa Challenge Programme* en témoignent. On constate que nous devons changer notre façon de conduire nos affaires, si nous voulons obtenir des résultats qui profitent aux populations et à l'environnement. »

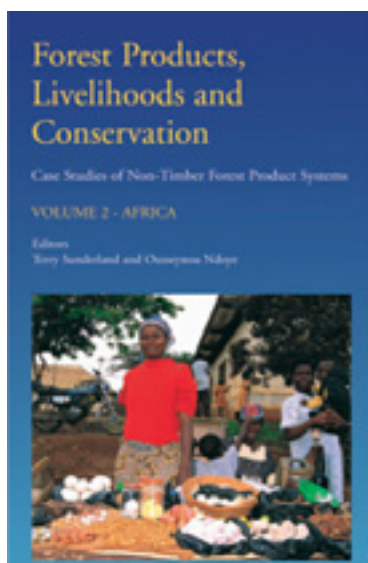
Sur la façon de procéder à la recherche, une révolution est également en cours au niveau local. Par exemple, au *Wondo Genet College of Forestry* en Ethiopie, un nouveau projet de recherche important, animé conjointement avec l'Université suédoise des sciences agronomiques, réoriente entièrement la façon dont les scientifiques mènent leur recherche en leur fournissant les compétences participatives dont ils ont besoin pour collaborer avec les petits exploitants et les communautés locales. Les scientifiques de CIFOR ont apporté leur contribution au nouveau programme de recherche-action du collège.

« De nombreux membres de notre personnel sont des scientifiques naturels et ils étaient fort sceptiques de ce changement d'orientation », fait remarquer Dr Abdu Abdulkadir. « Toutefois, nous avons remarqué un renversement réel de position. »



Lors d'une séance de travail sur l'élaboration et la modélisation des scénarios qui a eu lieu pour les scientifiques africains dans le village de Chillimo, en Ethiopie, Bruce Campbell de CIFOR (dernier à droite) discute d'un problème avec des participants. Photo de Aritta Suwarno

La vérité à propos des produits forestiers non ligneux



« Certaines assertions faites au sujet des PFNL étaient bien trop optimistes », affirme Brian Belcher, « et j'espère que notre étude a insufflé un peu de réalisme dans le débat. »

Imaginez une activité qui est capable non seulement de sortir de la pauvreté les populations rurales pauvres, mais aussi de sauver les forêts tropicales de la destruction. Ce serait le parfait exemple de développement durable. En 1989, dans la célèbre revue *Nature*, trois scientifiques ont soutenu que les populations en Amazonie péruvienne pouvaient gagner davantage en récoltant sans danger pour l'environnement des fruits sauvages, des fruits à coque, de la résine et d'autres produits forestiers non ligneux (PFNL), qu'en coupant des arbres pour le bois. Les agents de protection de la nature ont adoré cette idée, de même que les organismes de développement. Ils ont commencé à investir dans des initiatives visant à développer les marchés pour les PFNL. Mais cette théorie était-elle sensée ?

C'est l'une des questions à laquelle un grand projet de recherche dirigé par CIFOR, le Projet de comparaison des cas concernant les PFNL, a cherché à répondre. « Le projet était un tour de force », explique John Hudson du *Department for International Development* (DFID) du Royaume-Uni, qui a financé la recherche. « C'était le meilleur moyen de tenter de regrouper toute les connaissances disponibles concernant les PFNL, d'une façon qui est utile. Le projet montre à quel point le monde est compliqué et confirme qu'une étude très spécifique est nécessaire. »

L'équipe de 60 chercheurs issus de 47 organisations dans 27 pays a créé une méthodologie pour évaluer le potentiel de 61 PFNL en tant que moyens de subsistance et sur le plan de la conservation en Asie, en Afrique et en Amérique latine. « A la différence de la plupart des études précédentes », explique Brian Belcher, directeur du projet, « nous avons examiné chaque PFNL dans le contexte des conditions sociales, économiques et environnementales qui existent là où ils sont récoltés et commercialisés. »

Les chercheurs ont découvert que la majorité des PFNL se classent dans l'une de trois catégories. A une extrémité se situent les produits comme la cardamome et la résine de damar qui sont gérées de façon intensive dans les forêts ou qui poussent dans les plantations. Ces produits ont tendance à procurer aux familles la totalité ou la majeure partie de leurs revenus. A l'extrémité opposée se situent les produits récoltés dans les forêts naturelles non aménagées, par les petits agriculteurs pauvres qui exploitent

un certain nombre de PFNL variés et qui comptent sur plusieurs autres sources de revenus. Ces produits sont souvent surexploités. De nombreux PFNL africains se classent dans cette catégorie. Entre les deux se situe le troisième groupe. Il comprend des produits qui représentent une petite part des revenus des petits agriculteurs qui vivent de diverses activités. Le bambou en Chine et les feuilles de tendu qui servent à rouler les cigarettes, en Inde, sont des exemples typiques.

D'après l'étude, il y aurait peu de cas où la vente des produits récoltés dans les forêts naturelles non aménagées aide à la fois à sauvegarder les forêts et à faire sortir les populations de la pauvreté. « Certaines assertions faites à propos des PFNL sont bien trop optimistes », affirme Belcher, « et j'espère que notre étude a injecté une certaine dose de réalisme dans le débat. » Il ne s'agit pas, néanmoins, de nier l'importance des PFNL. Nul doute que la culture de PFNL peut renforcer les moyens de subsistance des petits agriculteurs plus aisés et la cueillette de PFNL dans la nature sauvage procure souvent des aliments et un filet protecteur aux pauvres.

Plusieurs des outils analytiques développés par le projet prouvent déjà être utiles ailleurs. Par exemple, un projet explorant la commercialisation des PFNL au Mexique et en Bolivie, financé par le DFID et géré par le Centre mondial de surveillance de la conservation du Programme des Nations unies pour l'environnement (WCMC-PNUE), s'est servi de l'Outil de CIFOR permettant d'évaluer les répercussions sur les moyens de subsistance (*Livelihoods Impact Assessment Tool*) pour valider ses propres modèles. « Ceci nous a été fort utile lorsque nous avons développé un outil qui permettra aux décideurs d'évaluer s'il vaut la peine de fournir un soutien financier pour les PFNL », explique Kate Schreckenberg du *Overseas Development Institute* au Royaume-Uni.

Schreckenberg, qui a également travaillé sur le projet PFNL de CIFOR, estime que l'un des points forts du projet résulte de son caractère collaboratif. « Ce projet était des plus participatifs », dit-elle. « Intellectuellement, il était extrêmement stimulant qu'autant de gens contribuent - pas seulement en fournissant des données, mais aussi à l'ensemble du processus visant à établir une méthodologie pour comparer les PFNL. »



Femmes se dirigeant vers la zone d'agroforesterie de *damar*, à Penengahan, West Lampung, Indonésie. Photo de Koen Kusters

Partager les résultats

De nombreuses communautés rurales vous diront que les scientifiques se comportent souvent guère mieux que les bûcherons ou les mineurs : ils prennent ce qu'ils veulent et ne donnent rien en retour. Lorsque les chercheurs qui participaient au Projet de comparaison des cas concernant les PFNL de CIFOR ont tenu leurs premières réunions en Amérique latine et en Afrique, ils ont promis qu'ils s'y prendraient différemment. « Nous avons recueilli de très nombreux renseignements enrichissants », se souvient Citlalli López, « et nous voulions partager le fruit de notre recherche avec les communautés rurales. »

Les chercheurs ont formé un « groupe de restitution » pour explorer comment ils pourraient présenter leurs conclusions de façon à ce qu'elles parviennent à la grande diversité de communautés et d'individus qui récoltaient des PFNL. Leur diversité englobait aussi bien les petits agriculteurs paysans en Amazonie qui cueillaient l'*uxi*, « le fruit du pauvre » que les robustes individus au Cameroun qui pagayaient à travers les marécages à la recherche des larves comestibles de charançon du palmier ; tant les habitants de la forêt de Batak aux Philippines qui montent aux arbres à la recherche de miel, que les sculpteurs de bois du Zimbabwe et du Kenya.

Une difficulté évidente était toutefois que le projet n'était simplement pas en mesure de concevoir la recherche de façon à pouvoir atteindre des douzaines de communautés différentes qui parlaient de nombreuses langues variées. « Nous avons donc décidé de cibler notre recherche sur les populations des villes qui utilisent des produits forestiers non ligneux et en font le commerce », explique López. « Nous voulions améliorer leurs connaissances concernant les avantages commerciaux et culturels à tirer du commerce de PFNL. »

Les trois livres intitulés *Riches of the Forest* et édités par les ethnobotanistes de CIFOR, López et Patricia Shanley, décrivent les origines et l'évolution de quelque 60 PFNL et expliquent les façons dont ils sont récoltés, traités et vendus. Fort intéressants à lire et bien illustrés, ces livres ont immédiatement attiré l'attention de maisons d'édition et de services gouvernementaux. Gramedia, l'une des plus grandes maisons d'édition commerciales de l'Indonésie, a publié une version indonésienne du livre intitulé *Riches of the Forests: Food, Spices, Crafts and Resins of Asia*, avec le soutien de BP et du *Multistakeholder Forestry Project* du DFID. Et au Mexique, le Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles a apporté son soutien à la publication de 10.000 exemplaires d'une édition spéciale du volume latino-américain du livre intitulé *Riches of the Forest*, axé sur les PFNL du Mexique.



La résine *damar* est un important PFNL pour de nombreuses familles en West Lampung, Indonésie. Photo de Patrice Levang

Des points de vue similaires ont été exprimés dans les réponses des participants aux séances de travail régionales. Ils ont apprécié en particulier le fait que le projet avait créé un réseau de scientifiques se consacrant aux PFNL. Parmi les observations faites - toutes anonymes - on pouvait lire : « Le projet a été très important pour moi. Il m'a permis de rencontrer des chercheurs venus du monde entier et j'ai acquis une connaissance générale de diverses situations et de leur importance en matière de conservation et concernant les moyens de subsistance. »

Les résultats de l'étude comparative

ont été publiés dans deux articles de revues et présentés au cours de nombreux débats scientifiques et débats sur la conservation et le développement. L'ouvrage *Forest Products, Livelihoods and Conservation*, en trois volumes - un pour l'Asie, un pour l'Afrique et un pour l'Amérique latine - comprend des analyses détaillées de 61 études de cas différentes. Les chercheurs étaient également déterminés à présenter leurs connaissances de façon à être appréciées par un lectorat plus large. Ceci a été possible grâce à la publication d'un ouvrage en trois volumes intitulé *Riches of the Forest*.

« L'aspect du livre que j'ai apprécié le plus est l'impression que le lecteur a de marcher à travers la forêt avec les cueilleurs et d'ouvrir les yeux sur les questions concernant chaque PFNL. »
Point de vue dans *Plants and People Newsletter*.



Vietnamiens ramenant de la litière sèche des forêts de pins au Vietnam du Nord. Photo de Christian Cossalter

Situation difficile au Vietnam : la pauvreté

Les populations pauvres sont souvent tributaires des forêts pour leur survie. Cela signifie-t-il donc que les forêts, dont la richesse de leurs ressources s'étend du bois à la résine, des aliments sauvages aux plantes médicinales, peuvent aider les populations à sortir de la pauvreté ? Et si elles le peuvent, dans quelle mesure alors l'atténuation de la pauvreté et la conservation des forêts sont-elles compatibles ? Les pays comme le Vietnam, qui est résolu à réduire la pauvreté et mettre fin à la perte de forêts, ont le besoin urgent de trouver des réponses à ces questions.

Le livre intitulé *Poverty Alleviation and Forests in Vietnam* et rédigé par William Sunderlin et Huynh Thu Ba, scientifiques sociaux de CIFOR, laisse entendre que la décision du gouvernement vietnamien d'établir un lien entre la pauvreté et les forêts dans le cadre de son nouveau projet sur cinq ans est une décision tout à fait sensée. Toutefois, nos connaissances comportent de nombreuses lacunes. « De nombreux ouvrages sur la foresterie ne font guère mention de la pauvreté », affirme Thu Ba, « et les ouvrages portant sur la pauvreté n'abordent guère le sujet des forêts. » Ce livre permet de mieux comprendre le sujet.

Au cours des dernières décennies, le Vietnam a connu des transformations remarquables. En abandonnant l'économie planifiée et en encourageant les entreprises privées, le commerce relativement libre et l'investissement étranger, le gouvernement a considérablement réduit les niveaux de pauvreté. Au milieu des années 70, sept Vietnamiens sur 10 étaient classés pauvres ; aujourd'hui, ils sont moins de 25 pour cent. Néanmoins, plus de 20 millions de la population vivent encore au-dessous de la ligne de pauvreté.

« Il est clair que la grande majorité de la population qui est sortie de la pauvreté au cours de ces dernières années se situait juste au-dessous de la ligne de pauvreté auparavant et la plupart de ces habitants vivaient dans les agglomérations urbaines ou aux alentours », explique Sunderlin. « Le nombre d'habitants très pauvres reste encore très élevé et ces populations sont pour la plupart concentrées dans des régions éloignées et relativement inaccessibles. » A l'exception du fin fonds du nord-ouest, où le déboisement s'est produit rapidement et récemment, les niveaux de pauvreté les

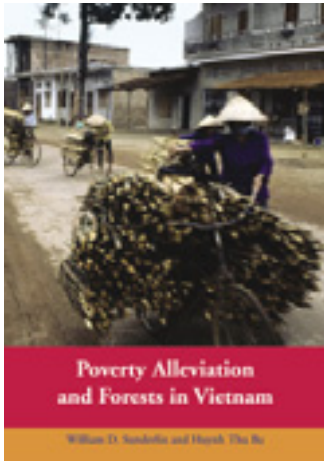
plus élevés ont tendance à se situer dans les régions où les peuplements de forêts naturelles sont relativement bons.

Ce livre conclut que les populations qui habitent les régions éloignées ont tendance à être pauvres parce qu'elles n'ont pas accès aux marchés et à une bonne infrastructure. L'isolement de ces régions signifie également que les forêts ont été moins exploitées que celles des basses terres et à proximité des villes. Les populations qui habitent des régions éloignées sont parfois fort tributaires des forêts pour leur survie et de nombreux produits forestiers non ligneux se prêtent effectivement bien à l'exploitation par les pauvres.

Mais ceci aide-t-il les décideurs à élaborer des stratégies visant à atténuer la pauvreté ? « Le fait que les ressources forestières sont si importantes pour les pauvres qui habitent les régions forestières signifie qu'ils doivent faire partie du cadre », affirme Sunderlin. « A notre avis, suffisamment de preuves existent pour montrer que les forêts peuvent jouer un rôle pour améliorer et soutenir les moyens de subsistance. » Il ajoute que d'autres activités de recherche doivent être menées sans plus de délais, si l'on veut que les décideurs parviennent à bien comprendre comment les forêts peuvent réduire la pauvreté. L'examen des succès et des échecs de divers programmes de foresterie fournirait quelques réponses utiles.

Selon l'opinion de Sunderlin et de Thu Ba, des enseignements en matière de politique forestière émaneraient systématiquement, si les départements gouvernements chargés de l'atténuation de la pauvreté et de l'aménagement des forêts collaboraient plus étroitement entre eux. Ils laissent également entendre que les organismes de développement devraient accorder une plus grande attention aux liens qui existent entre les deux.

D'après Rob Swinkels, principal économiste en matière de pauvreté de la Banque mondiale à Hanoï, l'ouvrage intitulé *Poverty Alleviation and Forests in Vietnam* a aidé à susciter un débat important. « Je pense qu'il a principalement contribué à faire réfléchir les forestiers sur la pauvreté et à faire réfléchir les pauvres sur les forêts », dit-il. « Il a certainement aidé à éclairer notre travail avec le gouvernement sur le type de changements en politique forestière qui doit se produire au Vietnam. »



Rechercher les liens qui existent entre les forêts et la pauvreté

Nous savons que des centaines de millions de populations pauvres dépendent des forêts. Les forêts les aident à maintenir leurs moyens de subsistance ; elles fournissent du bois de chauffage, des aliments, des plantes médicinales et bien d'autres produits encore. Mais quelle importance ont au juste les forêts lorsqu'il s'agit d'atténuer la pauvreté ? Les forêts peuvent-elles réellement aider les populations à sortir de la pauvreté et les rendre plus aisés ? Et si elles le peuvent, quels types de forêts et quelles sortes de produits forestiers importent le plus pour atténuer la pauvreté ? Nous avons peut-être la réponse à quelques unes de ces questions, mais il nous manque souvent des preuves empiriques solides pour convaincre les décideurs que les forêts importent, en particulier pour les pauvres.

Un nouveau réseau de recherche, créé en septembre 2004 par CIFOR et la Fondation internationale pour la science (FIS) basée en Suède, a pour but de combler cette lacune. « Lorsque nous avons élaboré des modèles économiques de déboisement au cours des années 90 », explique Arild Angelsen, coordinateur pour le Réseau pauvreté et environnement (RPE), « nous avons constaté que le meilleur travail était en grande partie réalisé par les étudiants au doctorat qui passaient beaucoup de temps sur le terrain. Toutefois, il était souvent difficile de comparer leurs résultats, étant donné qu'ils posaient des questions différentes et utilisaient des méthodologies différentes. »

L'idée du RPE est née de cette expérience. Les scientifiques de CIFOR ont réalisé que ces étudiants pouvaient aider à recueillir un ensemble global de données qui pourraient servir de base à une analyse comparative du rôle que jouaient les forêts dans l'atténuation de la pauvreté.

En septembre 2004, 18 personnes ont assisté à la première séance de travail qui a eu lieu au siège de CIFOR à Bogor. Bon nombre des étudiants présents allaient devenir des partenaires du RPE, leur donnant ainsi le droit de bénéficier d'une bourse offerte par la FIS jusqu'à concurrence de 12.000 dollars US chacun qui couvrirait les frais de leurs travaux et du recueil de données sur le terrain. Outre le travail qu'ils consacrent à leurs propres projets de recherche spécifiques, les étudiants recueilleront des données - sur les revenus domestiques, les associations villageoises, l'accès au marché, l'utilisation des produits forestiers et autres - qui seront transmises dans la banque de données du

RPE. Tous les étudiants recueilleront le même type de données de la même façon, bien que leurs thèses couvrent un grand éventail de sujets relatifs aux forêts, qui vont des études sur la séquestration de carbone et de l'écotourisme, jusqu'à la recherche sur la consommation de bois de chauffage et l'utilisation de produits forestiers spécifiques.

Les bénéfices se répartiront à deux niveaux : le RPE obtiendra des données de haute qualité sur les liens qui existent entre les forêts et la pauvreté ; et les étudiants bénéficieront de leur participation aux activités de CIFOR et de leur travail entre eux. « A la réunion de septembre, je leur ai parlé de l'hymne de l'équipe de football de Liverpool - *You'll Never Walk Alone* », explique Angelsen. « C'est ce qu'ils doivent ressentir en tant que membres du RPE. Les étudiants au doctorat sont souvent seuls et isolés. A présent, ils peuvent rencontrer d'autres étudiants lors de réunions périodiques et ils peuvent forger des relations étroites avec des scientifiques de CIFOR. »

Manyewu Matumba, coordinateur du RPE, estime que le réseau aidera les étudiants au doctorat à acquérir l'expérience en recherche dont ils ont besoin, s'ils désirent réussir en Afrique. « Ce programme leur sera précieux, étant donné que la plupart d'entre eux n'ont pas acquis d'expérience et de conseils pour recueillir des données sur le terrain. »

Le Réseau 'Pauvreté et Environnement' de CIFOR aidera les étudiants au doctorat à recueillir des données qui permettront de mieux comprendre le rôle des forêts dans l'atténuation de la pauvreté. A terme, cette recherche pourrait profiter aux villageois comme ceux-ci en Côte d'Ivoire. Photo de Christian Cossalter





Des forêts saines comme celle-ci à Tanimbar, Indonésie, contribuent à la protection de l'approvisionnement en eau propre et potable. Photo de Phillipe Guizol

Services environnementaux

Promouvoir une utilisation sensée

Les forêts tropicales font vivre plus de la moitié de toutes les plantes et espèces animales de la Terre. Elles nous approvisionnent en bois, en aliments, en carburants et en fibres. Elles rendent également un éventail de services environnementaux : elles absorbent les gaz à effet de serre, cause du réchauffement de la planète ; elles recyclent les substances nutritives et stabilisent les sols. Si nous perdons les forêts, nous perdons bien davantage que des arbres. Cependant, chaque année, une aire de forêt équivalente à la superficie de la Grèce est détruite ou convertie en terres pour d'autres utilisations. Le déboisement a lieu en majeure partie dans les pays en développement.

Le Programme de CIFOR sur les Services environnementaux et l'utilisation durable des forêts (*Environmental Services and Sustainable Use of Forests*) vise à améliorer la façon dont nous utilisons les forêts, naturelles et plantées, et à fournir les connaissances nécessaires pour s'assurer que les forêts offrent une gamme de produits et de services. Le programme opère sur une grande échelle allant du niveau local au niveau international, des fermes rurales à la salle du conseil en ville. Les bénéficiaires sont aussi bien des organismes d'Etat et de développement, des entreprises dans le secteur de production industrielle du bois, que des petits agriculteurs qui cultivent quelques hectares d'arbres pour les vendre à leur usine de pâte à papier locale.

Au cours de 2004, les scientifiques

de CIFOR qui ont travaillé dans le cadre de ce programme ont publié 25 revues scientifiques et bon nombre de livres et de rapports, dont certains sont présentés dans les pages suivantes. *Life after Logging* montre comment la récolte du bois pourrait être considérablement améliorée pour être bénéfique à la flore et à la faune de Bornéo (Indonésie). Une étude sur les concessions forestières au Congo fournit des indications précieuses sur le caractère de l'industrie et sur la manière dont elle pourrait être réformée. Les scientifiques de CIFOR ont poursuivi leur recherche concernant les répercussions de l'industrie chinoise de la pâte à papier et du papier sur les fournisseurs de bois dans le sud-est asiatique et leurs conclusions ont été publiées dans un numéro spécial de *International Forestry Review*.

Dans *Site Management and Productivity in Tropical Forest Plantations* figurent les derniers résultats de la recherche menée par un réseau international de scientifiques coordonné par CIFOR. Au Pérou, les scientifiques de CIFOR ont préparé des directives pour la gestion des concessions et ont formé des concessionnaires. Au niveau international, CIFOR a fait partie du groupe d'experts de l'importante Convention-cadre des Nations unies sur le changement de climat (CCUNCC) concernant des projets à petite échelle de Mécanisme de développement propre (MDP).

Les scientifiques de CIFOR qui ont travaillé dans le cadre de ce programme ont poursuivi leur recherche sur l'évaluation des paysages multidisciplinaires, les incendies de forêt, la réhabilitation des forêts et le changement de climat. Comme toujours, une place importante était accordée au partenariat et au renforcement des capacités.



Les femmes du groupe Nabonswede ont établi un jardin polyvalent dans la périphérie de Ouagadougou, Burkina Faso. Photo de Daniel Tiveau

Nouvelle superpuissance de la foresterie - en rechercher les répercussions

En 1998, plus de 4000 personnes ont péri dans les inondations du fleuve Yangtze. On a pensé que le déboisement avait causé les inondations et le gouvernement chinois a immédiatement imposé une interdiction de l'exploitation forestière sur la plus grande partie du territoire. L'interdiction, la croissance économique rapide, la demande croissante des consommateurs et un marché naissant d'exportation de meubles ont provoqué depuis une énorme hausse des importations chinoises de produits forestiers. « La Chine est devenu le principal élément moteur pour le changement dans le paysage forestier, pas seulement en Asie du sud-est, mais dans le monde entier », explique Andy White, de *Forest Trends*. « Les forêts et les moyens de subsistance en sont fortement affectés dans de nombreux autres pays. »

Meeting China's Demand for Forest Products, dont White en est le co-auteur, donne un aperçu remarquable sur ce qui est sans doute l'histoire la plus considérable des temps modernes sur le commerce. Ce document est l'un des résultats d'une investigation menée par des partenaires multiples des industries chinoises de la pâte à papier et du papier et dirigée par *Forest Trends*, CIFOR et le Centre chinois pour la politique agricole (CCPA).

Entre 1997 et 2002, la valeur des importations de produits forestiers de Chine est passée de 6,4 milliards de dollars US à 11,2 milliards de dollars US. Le volume des importations de bois a triplé et celui de la pâte à papier a même augmenté davantage. Plus de 70 pour cent du bois provenait des pays d'Asie et du Pacifique, mais la Chine a également importé des produits forestiers de pays aussi éloignés que le Chili et le Gabon. Plus de la moitié du bois importé dans le pays a été traité et exporté, faisant ainsi de la Chine en le plus grand atelier du bois du monde.

De nombreux aspects de l'économie chinoise méritent d'être appréciés - le nombre de personnes qui vivent avec moins de 1 dollar US par jour a baissé de moitié entre 1990 et 2001 - mais le revers de la médaille est que « la majeure partie du bois et de la pâte à papier importés par la Chine provient de pays pauvres dirigés par des gouvernements faibles », explique Christian Cossalter, scientifique de CIFOR, « et ceci provoque une exploitation forestière illégale et la destruction des forêts naturelles. »

Le volume des importations de bois résineux provenant de l'Extrême-Orient russe a augmenté de 14 fois entre 1997 et 2002 et une part importante de la

récolte est estimée avoir été illégale. L'exploitation forestière illégale et non durable au Myanmar, autre pays fournisseur, a été associée à des violations des droits de l'homme et au déboisement rapide des forêts. En Indonésie, la demande accrue de la Chine pour le bois d'œuvre de feuillus et la pâte à papier a causé un déboisement considérable.

La recherche a perfectionné nos connaissances au sujet de l'ampleur et des répercussions du commerce du bois de la Chine. « Les représentants officiels des gouvernements ont à présent davantage conscience des préoccupations internationales concernant les répercussions de la Chine sur les forêts et les moyens de subsistance dans d'autres pays », affirme Jintao Xu, du CCPA. La recherche a fourni d'importantes données au 11^e projet forestier sur cinq ans du gouvernement et a permis de concevoir les idées du débat sur la politique forestière au sein du *State Forest Administration*.

Une nouvelle phase de la recherche, à laquelle participent CIFOR, *Forest Trends* et bon nombre de partenaires nationaux et internationaux, vise à accroître la prise de conscience et les engagements des gouvernements et à encourager des réformes et des politiques associées au marché qui seront bénéfiques tant aux forêts qu'aux pauvres. Le projet consolidera également le réseau d'organisations chargées d'analyser le marché et de réformer les politiques forestières.

Le sentier du papier

Récemment encore, la majorité des Chinois alphabètes devait se contenter d'un papier de mauvaise qualité fabriqué à partir du bambou, de la paille et d'autres résidus agricoles dans des dizaines de milliers de petites usines éparpillées dans la campagne. Cette industrie profitait bien aux petits agriculteurs et profitaient bien aux familles, mais avait des conséquences désastreuses pour l'environnement. Les préoccupations causées par la pollution de l'eau, outre la demande croissante d'un papier de haute qualité, ont encouragé le gouvernement à fermer plus de 4000 petites fabriques de pâte à papier et à promouvoir une industrie moderne du papier fondée sur d'énormes usines de traitement et sur des plantations de bois à pâte à croissance rapide.

La Chine est à présent le deuxième plus grand fabricant de papier et de carton du monde et, d'ici 2010, la production passera à 70 millions de tonnes, soit 43 millions de tonnes de plus qu'en 2003. « Cette hausse a



« *Meeting China's Demand for Forest Products* est le document le plus détaillé qui ait été publié ces dix dernières années concernant les répercussions de la Chine sur la conservation des forêts dans l'ensemble de la région. » Allan Thornton, président de l'Agence des enquêtes environnementales



Parc à bois et usine de fabrication d'une société de pâte à papier et de papier à Guanzhou, Chine. Photo de Christian Cossalter

de très graves conséquences, tant pour les moyens de subsistance locaux en Chine que pour les forêts dans les pays fournisseurs comme l'Indonésie », explique Chris Barr, scientifique en matière de politique forestière de CIFOR.

Depuis 2003, Barr et Christian Cossalter, spécialiste des plantations, examinent le programme ambitieux de la Chine visant à développer une industrie de la pâte à papier basée sur les plantations. Les résultats de leur recherche ont été publiés dans un numéro spécial de *International Forestry Review* et présentés lors d'une Séance de travail internationale sur l'investissement et les finances dans le Secteur forestier de la Chine, qui s'est tenue à Beijing en septembre 2004 et a été organisée conjointement par le Centre de recherche sur l'économie et le développement des forêts, *Forest Trends* et CIFOR.

« Un aspect que nous voulions explorer consistait à savoir si les nouvelles usines de pâte à papier en cours de développement en Chine sont susceptibles de procéder de façon similaire aux grosses sociétés de pâte à papier et de papier en Indonésie, et de causer le même genre de problèmes », explique Barr. Au cours de sa recherche précédente, CIFOR a découvert que les grands fabricants de l'Indonésie - *Asia Pulp & Paper* (APP) et les groupes APRIL - ont étendu leurs capacités de traitement à Sumatra à une allure bien plus rapide qu'ils ne mettaient les plantations en service.

En conséquence, une part substantielle de leurs besoins en fibre a été pourvue en abattant des forêts naturelles. Ces deux sociétés font à présent de gros investissements dans le secteur de la pâte à papier et du papier de la Chine.

La recherche dans les provinces de Hainan, de Guangxi et de Guangdong semble indiquer que la création d'usines de pâte à papier basée sur le bois - une grande usine nouvelle construite par APP est la première d'une série prévue - pourrait également provoquer d'importantes difficultés d'approvisionnement. « Même si APP double ses plantations au cours des six prochaines années, elles ne fourniront jamais plus que les deux tiers de ses besoins en fibre », laisse entendre Cossalter. « Le reste devra

provenir d'ailleurs et il est possible qu'il proviendra des forêts naturelles des pays comme l'Indonésie. »

Le gouvernement chinois a récemment lancé un programme de subventions et de mesures encourageant l'aménagement de près de 6 millions d'hectares de plantations de bois à pâte de croissance rapide. Il est espéré que ces plantations fourniront à 13 projets prévus pour la pâte à papier et le papier un approvisionnement durable de fibre. Toutefois, les chercheurs de CIFOR se demandent si les plantations produiront de la pâte à papier en quantités suffisantes ou à un prix concurrentiel.

« Divers facteurs - forte densité de la population, sols pauvres dans les régions montagneuses, difficultés concernant l'accès et au droit d'occupation des terres - signifie que la Chine n'est guère susceptible de produire de la pâte de bois aussi bon marché que les pays comme l'Indonésie et le Brésil », affirme Barr. Confrontées à une pénurie nationale de fibre et des prix relativement élevés, les usines continueront à importer du bois à pâte provenant d'ailleurs. Il est probable que ceci accentue les pressions exercées sur les forêts naturelles.

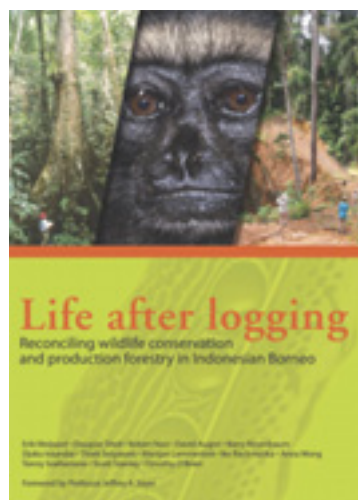
Les objectifs de plantations de la Chine ne se réaliseront que si les petits agriculteurs et les communautés locales contribuent à un niveau important. Pour ce faire, proposent les chercheurs, les sociétés et les autorités locales doivent garantir aux petits agriculteurs qui s'inscrivent aux programmes des petits planteurs un droit protégé sur les terres, des mesures précises les encourageant à planter du bois à pâte et un juste salaire pour ce qu'ils produisent. Les chercheurs laissent également entendre que les organismes gouvernementaux doivent s'assurer que les fournisseurs en fibre de bois sont en nombres suffisants, fiables et légitimes, avant l'installation de nouvelles usines de traitement de la pâte à papier. Il est tout aussi important que les banques publiques chinoises effectuent une évaluation détaillée des risques économiques, sociaux et environnementaux, avant de fournir des prêts pour de nouveaux projets d'usines à pâte à papier.





L'exploitation forestière n'a pas besoin d'être aussi destructive. Ici, en East Kalimantan, Indonésie, des incendies ont ravagé une concession d'exploitation. Photo de Agung Prasetyo

L'exploitation forestière en faveur de la faune et de la flore



Demandez aux agents de protection de la nature ce qu'ils pensent de l'exploitation des forêts tropicales et ils seront nombreux à dépeindre une triste situation. Ils vous diront comment l'exploitation industrielle a détruit de vastes superficies de forêts et réduit la biodiversité et qu'un lien a fréquemment été établi entre l'exploitation forestière et la corruption, la violence et l'abus des communautés locales. Dans de nombreuses régions, c'est précisément ce qui s'est produit et ceci explique pourquoi les agents de protection de la nature font souvent opposition à l'exploitation des forêts tropicales.

Pourtant, il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. « Nous avons découvert qu'une coupe bien gérée peut être compatible avec la conservation de la faune et de la flore », explique Erik Meijaard, écologiste forestier auprès de *The Nature Conservancy* (TNC) et co-auteur du livre *Life after logging: Reconciling wildlife conservation and production forestry in Indonesian Borneo*.

Life after logging examine la façon dont chaque espèce de mammifère et d'oiseau est affectée par l'exploitation forestière. Fondé sur une recherche approfondie sur le terrain effectuée par des scientifiques de CIFOR dans le bassin hydrographique de Malinau, en East Kalimantan, et sur une documentation révisée, ce livre offre les conseils dont les sociétés d'exploitation forestière ont besoin, si elles veulent gérer leurs concessions d'une façon qui

est bénéfique à la faune et à la flore, sans diminuer leurs bénéfices.

« Notre étude montre que la perte des diptérocarpacées - arbres que les sociétés d'exploitation forestière prennent - affecte, en fait, peu d'espèces vertébrés directement », explique Meijaard. « Ce sont souvent les activités associées à l'exploitation forestière qui causent le plus de difficultés. » Par exemple, les pistes d'exploitation rendent les forêts plus accessibles aux populations locales et aux chasseurs venus d'ailleurs. Il semble que ce soit la chasse, plutôt que l'exploitation forestière, qui ait entraîné le déclin des espèces ciblées, comme la panthère longibande et l'ours malais. Le débroussaillage de la végétation au sol après la coupe, rendu obligatoire par la loi pour encourager la régénération, affecte les ressources alimentaires des insectivores terrestres. En outre, les activités de coupe causent souvent l'érosion des sols - qui, à leur tour, troublent l'eau des rivières - et la perte d'amphibiens et de poissons.

Les espèces qui souffrent le plus de l'exploitation forestière ont tendance à être des espèces spécialisées. Sur le plan évolutionnaire, il s'agit souvent des plus anciennes espèces qui ont évolué à une époque où les terres étaient uniformément recouvertes de forêts. Par exemple, le muntjac jaune, le tarsier et la civette de Malaisie, qui se nourrissent tous d'aliments spécifiques, semblent particulièrement

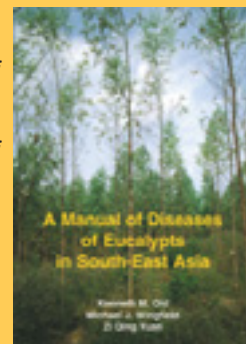
Repérer les maladies sur les eucalyptus

Lorsque Kenneth Old, pathologiste des forêts rattaché à la *Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization* (CSIRO), s'est joint à un groupe de forestiers en Indonésie, il y a à peu près deux ans, l'un d'eux a présenté un exemplaire fort usagé du livre intitulé *A Manual of Diseases of Tropical Acacias*, dont Old en était le co-auteur et publié par CIFOR en 2000. « Les pages étaient cornées et décollées par l'usage », se souvient Old avec approbation.

Old espère que son deuxième volume complémentaire intitulé *A Manual of Diseases of Eucalypts in South-east Asia*, publié en 2004, subira le même sort. « Nous estimions qu'il était important d'inscrire sur papier tous les renseignements relatifs aux maladies les plus courantes pour les personnes qui sont réellement concernées, c'est-à-dire les directeurs des plantations qui doivent s'en occuper », dit-il.

Les eucalyptus couvrent à présent plus de 2 millions d'hectares en Asie du sud-est et ils constituent, de fait, les plus importantes récoltes de bois à croissance rapide. La tendance moderne est d'établir des plantations en utilisant plusieurs clones, chacune capable de produire un produit uniforme de haute qualité en quelques années seulement. Il y a, toutefois, un revers à la médaille : si un nombre limité de clones est utilisé, la base génétique restreinte peut rendre les plantations particulièrement vulnérables à la maladie. Une perte considérable de production peut en résulter, ainsi que de graves répercussions sur les activités commerciales locales et les moyens de subsistance locaux.

Si l'on veut éviter les épidémies, les directeurs des plantations doivent sélectionner des clones qui sont résistants aux maladies et aux agents pathogènes dans leur région. Pour ce faire, ils doivent savoir reconnaître les rouilles et les flétrissures, les chancre et les mildious. Ce manuel leur fournit les renseignements dont ils ont besoin. Un aspect important : il est suffisamment petit pour être mis dans une poche de veste et emporté sur le terrain.



affectés par l'exploitation forestière. En revanche, des espèces comme le muntjac d'Inde et le rat des rizières qui ont évolué plus récemment dans un milieu plus ouvert, se sont mieux adaptées en raison de leur alimentation variée et du fait qu'elles ne sont pas si difficiles en ce qui concerne l'habitat qu'elles occupent.

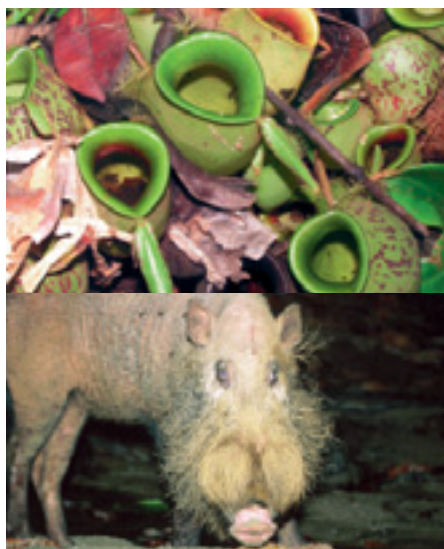
Ces observations ont permis aux chercheurs de présenter des recommandations détaillées. Ils proposent que les sociétés d'exploitation forestière conçoivent des pistes de façon à éviter de diviser les forêts en parcelles trop nombreuses. Des aires suffisamment étendues doivent être prévues pour protéger les gros carnivores et une réglementation doit être établie pour contrôler la chasse dans les concessions de bois. Certaines aires de forêt doivent être laissées intactes, car elles sont particulièrement importantes pour la faune et la flore. Ces aires comprennent les sources riches en minéraux et les sols argileux, les villages abandonnés et la végétation riveraine.

« Nous n'affirmons pas que la valeur des forêts coupées est plus élevée pour leur conservation que les forêts laissées intactes », explique Doug Sheil, écologiste de CIFOR et co-auteur, « mais l'exploitation forestière est un moyen qui permet de maintenir de grands paysages forestiers productifs sur le plan économique et qui est bien plus bénéfique pour la faune et la flore que bien d'autres utilisations des terres. »

Seulement, les exploitants forestiers en tiendront-ils compte ? Les auteurs estiment que les réactions sont encourageantes jusqu'à présent. Lorsque des représentants des sociétés d'exploitation forestière se sont rendus au siège de CIFOR à Bogor pour débattre du livre, ils en ont désiré une version indonésienne. « Lorsque nous leur avons demandé si une traduction des recommandations en indonésien leur

suffirait », se souvient Meijaard, ils ont dit « non » ils voulaient le tout, y compris les longues annexes et tous les détails concernant l'écologie de chaque espèce et dans quelle mesure elles étaient affectées par l'exploitation forestière. »

L'une des compagnies, *PT Sumalindo Lestari Jaya*, gère plus d'un demi-million d'hectares de forêts en East Kalimantan. Depuis 2001, elle travaille avec le TNC en vue de reconcevoir l'une de leurs concessions pour satisfaire les conditions du Conseil de gestion responsable des forêts (FSC) requises pour la certification. *Life after logging* aidera Sumalindo, et d'autres sociétés d'exploitation forestière, à perfectionner leurs projets d'aménagement.



Le pivert ardoisé (à droite, photo de Martjan Lammertink) a une alimentation spécifique et est particulièrement vulnérable à l'exploitation forestière. Le sanglier à barbe (en bas à gauche, photo de Margareth Kinnaird) peut être en danger des chasseurs lorsque les pistes ouvrent les forêts. La sarracénie pourpre (en haut à gauche, photo de Douglas Sheil) fournit un habitat important pour, et mange les insectes et les petits vertébrés.

L'exploitation forestière du Congo

Moins d'un dixième des forêts tropicales humides du Bassin du Congo est officiellement désigné 'parcs nationaux' et 'réserves naturelles'. Si l'on veut que la grande richesse de la région en biodiversité survive hors de ces zones protégées, il est essentiel d'établir des procédés de coupe durables dans l'immense région où les gouvernements ont accordé des concessions. Pour ce faire, toutefois, nous devons comprendre le caractère de l'industrie forestière et les facteurs qui influent sur la manière dont elle se développe et change.

Une étude-pilote, financée par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et gérée par CIFOR, a fourni une image préliminaire de l'exploitation forestière dans le Bassin du Congo. Cette étude comprend une enquête sous forme de questionnaire concernant 31 concessions au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Gabon et en République du Congo. Entre elles, les concessions gèrent 7,3 millions d'hectares, soit une superficie équivalente à deux fois celle de la Belgique. La superficie de ces concessions varie de 1800 hectares à plus d'un million d'hectares. Certaines sont en activité depuis de nombreuses décennies ; d'autres, depuis quelques années seulement.

Les exploitants forestiers ne prennent qu'un très petit nombre d'espèces, mais 35 sont récoltées en quantités importantes. Les chercheurs ont découvert que les plus grands concessionnaires, et ceux qui

opèrent dans les régions les plus éloignées, récoltaient seulement une ou deux espèces des plus précieuses. Selon l'opinion de Robert Nasi, écologiste de CIFOR, cette exploitation a de graves conséquences pour la conservation des forêts. « Les sociétés qui exploitent un petit nombre d'espèces précieuses ont tendance à faire une coupe légère, en ne prenant souvent que deux ou trois arbres par hectare », explique-t-il. « Ce qui signifie, toutefois, que la coupe doit s'effectuer sur de vastes étendues de forêts. » Il suggère que si elles exploitaient de façon plus intensive en utilisant un nombre accru d'espèces, moins de pressions seraient exercées sur les forêts vierges. Mais il met en garde qu'une telle stratégie doit faire l'objet d'une mûre réflexion : dans certains cas, les forêts locales pourraient être plus endommagées en conséquence.

Les difficultés environnementales des concessions forestières se répartissent en deux catégories : les difficultés causées, d'une part, par les concessionnaires mêmes, comme la pollution et la construction des routes ; et les difficultés causées, d'autre part, par les gens de l'extérieur, comme les chasseurs et les bûcherons illégaux. Toutes les concessions, sauf une, qui ont fait l'objet de l'étude rencontrent des difficultés associées à la chasse excessive de la faune. Les pistes d'exploitation ouvrent les forêts aux chasseurs qui sont responsables du recul rapide de nombreuses espèces en danger et protégées, dont le chimpanzé, le gorille de côte et l'éléphant des forêts.

Les chercheurs ont demandé aux concessionnaires de classer par ordre d'importance les facteurs clés ou les éléments moteur du changement qui influent sur la façon dont ils opèrent. Les politiques gouvernementales, l'infrastructure, les marchés et la technologie, dans cet ordre, en sont les principaux. Les moyens et grands concessionnaires sont plus susceptibles d'être influencés par les éléments moteur clé du changement. Ils appartiennent souvent à des sociétés étrangères et exportent leur bois vers l'Europe et d'autres marchés 'sensibles'.

« Bien qu'il s'agissait d'une étude-pilote », affirme Nasi, « elle a permis d'entrevoir les façons dont les sociétés pourraient être encouragées à adopter des procédés plus durables. ». Il est clair, par exemple, que les concessionnaires considèrent que la chasse cause des difficultés importantes. Comme elle

Le bois d'œuvre du Congo peut être une source de richesse, mais aussi une source de conflit s'il n'est pas géré correctement. Photo de Driss Ezzine de Blas





ne produit ni bénéfices, ni de bonnes critiques, elles pourraient être encouragées à coopérer, entre autres, avec des organisations non gouvernementales pour faire face au commerce illégal de viande de chasse. Nasi estime également que des primes fiscales pourraient encourager les concessionnaires à récolter une plus grande variété d'espèces dans les forêts secondaires et les forêts exploitées et réduire ainsi les pressions exercées sur les forêts vierges.

L'enquête s'inscrivait dans le cadre d'un plus grand projet de recherche financé par l'OIBT pour évaluer les capacités de recherche forestière des pays du Bassin du Congo. Elle a permis d'établir un réseau de chercheurs issus de nombreux pays différents, qui pourraient ainsi échanger leurs points de vue et développer ensemble des méthodologies. L'attention réservée par la presse à cette étude a été répandue en Afrique et un article a été publié dans le *National Geographic News*.

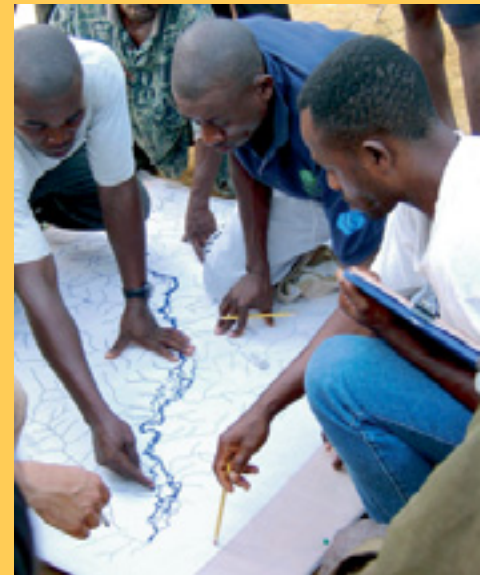
Exploitation forestière dans le Bassin du Congo. Photo de Robert Nasi

Renforcement des capacités de recherche

Depuis 2001, CIFOR et l'Institut de recherche en écologie tropicale (IRET) du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CENAREST) au Gabon, financés par la Commission européenne, travaillent avec divers partenaires, en particulier les universités de Gembloux et de Bruxelles, le musée national d'histoire naturelle à Paris et l'université de Cornell, afin de réhabiliter le Centre de recherche Makokou/Ipasa au Gabon. Après avoir été un centre exceptionnel pour la recherche en forêts ombrophiles, Makokou s'était dilapidé.

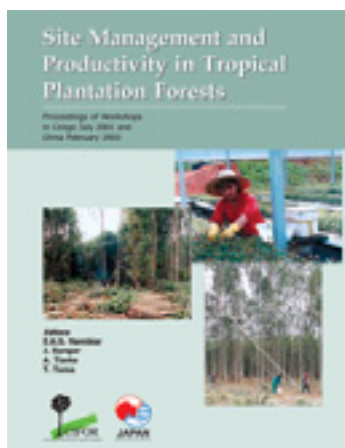
« Les capacités de recherche en Afrique occidentale et centrale sont bien inférieures à celles de l'Afrique australe et orientale », explique Robert Nasi, « et CIFOR participe à divers programmes qui tentent de remédier à ce problème. » Le projet Makokou est l'un de ces programmes grâce auquel le centre de recherche est une fois de plus pleinement opérationnel. Un autre, FORINFO, est un projet de recherche et de formation financé par le gouvernement français et géré par CIFOR, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et le Conseil pour la recherche et le développement agricoles de l'Afrique occidentale et centrale (WECARD). A la fin de 2004, ces deux projets avaient financé 15 thèses de doctorat et trois équipes de scientifiques africains. Ces derniers travaillaient sur des projets spécifiques de renforcement des capacités à l'aide d'un système de financement concurrentiel, basés sur la pertinence et l'excellence de la recherche.

Les thèses de doctorat couvrent un grand éventail de sujets relatifs aux forêts. Les cinq dernières à être octroyées sont axées sur : l'origine et la dynamique adaptative des espèces néo-tropicales en Afrique centrale ; les répercussions de la récolte et de la domestication sur la conservation du *Prunus africana* au Cameroun ; la diversité génétique et la conservation de l'éléphant des forêts ; l'écologie et le rôle épidémiologique des mouches *Stomoxes* au Gabon ; et la contribution de la télédétection pour le suivi des écosystèmes dans quatre pays.



Travail en groupe au cours d'une séance de travail au Gabon.

Obtenir les meilleurs résultats des plantations



Les groupes environnementaux peuvent bien lancer des anathèmes contre l'expansion rapide des plantations industrielles dans les pays tropicaux, mais elles ne disparaîtront pas. A présent, plus de 10 millions d'hectares de plantations de bois à croissance rapide sont établies dans le monde, auxquelles s'ajoute un autre million d'hectares chaque année. Ces plantations aménagées de façon intensive produisent de grandes quantités de bois en très peu de temps. Une superficie bien plus large est consacrée à la culture arbustive à croissance moins rapide. Les plantations peuvent être énormément éprouvantes pour les sols et, si elles sont mal aménagées, elles risquent de causer une grave dégradation des terres.

En 1995, CIFOR, en association avec la *Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation* (CSIRO) de l'Australie et le Service forestier du Ministère de l'agriculture des Etats-Unis, a formé le « *Network on Site Management and Productivity in Tropical Forest Plantations* ». Ce réseau avait pour but d'établir s'il est possible de produire des récoltes successives sur la même parcelle des plantations à croissance rapide, sans endommager le sol et les ressources en eau. Depuis, des chercheurs qui travaillent sur 16 sites dans huit pays tropicaux et sub-tropicaux - l'Australie, le Brésil, la Chine, le Congo, l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique du Sud et le Vietnam - ont examiné quelles répercussions avaient les méthodes d'aménagement de divers sites sur la fertilité des sols, le recyclage des

substances nutritives et de la productivité. Les résultats ont été analysés au cours de six séances de travail. Les conclusions de la quatrième et de la cinquième, qui se sont tenues au Congo en 2001 et en Chine en 2003, ont été publiées en 2004.

« La recherche a déjà une influence significative aux sites et leurs environs où le réseau est en activité », explique Takeshi Toma, scientifique de CIFOR chargé de la coordination des activités du réseau. La recherche sur huit sites a révélé, par exemple, que la fertilité des sols était meilleure et que les arbres poussaient plus rapidement - d'environ 100 pour cent sur un site au Brésil - lorsque les méthodes utilisées visaient à conserver les matières organiques et les substances nutritives. Au lieu de brûler les résidus des récoltes, il est logique de les laisser. L'écorçage des arbres à la souche aide également à conserver les substances nutritives.

En conséquence de la recherche, les directeurs forestiers ont modifié leur façon de faire. En Chine, par exemple, les résultats ont encouragé le Comité de foresterie de Nanping à abandonner leur méthode qui consistait à brûler les résidus d'exploitation après la récolte du bois. En Sumatra, en Indonésie, *PT Musi Hutan Persada* a décidé de laisser les résidus de récoltes sur le site, suite aux essais qui avaient été menés dans ses plantations.

Selon l'opinion de Sadanandan Nambiar, du Réseau foresterie et produits forestiers de CSIRO, la valeur du réseau est supérieure à la totalité de ses différentes sections.



Plus de 100 personnes ont assisté à la 6^e réunion du 'Réseau sur l'aménagement et la productivité des sites dans les plantations de forêts tropicales' qui s'est tenue à Piracicaba, au Brésil, en novembre 2004. Conjointement accueillie par CIFOR, l'Université de São Paulo et des sociétés privées, la réunion a attiré des forestiers de toutes les régions d'Amérique latine. Photo de Takeshi Toma

« Quand la recherche a commencé, je connaissais certaines sociétés privées qui ne communiquaient même pas entre elles par crainte de perdre un avantage concurrentiel », explique Nambiar. A présent, ils sont ravis de partager et de publier les conclusions de la recherche menée sur leurs sites et ils sont plus que disposés à montrer les méthodes qu'ils appliquent pour les plantations.

Tout aussi important, les organismes qui se sont joints récemment au Réseau ont pu profiter de l'expérience d'autres partenaires. L'Institut des sciences forestières (FSIV) du Vietnam, par exemple, s'est joint au Réseau en 2002. Le Vietnam était en cours d'établir des plantations d'acacias sur des terres dégradées, dans le cadre de son « Programme de reboisement de cinq millions d'hectares ». Au lieu de commencer à zéro, le FSIV a pu tirer profit

de la recherche menée par les partenaires du Réseau et acquérir un volume important de renseignements nouveaux.

Le Réseau est une association publique-privée. Le secteur privé finance la majeure partie de la recherche sur place, tandis que CIFOR est chargé des réunions et des publications, avec l'assistance financière du Japon. « Le Réseau est un excellent exemple de programme de recherche, de petite envergure et intelligemment ciblé », explique Nambiar. « Il crée un ensemble important de connaissances qui sont mises à la disposition du public et qui sont, à présent, couramment utilisées. » Nambiar estime que le rôle de coordinateur de CIFOR et le fait que CIFOR soit disposé à former des partenariats avec des scientifiques autres que ceux de CIFOR, sont d'une importance primordiale.

Convertir la théorie en pratique, en Asie

La *Asia Forest Partnership* (AFP) est une association qui a été établie lors du Sommet 2002 de la Terre à Johannesburg, en vue de lutter contre l'exploitation forestière illégale et les incendies de forêts et promouvoir la réhabilitation des forêts. Les gouvernements du Japon et de l'Indonésie, CIFOR et *The Nature Conservancy* (TNC) en étaient les fondateurs. A la fin de 2004, parmi les partenaires se trouvaient 17 gouvernements, 7 établissements internationaux et 9 organismes de société civile. Les premières réunions de l'AFP ont inévitablement été dominées par des débats sur ce que le partenariat pourrait accomplir et comment il devait fonctionner.

Toutefois, d'importants progrès ont été réalisés au cours de 2004, comme en témoignent les débats menés lors de la 4^e réunion de l'AFP au Japon, en décembre 2004, et une séance de travail régionale de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) à Yogyakarta, en Indonésie avant l'AFP4. Cette séance de travail a réuni 160 spécialistes et responsables officiels en foresterie qui ont examiné les possibilités de consolider le partenariat. « Par le passé, les partenaires avaient tendance à être passifs », explique Takeshi Toma, scientifique de CIFOR, « mais j'ai ressenti un changement significatif au cours de la réunion de décembre. Auparavant, le sentiment était : "Je recommande ; quelqu'un d'autre se charge de la mise en œuvre." A présent, les partenaires ont une impression bien plus claire de ce qui est attendu de l'AFP et ils sont tout à fait d'accord d'être proactifs. »

Plusieurs projets et propositions de travail concrets ont émergé de la réunion de décembre. L'un d'eux se consacrera à l'élaboration de directives pour des systèmes permettant de vérifier et d'évaluer la légalité du bois. Un autre, auquel participera le gouvernement de l'Indonésie, établira un système de vérification de l'origine légale dont les consommateurs pourront avoir confiance. D'autres projets de travail consisteront à créer un cadre de coopération entre les commissions en douane et traiteront de la décentralisation, de la gestion forestière et du suivi de l'exploitation forestière illégale à l'aide de renseignements obtenus par satellite.

CIFOR accepte de continuer de faire fonction de secrétariat de l'AFP pour l'échange d'information (www.asiaforests.org).



La 4^e réunion de l'*Asia Forest Partnership* s'est tenue au Japon en décembre 2004. Photo de Takeshi Toma



Suivi du mouvement des grumes par Sumelindo et TNC à Kuta Barat, East Kalimantan. Photo de Douglas Sheil

Forêts et Gestion

Améliorer la façon dont nous prenons des décisions

Les forêts sont utilisées - et mal utilisées - par des parties intéressées remarquablement diversifiées. Ce groupe impressionnant comprend tout aussi bien les sociétés d'exploitation forestière, les départements de foresterie des gouvernements et les agriculteurs itinérants, que les chasseurs-cueilleurs, les groupes de conservation et les ramasseurs de bois de chauffage. Certains ont une grande influence et une grande autorité ; d'autres n'en ont guère ou aucune. Actuellement, dans la majorité des pays, le programme de prise de décisions est dominé par les agences gouvernementales, les sociétés privées, les organismes donateurs et les organes de conservation. Trop souvent, les habitants des forêts sont ceux qui ont le moins d'influence.

La recherche menée dans le cadre du *Forests and Governance Programme* de CIFOR encourage la bonne gestion des forêts. Une bonne gestion signifie que les décisions sont prises de façon juste et équitable pour toutes les parties intéressées ; que les processus d'élaboration de décisions sont transparents ; et que les décideurs sont tenus responsables de leurs engagements. La recherche vise à renforcer les capacités des communautés tribulaires des forêts et des groupes exclus pour leur permettre de participer au processus d'élaboration de décisions. Elle encourage les entreprises à faire preuve d'une plus grande responsabilité sociale et environnementale dans le secteur forestier. Elle apporte également un soutien à la consolidation et à la modification des politiques des gouvernements nationaux et des autorités locales de façon à favoriser un aménagement forestier plus efficace et plus équitable.

Le programme s'articule sur deux thèmes : le financement, le commerce et la mise en application de la loi concernant les forêts ; et la gestion des paysages forestiers qui servent les intérêts de multiples parties. En 2004, la recherche portant sur le premier de ces thèmes a produit un ensemble de résultats, dont un rapport pour *The Nature Conservancy* et le Fonds mondial pour la nature (WWF). Ce rapport analysait leur alliance visant à encourager la certification comme moyen

de lutter contre l'exploitation forestière illégale. Les chercheurs de CIFOR ont continué à examiner les caractéristiques de l'exploitation forestière illégale en Indonésie et ses liens avec la corruption. Ils ont également travaillé en collaboration étroite avec *Asia Pacific Group* (APG) au sujet du blanchiment des capitaux. Grâce à la contribution de CIFOR, l'APG qui considère à présent que l'exploitation forestière illégale est une infraction de blanchiment des capitaux, fournit actuellement à un groupe de travail spécial une formation sur les activités forestières illégales.

L'autre thème principal du programme porte essentiellement sur la gestion des paysages forestiers qui servent les intérêts de multiples parties. L'un des points saillants de ce thème a été une séance de travail internationale sur la décentralisation, qui s'est tenue en Suisse et à laquelle ont participé 160 personnes venues de 51 pays différents. Les grands ouvrages publiés en 2004 comprenaient des notes d'information en matière de politique forestière et des études de cas décrivant les conclusions d'un projet sur deux ans en Indonésie - *Can Decentralisation Work for Forests and the Poor?* - et un livre examinant la gestion forestière, intitulé *The Equitable Forest*. Il s'est révélé que les femmes jouent un rôle primordial dans l'aménagement des forêts et pourtant, elles sont souvent exclues du processus d'élaboration des décisions. Au Zimbabwe, la Commission de foresterie a incorporé les méthodologies de Cogestion adaptative des forêts (ACM) de CIFOR dans ses activités de vulgarisation forestière dans sept districts.

Séance de travail sur les scénarios futurs avec les autorités locales à Pando, Bolivie. Photo de Kristen Evans



Faire des recherches sur - et lutter contre - l'exploitation forestière illicite

En Indonésie, l'exploitation forestière illicite est une bonne méthode pour devenir riche rapidement si vous êtes un homme d'affaires prêt à payer des pots-de-vin ou un préposé officiel corrompu prêt à les accepter. L'exploitation forestière illicite aide également des centaines de milliers de familles rurales à gagner leur vie, mais les perdants sont aussi fort nombreux.

The Nature Conservancy (TNC) a chargé deux scientifiques de CIFOR, Fernandus Agung et Krystof Obidzinski, d'effectuer une analyse dont la presse indonésienne a fait grand écho en 2004. Cette analyse estime que la province de East Kalimantan perd plus de 100 millions de dollars US par an en impôts, en conséquence de l'exploitation forestière illicite et du passage clandestin de bois d'oeuvre. « Cet argent pourrait être investi dans des programmes pour réduire la pauvreté, dans des programmes de création d'emplois, dans de nouvelles écoles et de nouveaux centres sanitaires », explique Agung. Si la province venait à saisir les impôts sur tout le bois récolté, elle pourrait doubler ses revenus locaux.

Sur le plan national, la valeur du bois d'oeuvre récolté de façon illicite en Indonésie s'élève probablement à 3 milliards de dollars US par an. Cette somme d'argent représente une perte énorme en impôts pour le gouvernement. Prenez en compte les dommages environnementaux causés par l'exploitation forestière illicite, la perte de forêts qui pourraient subvenir aux moyens de subsistance locaux présents et à venir, et la corruption et la violence associées au commerce, et ensemble ces facteurs constituent d'énormes difficultés.

« Nous estimons qu'environ 80 pour

cent de la récolte de bois d'oeuvre en Indonésie était illicite en 2001 et il n'y a aucune raison de penser que la situation a beaucoup changé depuis », explique Luca Tacconi, co-auteur de *Learning Lessons to Promote Forest Certification and Control Illegal Logging in Indonesia*. Ce rapport donne une évaluation des opérations exécutées la première année par l'Alliance en vue de promouvoir la certification et lutter contre l'exploitation forestière illicite, établie par *The Nature Conservancy* (TNC) et le WWF.

L'Alliance reconnaît que diverses mesures sont nécessaires pour lutter contre l'exploitation forestière illicite. L'une de ces mesures est la vérification indépendante de la légalité des approvisionnements en bois. La théorie est simple : si des sociétés achètent du bois d'oeuvre qui provient de forêts qui ont été inspectées et vérifiées comme étant aménagées conformément à la loi, le marché pour le bois d'oeuvre illégal diminuera et les forêts seront mieux entretenues.

Le rapport de CIFOR laisse entendre que l'Alliance a fait quelques progrès importants durant sa première année. Elle a contribué au débat international et national sur l'exploitation forestière illicite et a alerté quelques uns des plus grands acheteurs de bois du secteur privé au Japon et en Chine, des avantages de la certification et des difficultés causées par l'exploitation forestière illicite. Dans un cas méritant d'être signalé, un grand importateur de papier japonais, Ricoh, a réexaminé sa stratégie d'achat pour s'assurer que ses importations d'Indonésie provenaient de bois d'oeuvre récolté légalement.



L'exploitation forestière illicite coûte au gouvernement de l'Indonésie 2,5 milliards de dollars US par an en perte de revenus fiscaux. Photo de Krystof Obidzinski

Confronter les blanchisseurs de capitaux

En 2003, le gouvernement indonésien a adopté une loi en vertu de laquelle les délits en matière de foresterie et d'environnement sont désignées des 'infractions principales' pour le blanchiment de capitaux. « Je soutenais depuis pas mal de temps que l'exploitation forestière illicite ne pouvait pas être résolue simplement par des lois forestières », explique Bambang Setiono, analyste financier de CIFOR qui a travaillé avec le Centre de signalement et d'analyse des transactions financières (PPATK) dans le but de catégoriser l'exploitation forestière illicite dans les infractions de blanchiment de capitaux.

Les exploitants illégaux, comme les trafiquants de drogue et les trafiquants de personnes, ont besoin de recycler leurs bénéfices obtenus de façon frauduleuse par le biais des banques. La nouvelle loi stipule que les banques doivent signaler au gouvernement toute transaction suspecte et représente une mesure significative dans la lutte contre l'exploitation forestière illicite. Setiono a toutefois constaté que pour empêcher les exploitants illégaux de recycler leurs capitaux par le biais des banques hors de l'Indonésie, une plus grande coopération internationale était nécessaire.

Jusqu'à récemment, le Groupe Asie-Pacifique (APG) pour le blanchiment de capitaux, organisme régional établi par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFBC) du G7 en 1989, avait concentré son attention sur les infractions traditionnelle de blanchiment de capitaux et n'avait pas tenu compte de l'exploitation forestière illicite. A présent, cette infraction est fermement inscrite à l'ordre du jour, en majeure partie grâce à un exposé que Setiono et Yunus Husein, du Centre indonésien de signalement et d'analyse des transactions financières, ont présenté lors de la Séance de travail de l'APG sur la Typologie, qui a eu lieu à Brunei, en octobre 2004.

« Nous avons mis en exergue le rôle important que le blanchiment de capitaux joue dans les activités d'exploitation forestière illicite », explique Setiono. « En conséquence, l'APG a maintenant prié PPATK d'organiser une séance de travail spécifiquement sur l'exploitation forestière illicite. » Cette séance permettra aux pays membres de traiter de l'exploitation forestière illicite en adoptant et en faisant appliquer des lois afférentes au blanchiment de capitaux. Un message clair et précis est envoyé aux banques de la région : si vous faites des affaires avec des exploitants illégaux, vous êtes complices au délit.



Le système 'Ongkat' d'exploitation forestière illicite dans les zones détrempées, Riau, Indonésie. Photo de Romain Pirard

« Le rapport de CIFOR nous a fourni une perspective utile et indépendante de nos progrès », explique Nigel Sizer de la TNC, « et nous avons déjà commencé à agir sur ses recommandations. » L'Alliance, par exemple, a l'intention d'élargir son programme de visites sur le terrain pour les acheteurs de bois de l'Asie orientale. Le rapport a révélé que ces visites avaient été particulièrement utiles : c'est après avoir visité une usine de pâte à papier et de papier dirigée par l'APP à Sumatra que Ricoh a été encouragé à modifier sa politique d'achat.

Tacconi estime que les inspections indépendantes ont un rôle à jouer pour lutter contre l'exploitation forestière illicite, mais il souligne que d'autres mesures sont également nécessaires. « La majorité du bois d'œuvre exporté d'Indonésie est transporté vers des pays comme la Chine et le Japon, pays, dont les marchés émergents écologiquement sensibles sont bien loin dernière l'Europe », dit-il. « Par conséquent, des instruments de marché, comme la certification, ne doivent pas être considérés comme étant un remplacement pour des mesures réglementaires fermes. »

Si l'Indonésie veut réussir à résoudre le problème de l'exploitation forestière illicite, la loi doit être mieux appliquée sur place, les institutions gouvernementales doivent faire preuve d'une plus grande transparence et d'une plus grande responsabilité, et les capacités de traitement qui dépassent excessivement la récolte annuelle officielle doivent être considérablement réduites. En parallèle, les autorités doivent essayer d'empêcher les grands auteurs de l'exploitation forestière illicite de blanchir leurs bénéfices par le biais du système bancaire.

La face changeante de la corruption

Sous le régime autocratique de l'ancien Président Suharto, les sociétés forestières en Indonésie devaient payer de gros pots-de-vin aux autorités du gouvernement, simplement pour pouvoir exercer leurs activités légales sans être harcelées. Outre le fait de remplir les poches des autorités corrompues, cette forme de corruption ajoutait des frais supplémentaires au secteur privé sans réduire les taxes d'exploitation qui se versaient dans les coffres du gouvernement.

Depuis la chute du régime en 1998, la décentralisation a permis aux autorités locales de jouer un rôle important dans le secteur forestier. Parallèlement, une faible mise en application des lois a donné l'opportunité à bon nombre de sociétés d'exploiter la forêt vierge sans aucun permis. Tout ceci a changé le caractère de la corruption. Aujourd'hui, il semble que les sociétés d'exploitation forestière n'ont plus à payer de gros pots-de-vin aux autorités centrales du gouvernement pour opérer légalement, mais à la place, elles en payent de petits aux autorités locales – souvent, pour une exploitation forestière illégale.

Durant les années de Suharto au pouvoir, la corruption avait mis les corrupteurs aux prises avec ceux qu'ils soudoyaient. A présent, les uns comme les autres ont tout à gagner. Les autorités corrompues s'enrichissent. Les sociétés d'exploitation forestière payent moins qu'elles le faisaient sous l'ancien régime et il leur est plus facile de frauder le fisc et d'enfreindre la loi. Sous la corruption collusoire, comme on l'appelle, les plus grands perdants sont le gouvernement - qui, dans une société démocratique signifie la population – et l'environnement.

Ces conclusions émanent d'une étude publiée par les co-auteurs Joyotee Smith et Krystof Obidzinski de CIFOR et des scientifiques de l'Agence de la recherche et du développement sylvicoles (FORDA) et Yayasan Pionir dans un numéro spécial de *International Forestry Review* sur l'exploitation forestière illicite. S'il est vrai que la corruption s'est aggravée à bien des égards par rapport à ce qu'elle était sous Suharto, les auteurs affirment que la démocratie ou la décentralisation ne peut être incriminée. En fait, ce qu'il faut, c'est davantage de démocratie et une plus grande transparence.

Selon l'opinion de Obidzinski, les organisations locales pourraient examiner la divergence entre la production de bois d'œuvre et le prélèvement de taxes, comme lui et son collègue Fernandus Agung l'on fait en 2004 en Kalimantan et diffuser leurs conclusions aux médias. « Si la population réalise que l'exploitation forestière illicite prive de taxes des districts et des provinces, elle peut alors élire des personnes qui sont prêtes à remédier à la situation », dit-il.



Femmes ramassant les gousses de *Piliostigma reticulatum* qu'elles vendront plus tard comme aliment de haute qualité pour animaux. Ces gousses sont un bon exemple d'une ressource sous-utilisée dans la savane boisée du Burkina Faso. Photo de Daniel Tiveau

Partager les forêts

Bien trop souvent, la population traite les communautés comme des groupes homogènes. Rarement le sont-elles pourtant. « Parfois, les gens parleront au chef d'un village et prétendront avoir consulté la communauté », explique Carol Colfer, anthropologue de CIFOR. « Mais ce n'est pas ce qu'ils ont fait. Ils ont tout simplement consulté le chef. Au Népal, par exemple, le même village peut renfermer 18 castes différentes. Le chef ne s'exprimera pas pour les castes inférieures ou pour les femmes. »

Dans une série d'essais intitulée *The Equitable Forest*, édité par Colfer, il est préconisé que, dans l'aménagement forestier, nous devons abandonner le terme 'communauté' qui ne fait aucune distinction et reconnaître que différents groupes au sein des communautés ont des intérêts différents, des compétences différentes et différents niveaux d'accès à l'autorité en ce qui concerne leurs relations entre eux et avec les gens de l'extérieur.

Les 14 études de cas s'inspirent pour la plupart des expériences du programme de Cogestion adaptative des forêts (ACM) de CIFOR, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'ACM aide les communautés locales à améliorer leur existence et sauvegarder l'environnement naturel grâce à un processus de collaboration, d'apprentissage en commun et d'action collective. L'ACM cherche à donner les moyens d'agir aux femmes et à d'autres groupes marginalisés qui vivent dans les forêts et aux alentours, en accroissant leur influence sur la façon dont les forêts sont gérées.

Cependant, il est loin d'être facile d'assurer l'égalité des droits des femmes aux forêts gérées par les communautés, à cause, entre autres, de la vision qu'elles ont du monde, du rôle qu'elles jouent dans l'aménagement des forêts et de leurs relations avec le reste de la 'communauté', qui varient d'un pays à l'autre du monde.

Au Népal et au Zimbabwe, le contraste entre le comportement des femmes est frappant. Au Népal, les chercheurs ont découvert qu'il était très difficile de faire participer les femmes à la prise de décision communautaire. Leur réticence était due, en partie, à des aspects concrets : elles étaient trop occupées aux cultures, à ramasser du bois de chauffage, à gagner un salaire quotidien et à élever leurs enfants, pour se libérer. Lorsque les femmes participaient aux réunions de groupe, les hommes ne tenaient guère compte de leurs suggestions, ce qui les retenait encore davantage à vouloir faire connaître leur point de vue.

Au Zimbabwe, les chercheurs ont aussi découvert que les femmes n'étaient pas disposées à participer pleinement aux processus d'élaboration des décisions, mais pour des raisons différentes. Elles avaient l'impression que si elles y participaient, elles se comporteraient tout simplement comme des 'hommes en robe'. Elles préféraient faire durer l'illusion de la dominance masculine et faire sentir leur influence par derrière. Leur attitude défie les notions occidentales de démocratie inclusive.

Lorsqu'un scientifique de CIFOR a



commencé à travailler dans le cadre d'une initiative de foresterie communautaire en Bolivie, il s'est aperçu que les femmes étaient ignorées par les forestiers du gouvernement qui participaient au projet. La réticence des forestiers à inclure les femmes n'était pas une question de chauvinisme, mais reposait sur la conviction que la foresterie n'était pas un sujet approprié à débattre avec les femmes. Après tout, selon leur raisonnement, le rôle traditionnel des femmes est de ramasser du bois de chauffage, d'aller chercher de l'eau et de prendre soin du domicile familial ; c'est aux hommes d'assumer les tâches dures, comme d'abattre les arbres et défricher les terres. Les femmes sont toutefois capables d'entreprendre maintes tâches dans l'aménagement des forêts.

Les femmes ont également été victimes d'exclusion - littéralement, dans ce cas - dans le sud du Cameroun, où un projet de conservation a limité les activités de chasse et de cueillette des villageois. Avant l'établissement de *Campo-Ma'an National Park*, les hommes chassaient les animaux sauvages dans la région et les femmes gagnaient leur vie en vendant la viande dans la ville voisine. Les hommes, se voyant refusé l'accès légal au parc national, ont commencé à vendre leur produits dans les profondeurs de la forêt, coupant ainsi aux femmes l'accès à de l'argent liquide. Dans ce cas, la conservation a rendu les femmes plus pauvres.

Dans *The Equitable Forest*, les chercheurs ACM décrivent plusieurs des mesures qui ont été prises pour encourager la participation des femmes et des groupes marginalisés dans l'aménagement des forêts communautaires. Au Népal, par

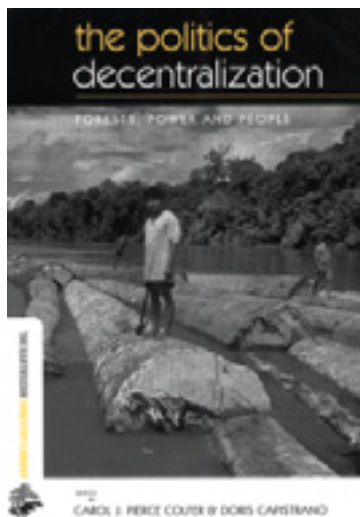
exemple, l'équipe ACM a encouragé les membres désavantagés de la communauté - les femmes et les castes inférieures - à se réunir en petits groupes pour se sentir plus à l'aise pour exprimer leur point de vue. A présent, un représentant élu de chaque groupe communique un retour d'information aux plus grands groupes d'utilisateurs des forêts. En Bolivie, l'équipe ACM a convaincu le personnel technique de la foresterie que les femmes devaient participer au projet de foresterie communautaire. Lorsque ceci s'est produit, leur participation a eu des répercussions positives sur le projet et a contribué de façon significative à l'élaboration des décisions et au suivi des forêts.

Il ne peut y avoir de programme simple pour donner aux femmes et aux personnes désavantagées la possibilité d'exprimer leur point de vue dans l'aménagement des forêts. Ceci dit, *The Equitable Forest* décrit quelques méthodes d'approche encourageantes. Colfer espère que les participants à l'aménagement des forêts, qui comprennent tant les organisations non gouvernementales que les groupes de recherche et les directeurs forestiers, tireront de bons enseignements de l'expérience enrichissante de l'équipe ACM de CIFOR et qu'ils en mettront quelques uns en pratique. « A présent, nous aimerions nous appuyer sur cette expérience en mettant à exécution certains intérêts exprimés par les femmes à travers le monde en matière de santé et de population - de façon à catalyser plus directement les capacités des femmes et, à terme, à les faire participer encore plus efficacement dans l'aménagement des forêts », explique Colfer.

Trois jeunes femmes de Muluy faisant une pause dans la récolte de paddy en East Kalimantan. Photo de Carol Colfer



Décentralisation - une étude mondiale



Au cours de la dernière décennie, quelque 60 pays en développement ont accordé aux autorités locales et provinciales de plus grands pouvoirs pour aménager les forêts. La décentralisation n'est pourtant pas chose nouvelle. Depuis 300 ans, les cantons suisses jouent un rôle clé en ce qui concerne la tenue des forêts nationales et le système fédéral au Etats-Unis permet également une forte décentralisation de l'aménagement des forêts. Ces vétérans de la décentralisation peuvent-ils toutefois enseigner quoi que ce soit aux nouveaux venus? Et ces nouveaux peuvent-ils apprendre une chose ou deux aux anciens?

Ces questions ont inspiré les gouvernements de la Suisse et de l'Indonésie à organiser une importante séance de travail internationale sur la décentralisation et l'aménagement des forêts, à Interlaken, en Suisse, en avril 2004. CIFOR était chargé d'assembler les aspects techniques du programme, ainsi que de la bibliographie. Les principaux objectifs de la séance de travail, à laquelle 160 personnes venues de 51 pays ont assisté, consistaient à analyser les répercussions de la décentralisation sur des aspects clé de l'aménagement des forêts; en un échange d'expérience entre les pays; et à compiler un rapport sur la décentralisation pour le Forum des Nations unies sur les forêts (FNUF).

Participants à la séance de travail d'Interlaken sur la décentralisation au cours de la visite d'une forêt privée dans la région d'Emmental, Suisse. Photo by Michael Hailu



Quatre excursions sur le terrain ont offert aux participants l'opportunité d'apprendre comment la Suisse a profité de la décentralisation. « La Suisse a une longue expérience de la gestion décentralisée en foresterie et l'une des excursions avait pour but de démontrer le temps nécessaire, en fait, pour établir un processus politique comme la décentralisation », explique Christian Küchli, de l'Agence suisse pour l'environnement, les forêts et le paysage, qui a organisé les excursions avec le Service des forêts du Canton de Berne.

Jusqu'à présent, les résultats obtenus suite à une décentralisation sont mitigés : dans certaines régions, l'aménagement des forêts est meilleur; dans d'autres, il ne l'est pas. « Dans l'ensemble, tout le monde accepte que la décentralisation est une bonne idée », explique Carol Colfer, scientifique de CIFOR et co-auteur des documents de travail intitulés *The Politics of Decentralization*. « La décentralisation devrait permettre une meilleure démocratie; elle devrait rendre les gouvernements plus attentifs aux besoins des populations locales; elle devrait rendre le processus d'élaboration des décisions plus transparent; elle devrait conduire à un meilleur aménagement des forêts plus équitable. Mais, d'après les études de cas, il est clair que ce n'est pas souvent le cas. »

En prenant en exemple certaines situations à travers le monde, les participants à la séance de travail ont pu analyser les facteurs qui font que la décentralisation réussit dans certains pays, mais qui l'empêchent de réaliser ses objectifs dans d'autres. « Un point qui s'est dégagé de cet examen est que chaque cas est unique », explique Jürgen Blaser de *Intercooperation*, organisation non gouvernementale qui a aidé le gouvernement helvétique à organiser la conférence. « Toutefois, il est également clair que les pays peuvent profiter mutuellement de leurs expériences. Il serait difficile de créer un ensemble d'outils pour la décentralisation, mais les pays en cours de décentralisation peuvent tirer des enseignements des erreurs et des succès réalisés ailleurs. »

La séance de travail a suscité un intérêt très prononcé parmi les pays qui entament



Villageois revenant de leurs champs de sagoutiers, Mambaramo, Papoua, Indonésie. Photo de Miriam Van Heist

le processus de décentralisation. Il était prévu, par exemple, qu'une réunion secondaire consacrée à un débat sur la décentralisation dans les pays en transit durerait une heure. Elle a duré quatre heures. « Ceci montre bien le grand intérêt exprimé par les autorités de ces gouvernements, qui jouent un rôle dans l'aménagement des forêts », laisse entendre Blaser.

Outre les recommandations offertes au FNUF sur la décentralisation, la séance de travail a influencé d'autres processus. Le document principal au cours de la séance a été traduit en russe pour être utilisé en Russie lors d'une séance de travail de haut niveau sur la décentralisation. Les conclusions de la séance de travail à Interlaken ont également eu une influence, lors d'une réunion de *Asia Forest Partnership*, à Tokyo en décembre 2004. L'un des programmes de travail qui a émergé de cette réunion était axé sur la décentralisation.

Le gouvernement indonésien s'est servi des résultats de la séance de travail à Interlaken comme base pour une séance de travail nationale sur la décentralisation. Comme de nombreux pays qui ont récemment entamé un programme de décentralisation, l'Indonésie a découvert que le transfert de responsabilité et de pouvoir, du gouvernement central aux autorités locales est pavé de difficultés. « Le gouvernement indonésien accepte que la décentralisation est là pour de bon », explique Wahyudi Wardojo, Secrétaire général du Ministère des forêts en Indonésie. « La décentralisation de l'aménagement des forêts peut encore s'améliorer, car des erreurs qui ont été faites ont conduit au déboisement. Mais, à terme, si l'aménagement s'effectue correctement, la décentralisation profitera à la fois aux forêts et aux populations de l'Indonésie. »

Décentralisation - est-ce bon pour les pauvres ?

Lorsque le gouvernement indonésien a lancé un programme de décentralisation en 1999, il était attendu avec confiance que si l'autorité était décentralisée, les décideurs seraient plus responsables envers le public, tout ce qui concernait le gouvernement serait plus transparent et l'aménagement des ressources serait meilleur et plus équitable. Un projet sur deux ans intitulé « La décentralisation peut-elle être bonne pour les forêts et les pauvres ? » a examiné dans quelle mesure ces attentes se sont réalisées ou ont échoué.

Ce projet avait pour but d'objectiver les répercussions de la décentralisation sur l'aménagement des forêts et sur les moyens de subsistance locaux dans cinq provinces de South Sulawesi, Papua, East Kalimantan, West Kalimantan et Jambi. Il était animé par une association entre CIFOR, l'Agence de la recherche et du développement sylvicoles (FORDA) et des universités et organisations non gouvernementales dans ces provinces. L'*Australian Centre for International Agricultural Research* (ACIAR) et le *Department for International Development* (DFID) du Royaume-Uni en ont assuré le financement.

Dans chaque province, un scientifique de CIFOR, a aidé les partenaires locaux à déterminer leurs priorités en matière de recherche, organiser des séances de travail, animer des séminaires et établir des relations avec les autorités gouvernementales, en particulier celles des départements forestiers provinciaux. Chaque province centrait ses efforts sur un aspect précis de la recherche. A Jambi, par exemple, le projet était axé sur la participation du public à l'élaboration et à l'introduction de deux *perda* (lois locales) afférentes aux forêts. La première *perda*, déjà ratifiée au moment où la recherche a commencé, a stipulé de nouvelles règles pour l'exploitation forestière et le ramassage de produits forestiers non ligneux. La deuxième, qui n'était qu'un

projet de loi, traitait des taxes et des tarifs pour la récolte de bois d'œuvre.

« Il a principalement été conclu qu'il n'y avait guère eu de consultation avec le public pendant l'élaboration de la *perda* », explique Yulia Siagian, chercheur de CIFOR. « En conséquence de la *perda* qui avait été ratifiée, des conflits se sont accrus entre les communautés locales et les sociétés de production de contreplaqué et de pâte à papier. » Le maire et les principaux départements gouvernementaux ont accepté qu'à l'avenir une plus grande consultation avec le public devrait avoir lieu pendant l'élaboration de lois nouvelles et ils ont demandé à CIFOR et à son partenaire en recherche d'assurer un soutien.

Les conclusions de la recherche du projet, qui sont décrites dans un ensemble de cinq Comptes rendus sur la décentralisation, études de cas et rapports de synthèse, ont également eu des répercussions importantes dans d'autres provinces et ont aidé à définir de nouvelles réformes de gestion. « Dans la province de South Sulawesi », explique Sian McGrath, coordinateur du projet, « la recherche a fait mieux connaître les difficultés associées au partage des revenus et au déboisement. En conséquence, le bureau du chef du district a maintenant affecté des fonds importants à un projet local de développement forestier qui appliquera les conclusions de la recherche. » Et en East Kalimantan, la recherche a inspiré les parties intéressées locales à former un groupe de travail multidisciplinaire pour la réhabilitation des forêts et des terres, avec le soutien du chef du district.

La province de Papua a donné l'un des plus intéressants résultats de la recherche - un documentaire intitulé *Suara Masyarakat Papua* ou « La voix du peuple » - dans lequel des villageois partagent leur point de vue sur la façon dont l'aménagement forestier pourrait être bénéfique pour les pauvres. Grâce à ce film, un débat a eu lieu lors du Séminaire pour une politique forestière nationale qui s'est tenu au siège de CIFOR en septembre 2004. Ce documentaire a été montré et fort approuvé au Festival international du film à Jakarta, au 3^e Congrès du Conseil Adat de Papua et au Congrès mondial de la conservation à Bangkok.

Le projet a considérablement amélioré les capacités de recherche des partenaires de CIFOR. « Quand nous avons débuté », se souvient McGrath, « nous avons rapidement constaté que le



CIFOR et ses partenaires ont examiné dans quelle mesure la décentralisation a aidé les habitants des forêts comme ceux-ci. Mambaramo, Papua, Indonésie. Photo de Douglas Sheil

Les partenaires de CIFOR dans la recherche

- Université de Hassanuddin, South Sulawesi, Indonésie
- Yayasan Pionir Bulungan, East Kalimantan, Indonésie
- Université de Tanjungpura, West Kalimantan, Indonésie
- Yayasan Konservasi Borneo, West Kalimantan, Indonésie
- Centre d'études pour l'autonomie, la loi et la politique régionales (PSHK-ODA), Jambi, Indonésie
- Université de Papua, Papua, Indonésie
- Agence de la recherche et du développement sylvicoles, Ministère de la foresterie (FORDA), Indonésie
- Université Murdoch, Australie

niveau de compétences des ONG et celui des universités était très différent. » En conséquence, CIFOR a organisé plusieurs séances de travail d'apprentissage partagé, à Bogor, en mettant fortement l'accent sur la recherche-action participative, et une séance de rédaction d'un mois. Cinq personnes ont assisté à la première séance de travail et 32, à la dernière. « Nous avons décidé que cela n'avait aucun sens de former uniquement le directeur d'une organisation ou d'un département universitaire, alors que c'était les assistants à la recherche et les étudiants qui effectueraient la majeure partie du travail sur place », explique McGrath.

Le déboisement a-t-il par conséquent aidé les forêts et les pauvres ? La réponse n'est pas simple. Les chercheurs ont découvert que les données disponibles sur la couverture forestière et l'aménagement des forêts étaient souvent si minces qu'il était impossible d'en conclure concrètement si la décentralisation avait amélioré l'aménagement des forêts ou si le taux de déboisement s'était accru en conséquence.

En ce qui concerne les pauvres, les résultats sont mitigés. Dans certaines régions, la décentralisation a permis aux communautés locales de tirer profit des concessions forestières de petite envergure. Ces avantages ont toutefois eu tendance à être limités, car les communautés locales n'avaient ni les capitaux, ni l'expertise et leur position de négociation était faible lorsqu'il s'agissait de faire des affaires avec les sociétés d'exploitation forestière.

Compte tenu que les droits de propriété n'ont pas davantage été reconnu au niveau local et que de nombreuses autorités locales n'ont guère été disposées à consulter les populations locales lorsque de nouvelles lois étaient formulées, la décentralisation n'a pas réussi à apporter des avantages significatifs aux pauvres dans bon nombre de régions en Indonésie. Certes, à présent, quelques décisions sont prises plus proches des populations locales qu'elles ne l'ont été par le passé, mais les pauvres ont toujours relativement peu d'influence dans le processus d'élaboration des décisions.

Il n'est guère probable, toutefois, que la décision récente du gouvernement de recentraliser la direction du domaine forestier en Indonésie profite à ceux qui en ont le plus besoin. « Notre recherche n'a révélé aucune preuve qu'un aménagement centralisé améliorera les conditions de vie

des plus pauvres populations tributaires des forêts », affirme McGrath. « Nous avons effectivement trouvé de bons exemples d'autorités régionales qui s'adaptent à leurs nouvelles responsabilités et s'orientent vers des politiques d'aménagement des forêts plus durables et plus équitables. »

Aider les autorités locales à lutter contre la pauvreté

En 2003, CIFOR a commencé un programme de recherche-action sur trois ans consacré à la pauvreté et à la décentralisation. Centré sur l'Indonésie et la Bolivie et financé par BMZ, le programme développe actuellement des indicateurs et des outils qui aideront les autorités locales à évaluer les niveaux de pauvreté et à concevoir des stratégies pour améliorer les conditions de vie des populations rurales pauvres dans les zones forestières.

La première phase du projet s'est concentrée sur le recueil de données. En Indonésie, Ade Cahyat et Godwin Limberg ont dirigé des équipes sur place pour recenser 34 villages dans deux districts en East Kalimantan. D'après la recherche, la décentralisation aurait apporté quelques bénéfices. A Malinau, par exemple, la moitié des ménages estiment que leurs conditions de vie sont meilleures depuis la décentralisation. Toutefois, moins de la moitié des ménages ont accès à une école secondaire de premier cycle, seuls 13 pour cent ont des toilettes et juste 7 pour cent ont régulièrement une nourriture qui contient des protéines.

« La décentralisation offre aux autorités locales une grande opportunité de se pencher sur la question de la pauvreté rurale, car elles devraient mieux comprendre les priorités locales », explique Lini Wollenberg. « Mais actuellement, la majorité d'entre elles adoptent une méthode "Band Aid" pour atténuer la pauvreté - en fournissant, par exemple, une aide alimentaire et des subventions pour les transports. Notre but est de fournir aux autorités locales les outils leur permettant de recueillir les renseignements dont elles ont besoin pour obtenir des améliorations à long terme des conditions de vie des pauvres. » Dans la deuxième phase du projet, CIFOR travaille avec les autorités régionales en faisant un suivi des répercussions de leurs programmes sur les conditions de vie des pauvres et sur les ressources forestières dont ces derniers dépendent pour leurs moyens de subsistance et pour leur survie.



Lini Wollenberg, scientifique de CIFOR, fait un exposé au cours d'une séance de travail sur la pauvreté et la décentralisation, à Santa Cruz, Bolivie. Photo de Kristen Evans



Le chef de la communauté locale présentant CIFOR, à Bolpebra, Bolivie. Photo de Kristen Evans

Notre façon de travailler

Obtenir des résultats

Effectuer une bonne recherche est une chose ; s'assurer qu'elle a de l'influence en est une autre. Un petit organisme comme CIFOR doit pouvoir transmettre ses messages aux décideurs, aux guides d'opinion ainsi qu'à d'autres sans dépenser de grosses sommes d'argent pour leur diffusion. S'il veut que sa recherche ait de l'influence, il doit attirer l'attention des institutions et des personnes qui importent réellement, c'est-à-dire s'assurer que ses publications sont aux bons endroits et leur présentation, adéquate.

La stratégie de communication de CIFOR comporte de nombreux volets. Outre la publication de livres, des documents hors série et des enquêtes monographiques, CIFOR cherche à susciter l'intérêt d'un plus grand public pour les conclusions de sa recherche en faisant appel aux médias internationaux et nationaux. En 2004, les scientifiques de CIFOR ont été les auteurs ou co-auteurs de plus de 160 publications et de 60 articles de journaux. Au cours de l'année, quelque 520 articles d'actualité

et d'articles spécialisés dans la presse ont mentionné la recherche de CIFOR, soit 60 pour cent de plus qu'en 2003. Un de ces articles de la recherche décrivant les répercussions de l'exploitation bovine sur l'Amazonie a figuré dans plus de 120 points de vente différents.

Plusieurs études ont évalué l'influence du travail de CIFOR pendant 2004. L'une d'elles a révélé que la recherche de CIFOR était mentionnée dans la majeure partie des documents importants en matière de politique forestière. Entre 1995 et 2003, les agences mondiales ont publié 29 grands documents sur la politique forestière, qui faisaient mention de la recherche de CIFOR. Ils l'ont mentionnée 89 fois, 88 pour cent des mentions figurant dans des documents publiés depuis 2000. Cent soixante quatre documents secondaires de politique ont cité CIFOR 316 fois. La recherche de CIFOR vise également la communauté scientifique avec un succès considérable et est fréquemment mentionnée dans les revues académiques.



Peter Cronkleton (au centre), scientifique de CIFOR, aborde les questions de foresterie communautaire avec les petits agriculteurs locaux, à Pando, Bolivie. Photo de Kristen Evans

Influencer les influenceurs

Dans une analyse des répercussions effectuée en 2004, Michael Spilsbury et Purabi Bose, scientifiques de CIFOR, ont examiné la façon dont la recherche de CIFOR a aidé à définir l'ordre du jour de la politique forestière mondiale. Pour ce faire, ils ont consulté les documents relatifs aux forêts publiés par les organismes clés et les processus qui définissent l'ordre du jour de la foresterie internationale et par les organismes qui assurent un soutien financier substantiel à la foresterie. Les principaux organismes sont la Banque mondiale, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le *World Resources Institute* (WRI), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et la Convention sur la diversité biologique.

Les scientifiques ont cherché les mentions de la recherche de CIFOR dans 309 documents publiés entre 1993, l'année où CIFOR a été fondé, et 2003. Sur 95 documents 'importants' de politique - qui représentent l'opinion officielle des organismes concernés - un tiers était des bibliographies. La recherche de CIFOR était mentionnée 99 fois dans 29 de ces documents. Les scientifiques de CIFOR se plaçaient également dans les premiers parmi les auteurs de grands documents de politique : ils ont, par exemple, contribué des chapitres au rapport de la FAO intitulé '*2003 State of the World's Forest*' et les publications de CIFOR étaient mentionnées

dans 164 des 212 documents techniques à l'appui examinés par Spilsbury et Bose.

« La recherche semble indiquer que CIFOR a eu une influence significative sur la politique internationale de foresterie », affirme Spilsbury. « Ils'agit tout simplement de favoriser l'adhésion - de faire en sorte que d'autres organismes utilisent les conclusions de votre recherche. »

Les publications le plus souvent mentionnées concernaient la recherche de CIFOR sur les causes fondamentales du déboisement et le travail portant sur les répercussions des crises économiques sur les forêts. D'autres domaines clés de la recherche de CIFOR mentionnés dans les documents de politique comprenaient l'exploitation forestière aux répercussions réduites et les Critères et Indicateurs (C&I) pour un aménagement durable des forêts.

Une étude séparée, également menée par Spilsbury, a examiné l'influence de la recherche C&I de CIFOR, en cherchant à connaître principalement de quelle façon cette recherche a été utilisée par les organismes chargés de la certification des forêts. « Nous savions que CIFOR avait eu de l'influence », explique Spilsbury, « mais il était toujours difficile d'établir à quoi l'attribuer, de déterminer quelle partie spécifique de la recherche avait conduit les certificateurs à définir des normes spécifiques pour l'aménagement durable des forêts. »

L'étude a établi des liens précis entre la recherche de CIFOR et l'élaboration des normes de certification. L'*African Timber Organisation*, par exemple, a utilisé les résultats de la recherche C&I de CIFOR au Cameroun et les a regroupés avec les normes C&I de l'OIBT ; et il est certain que la recherche et les conseils de Ravi Prabhu, scientifique de CIFOR, et de ses collègues ont clairement influencé l'élaboration de C&I en Afrique du Sud. « La recherche C&I a eu une influence sur bien d'autres régions que celles où le travail a été effectué », affirme Spilsbury. « Dans ce sens, CIFOR a rempli sa mission de mener une recherche internationale sur les produits publics. »

Les responsables des politiques utilisent la science à l'appui de leurs arguments et leur donnent de la crédibilité. Ils doivent pourtant s'assurer que la science est fiable. Une façon d'évaluer si un organisme effectue une bonne recherche scientifique consiste à évaluer dans quelle mesure elle est mentionnée dans les revues scientifiques. Une analyse menée par Arild Angelsen, associé de CIFOR, et Baikuntha Aryal de l'Université agricole de

Huynh Thu Ba et William Sunderlin, co-auteurs du livre '*Poverty Alleviation and Forests in Vietnam*' à son inauguration, à Hanoi.





Séance de travail sur les scénarios futurs, avec les autorités locales, à Pando, Bolivie. Photo de Kristen Evans

Succès encourageant en Amérique latine

A la fin des années 80 et au début des années 90, de nombreuses forêts au Guatemala et au Nicaragua étaient accablées par les violents conflits et la corruption survenus pendant des années de guerre civile. Aujourd'hui, la région est relativement calme et les communautés locales jouent un rôle important dans la conservation de deux réserves de biosphère. Dans le nord du Guatemala, les réserves de forêts communautaires aux alentours de la Réserve de biosphère Maya sont bien aménagées et en Siuna, au Nicaragua, les petits agriculteurs ont ralenti l'avancée de la frontière agricole et l'empiètement sur la Réserve de biosphère Bosawas. Ce succès est en grande partie dû à deux organismes communautaires, l'Association des communautés forestières à Petén et le Programme Campesino-to-Campesino à Siuna.

Ces organismes ont créé une vision de durabilité autonome et pris en mains la direction de leurs moyens de subsistance et de leur environnement, ce qui leur a valu des éloges et le soutien des donateurs et des organismes de développement internationaux. Peter Cronkleton et Carmen Garcia, chercheurs de CIFOR, en travaillant avec des partenaires locaux dans ACICAFOC, ont aidé les organisations à renforcer leurs capacités pour utiliser de façon efficace l'assistance technique extérieure et à améliorer leur aménagement intérieur.

En octobre 2004, le prix *Innovation Marketplace*, fort convoité, du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale a été décerné à CIFOR et à ses deux partenaires au Guatemala et au Nicaragua. Ce prix fait honneur aux partenariats exceptionnels entre des organisations communautaires et les centres de recherche du CGIAR en Amérique latine et aux Caraïbes.

D'après Marcedonio Cortave, directeur exécutif de l'Association des communautés forestières à Petén, ce n'est pas tant la valeur du prix – 10.000 dollars US – qui importait, mais le sentiment qu'il donnait à chacun des membres des organisations forestières d'avoir accompli quelque chose au niveau de la population au Guatemala et au Nicaragua. « C'est une merveilleuse façon d'apprécier un travail d'équipe vraiment extraordinaire », explique Corave.

Norvège, a révélé que 24 pour cent de la recherche publiée par CIFOR entre 1993 et la moitié de 2004 - articles de journaux, publications internes, livres et chapitres de livres - était mentionnée dans les journaux scientifiques. Dix-sept publications de CIFOR étaient mentionnées plus de 20 fois et cinq, plus de 50 fois.

Plusieurs tendances intéressantes ont émergé. La moitié des 43 meilleures publications de CIFOR ont des auteurs qui ne sont pas de CIFOR, ce qui indique que

les scientifiques de CIFOR bénéficient de la collaboration ; ceci confirme également combien le travail en partenariat est important. Les articles de journaux ont une bien meilleure chance d'être mentionnés que d'autres publications, y compris les livres et les chapitres de livres. Il est encourageant de voir que la recherche de CIFOR semble avoir une longue durée d'utilité et le nombre des mentions ne donnait aucun signe de diminuer, même après sept ans.

Diffuser le message en Amazonie



Vous ne vous attendriez pas à ce que l'inauguration d'un livre intitulé *Frutíferas e Plantas Úteis na Vida Amazônica* - « Arbres fruitiers et Plantes utiles dans la vie des Amazoniens » - attire l'attention d'une foule. De nombreuses personnes ont en effet dit à Patricia Shanley, ethnobotaniste de CIFOR, et à son co-auteur Gabriel Medina qu'ils auraient de la chance s'ils pouvaient intéresser une douzaine de personnes.

En fait, plus de 400 personnes sont venues à l'inauguration du livre en décembre 2004, créant une ambiance de carnaval à la résidence du gouverneur, à Belém, dans l'état de Pará au Brésil. Les femmes de l'Amazonie ont chanté des chansons d'agriculteurs ; les hommes ont joué des instruments fabriqués dans des graines de la forêt ; des marchands ambulants ont vendu des plantes médicinales, des bijoux faits de noix à coque et des glaces au parfum des fruits de la forêt. L'inauguration a également attiré des politiciens, des organisations non gouvernementales et des scientifiques.

La raison pour laquelle autant de monde est venu a été brièvement décrite dans l'exposé de Aldaberto Veríssimo, administrateur de IMAZON et expert-conseil auprès de Marina Silva, Ministre de l'environnement du Brésil. Selon l'opinion de Veríssimo, le livre a réussi à communiquer une recherche scientifique rigoureuse sur la valeur des fruits et d'autres produits non ligneux de la forêt, à un grand public qui comprenait même les communautés forestières les plus éloignées. « Il est très rare que les scientifiques y parviennent. » dit-il. « De cette façon, la science est rendue aux populations. »

Le 'Livre des fruits', comme il a été surnommé, est la réalisation d'un projet sur 12 ans qui intègre les connaissances traditionnelles et la recherche scientifique. La première édition consacrée à l'Amazonie orientale s'est avérée être un tel succès dans les collèges, les unions rurales et parmi les *caboclos*, petits agriculteurs paysans de descendance mixte indienne et

africaine, que de grands responsables des politiques de l'Amazonie occidentale ont encouragé Shanley à écrire une deuxième édition couvrant la totalité de l'Amazonie brésilienne. Fondé sur la recherche effectuée par des douzaines de scientifiques, ce livre décrit l'historique de 30 arbres et palmiers dont les fruits, les noix à coque, la fibre et les feuilles sont couramment utilisés par les populations locales.

Le Livre des fruits, généreusement illustré de dessins et de dessins humoristiques au côté de la recherche scientifique et de récits locaux, est apprécié d'un grand public, y compris ceux dont les capacités de lecture et d'écriture sont limitées. Le livre ne dit pas aux *caboclos* ce qu'ils doivent faire, mais leur permet de mieux comprendre quels arbres ils peuvent vendre aux exploitants et quels arbres protéger. Citons, par exemple, l'histoire de l'arbre *bacuri*. Si les *caboclos* vendent un arbre aux exploitants, ils gagneront R\$2, mais ils perdront l'arbre. Pourtant, ils peuvent gagner la même somme d'argent en ne vendant que 10 fruits du *bacuri* au bord de la rivière et chaque arbre produit en moyenne 300 fruits par an.

Toutefois, ce type d'information ne fera une réelle différence que si elle est largement diffusée. Au début, les partenaires de CIFOR ont animé des séances de travail, souvent dans des villages éloignés. Malgré leur utilité, elles exigeaient du temps et leur portée était, bien entendu, limitée. Une stratégie de plus grande portée était nécessaire.

En février 2004, après avoir vu les épreuves, le Bureau d'enregistrement des titres de biens-fonds (INCRA) a contacté Medina pour lui dire qu'ils désiraient s'en servir pour leur projet PRONERA, conçu pour perfectionner l'alphabétisation des adultes ruraux. « C'était une innovation radicale », explique Medina. « En se servant du livre, les éducateurs n'apprennent pas seulement aux adultes à lire et à écrire, ils leur fournissent aussi les renseignements dont ils ont besoin pour négocier leurs droits en matière de bois d'oeuvre. » A la fin de 2004, PRONERA avait formé plus de 1000 éducateurs pour se servir du Livre des fruits. Le public qu'ils ont initialement atteint a été estimé être plus de 14.000 adultes ruraux. En même temps, plus de 300 chefs ruraux qui travaillaient avec les organisations communautaires, les réserves forestières et le Conseil national des récolteurs de caoutchouc - un groupe d'influence - ont reçu une formation pour apprendre à se servir du livre.

Jusqu'à récemment, la majorité des instituts éducationnels qui traitaient des questions de foresterie au Brésil s'occupaient

« Dans un style à la fois rigoureux et simple, accessible, agréable, pratique, le livre est à présent un moyen de diffuser des renseignements qui sont essentiels à l'avenir de l'Amazonie. » a écrit Marina Silva, Ministre brésilien pour l'environnement, dans la préface du livre.

Patricia Shanley, de CIFOR, avec Alexandre Dias, du Forest Stewardship Council à Brasília, Prof. Ademir Reis, de l'Université de Santa Catarina, Brésil, Paulo Kageyama, administrateur de la National Biodiversity Conservation du Ministère de l'environnement, au cours de l'inauguration du Livre des fruits. Photo de Trilby MacDonald



uniquement de former des gens pour qu'ils deviennent des forestiers commerciaux. Les produits forestiers non ligneux, essentiels à la subsistance et comme source de revenus de millions de personnes, n'entraient pas en ligne de compte. Les comportements commencent toutefois à changer, en majeure partie grâce au Livre des fruits. La *Fundação Floresta Tropical* et cinq universités en Amazonie se servent à présent du livre pour leurs cours sur la foresterie (voir encadré : changement du curriculum.)

Les gouvernements des États de l'Amazonie ont exprimé leur enthousiasme pour le Livre des fruits et les agences gouvernementales en ont financé les présentations officielles à Manaus et à Rio Branco. Quatre secrétaires gouvernementaux des États de Acre et de Amazonas - représentant l'Environnement, la Culture, l'Éducation et la Science et la Technologie - ont facilité l'utilisation du livre au sein de leurs départements. Ils reconnaissent que le livre fournit des renseignements qui présentent un intérêt direct aux programmes sociaux sur la nutrition, la santé et à *Fome Zero*, campagne du Président Lula de Silva pour la suppression de la faim.

Comme l'a dit Bene, chasseur et interlocuteur lors de l'inauguration du livre à Belém, à l'assemblée présente à la résidence du gouverneur : « Ce livre nous a aidé à reconnaître la valeur de nos fruits, de nos fibres et de nos plantes médicinales. Nous n'avons plus besoin de vendre des arbres aux exploitants pour rien en retour. » En bref, le livre aide les habitants des forêts à améliorer leurs moyens de subsistance et à sauvegarder les forêts. Ce faisant, il joue son rôle dans la lutte contre la pauvreté et la faim.

Soeur Dorothy Stang

Soeur Dorothy Stang, missionnaire américaine de naissance, a passé 37 ans à travailler avec les populations pauvres de l'Amazonie. Elle a fait opposition aux accapareurs de terre et aux exploitants illégaux qui se montraient souvent violents envers les communautés locales et elle a contribué à la mise en place d'un nouveau modèle d'établissement humain fondé sur un bon aménagement des forêts. Elle a été assassinée le 13 février 2005, peu après avoir accusé les exploitants et les éleveurs de bétail de persécuter les travailleurs ruraux. Elle avait 74 ans.



Compte tenu de son courage – elle avait reçu maintes menaces de mort – et sa ferme conviction que le bon aménagement des forêts et l'atténuation de la pauvreté sont deux éléments inséparables, elle était bien connue des groupes pour la conservation et le développement au Brésil. En décembre 2004, elle a assisté à la présentation officielle du Livre des fruits de CIFOR à Belém. Là, elle a rencontré le coauteur Gabriel Medina et l'a invité à travailler avec elle à l'un des Projets de développement durable. Medina lui a rendu visite le mois suivant, à Anapu. Ensemble, ils ont examiné la possibilité d'utiliser le Livre des fruits au profit du projet Anapu.

Lorsque Medina lui a demandé si les Projets de développement durable étaient viables, projets visant à établir des populations qui n'avaient jamais auparavant fait d'expérience de l'aménagement des forêts, elle lui a répondu que c'était exactement ce dont ils avaient besoin. « Elle a affirmé qu'il était nécessaire de repenser le développement en Amazonie », se souvient Medina. « Elle soutenait que l'élevage intensif de bétail et les anciens modèles de développement avaient échoué et que nous devions promouvoir des systèmes durables d'utilisation des terres qui encourageraient les paysans à rester sur leurs terres. » Il est vrai que Soeur Dorothy est morte, mais les Projets de développement durable se poursuivront, une action appropriée en souvenir de son dévouement envers les pauvres et l'environnement.

Changement du curriculum

Jusqu'à récemment, les cours offerts au *Fundação Floresta Tropical* (FFT), institut amazonien qui encourage la foresterie durable, se concentraient sur la théorie et la pratique de l'exploitation forestière à faible impact. A présent, suite à la recherche entièrement nouvelle menée par Patricia Shanley et ses collègues de CIFOR, le FFT a intégré l'étude des produits forestiers non ligneux (PFNL) dans son curriculum.

Selon l'opinion de Purabi Bose, spécialiste de CIFOR en matière d'évaluation des répercussions, l'idée a fort bien été accueillie par les étudiants. « Lorsque j'ai visité l'un des sites sur place », explique Bose, « les étudiants étaient très enthousiastes. Ils ont dit qu'ils estimaient que la partie du cours consacrée aux PFNL était très appropriée, car ils ne l'avaient pas abordée pendant leurs cours universitaires. »

Pour la première fois, les universités en Amazonie sont également en train d'intégrer une nouvelle documentation dans leurs curricula de foresterie et de se centrer sur les PFNL. L'université *Federal do Pará* à Belém, par exemple, a invité CIFOR à se joindre à eux en tant que partenaire de recherche dans leur travail le long de la route Trans-Amazonie. Suite à la participation de CIFOR, le programme 'former les formateurs' de l'université comporte à présent une documentation sur la façon d'effectuer des inventaires de PFNL, d'évaluer la valeur locale de la biodiversité et de les aider à négocier de meilleures affaires avec les sociétés d'exploitation forestière.

« CIFOR n'est pas un institut de formation », affirme Bose, « mais en travaillant avec des organismes comme le FFT et l'université *Federal do Pará*, les chercheurs atteignent un public bien plus large qu'ils ne le pourraient autrement. Ils influent sur les directeurs, et d'autres, qui sont étroitement en contact avec les communautés qui vivent en Amazonie.

Faire les gros titres

2004 est l'année où l'écho médiatique accordé à CIFOR a été le plus fructueux. Plus de 530 nouvelles et articles spécialisés ont mentionné la recherche de CIFOR, par rapport à 370 l'année précédente et à 171 en 2002. Les reportages médiatiques en ligne ont constitué 221 récits ; les journaux, 182 ; la radio, 59 ; les agences de transmission, 28 ; et la télévision, 20.

Le rapport de CIFOR *Hamburger Connection Fuels Amazon Destruction* a créé le plus grand remous médiatique. Plus de 120 points de vente différents lui ont accordé un écho extensif et la presse de poids, comme *The Guardian*, *Le Figaro*, *Folha de São Paulo* et *The Economist*, ainsi que *The New Scientist* et *Science*, deux des revues scientifiques renommées dans le monde, s'en sont saisi. D'autres sujets qui ont reçu une couverture significative comprenaient le Congrès de Interlaken sur la décentralisation, le blanchiment de capitaux et les infractions forestières en Indonésie, l'exploitation forestière illicite, la *Malinau Research Forest* de CIFOR et les incendies de forêts.

Comme le groupe des Services de renseignements de CIFOR est basé à Bogor, rien d'étonnant à ce qu'environ 40 pour cent des reportages médiatiques pour 2004 soient parus dans la presse indonésienne. Toutefois, pendant cette année-là, CIFOR a étendu la couverture médiatique dans d'autres pays, le bureau régional au Cameroun couvrant plus de 60 articles (voir encadré). Le bureau régional en Amérique latine a également eu un succès considérable. L'inauguration du livre *Fruit Trees and Useful Plants in the Lives of Amazonians* a également suscité de très nombreux articles dans la presse au Brésil et Patricia Shanley, coauteur, a même été invitée à un talk show télévisé avec le plus célèbre chanteur pop du Brésil.

En cette ère de l'information, des organismes comme CIFOR doivent faire bien plus que d'envoyer des communiqués de presse s'ils veulent saisir l'attention des médias de masse. « La stratégie de CIFOR est de sélectionner les bons sujets et de s'adresser directement aux médias »,



David Kaimowitz, directeur général de CIFOR, au cours d'un interview par la radio locale à la troisième réunion de l'Asia Forest Partnership, à Yogyakarta, Indonésie, en août 2004. Photo de Yani Saloh

Faire mieux connaître CIFOR au Cameroun

Actuellement, CIFOR crée des unités de communications dans chacun de ses bureaux régionaux. Le premier a été établi au Cameroun et la réaction a été immédiate : 66 articles ont paru dans la presse locale en 2004. La recherche de CIFOR en Afrique centrale et en Afrique occidentale a attiré l'attention de journaux comme *The Post*, *The Cameroon Tribune*, *The Herald*, *Mutations Quotidien* et *La Voix du Paysan*. La recherche de CIFOR a également été diffusée sur *Canal 2 International TV*, *CRTV* et *Radio Environment*. La majorité des reportages concernait les quatre livres de CIFOR inaugurés au cours du 5^e Congrès sur les écosystèmes des forêts denses humides d'Afrique centrale ; le Forum sur la décentralisation qui s'est tenu à Yaoundé et organisé conjointement par CIFOR et le *World Resources Institute* ; et la collaboration de CIFOR avec les petits agriculteurs sur un programme de domestication des produits forestiers non ligneux, comme la mangue de l'anacardier et la noix de kola.



Filmage d'une séquence pour l'une des télévisions mondiales de la BBC 'Earth Reports'. Le programme a montré les scientifiques de CIFOR donnant une formation aux femmes au Cameroun en vue d'améliorer la gestion et la commercialisation des produits forestiers non ligneux. Ici, Abdon Awono, chercheur, explique les caractéristiques aphrodisiaques du *Nka'an* (*Mondia whitei*) au marché de Mfoundi, Yaoundé. Photo de Patrick Nyemeck

explique Greg Clough, spécialiste de CIFOR en matière de communications. « Lorsque nous avons retenu leur attention, nous leur envoyons l'information de base dont ils ont besoin pour leur permettre de poursuivre le sujet. » Clough estime que le succès médiatique de CIFOR résulte du fait qu'ils se sont fait la réputation de fournir des nouvelles intéressantes, sans être dogmatiques. « Nous nous sommes également efforcés de gagner leur confiance en fournissant des renseignements exacts et en aidant les journalistes à trouver d'autres sources lorsque nous ne pouvons pas les aider », dit-il.

Depuis 1997, plus de 150 messages POLEX ont été postés sur la toile de CIFOR et envoyés par courriel à une liste d'adhérents de plus en plus nombreux. Près de 17.000 personnes, dont de nombreux responsables des politiques forestières, reçoivent à présent POLEX. Rédigé par David Kaimowitz, directeur général de CIFOR, et publié en anglais, en français, en indonésien, en espagnol et en japonais, chaque message contient un résumé concis des derniers résultats de recherche qui ont

une portée sur la politique forestière. Plus de 30 lettres d'information et de listes de diffusion reproduisent régulièrement ou occasionnellement les messages POLEX. Les 18 messages POLEX envoyés en 2004 couvraient un grand éventail de thèmes de recherche, allant des pots-de-vin et de l'exploitation forestière illicite en Indonésie, à la demande émergente de la Chine pour le bois d'œuvre et l'exploitation forestière soucieuse de l'environnement à Bornéo. Environ la moitié des messages décrivaient la recherche menée par les scientifiques de CIFOR.

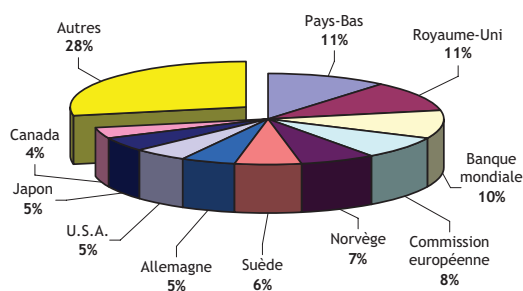
Une enquête faite auprès des lecteurs de POLEX a déclenché 1166 réponses et confirmé l'importance des listes de diffusion. Quarante-huit pour cent des enquêtés ont dit avoir lu la totalité, ou la plupart des messages POLEX qu'ils recevaient. Quarante-trois pour cent envoyaient régulièrement ou occasionnellement des messages. Soixante-treize pour cent ont dit que POLEX les aidait à mieux comprendre les questions relatives aux forêts et à former leur opinion.

Donateurs

TABLEAU DU REVENU DES SUBVENTIONS
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2004 ET 2003
(en milliers de dollars US)

			Affecté	2004	2003
Non affecté					
Allemagne	298	286	African Wildlife Foundation	9	-
Australie	197	162	Allemagne (GTZ/BMZ)	496	408
Banque mondiale	1.200	1.010	Asian Development Bank	54	-
Belgique	166	182	Australien Centre for International Agricultural Research	250	190
Canada	617	474	Autres	6	(1)
Chine	10	10	Banque Interaméricaine de Développement	-	63
Corée	-	60	Banque Mondiale	267	215
Finlande	455	420	Belgique	36	17
France	96	75	Bésil (EMBRAPA)	1	-
Indonésie	56	59	CARPE	6	3
Japon	206	287	CGIAR Secrétariat	20	15
Norvège	956	763	CARREFOUR	-	37
Pays-Bas	1.306	1.118	CIRAD-Forêt	265	26
Philippines	5	7	Canada	31	13
Royaume-Uni	368	-	Centre Australien pour la Recherche Agricole Internationale	250	190
Suède	440	370	Centre de Recherches pour le Développement International	210	15
Suisse	396	364	Centre international de Recherche en Agroforesterie	55	14
USA	700	650	Centre technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA)	-	13
Sous-total, non affecté	7.472	6.297	Commission Européenne	1.190	1.500
			Conservation International Foundation	47	5
			Corée	106	-
			Fond International pour le Développement Agricole	122	48
			Fond Mondial pour la Nature	5	323
			Ford Foundation	296	327
			Forest Trends	5	10
			Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF)	-	40
			France	225	314
			IITA	2	23
			INRENA	7	90
			IRM	-	19
			Institut International de Recherche Alimentaire et Politique	21	-
			Italie	89	-
			Japon	558	546
			MacArthur Foundation	-	1
			Ministère Indonésien de la Foresterie (FKKM/HKM)	2	4
			National Oceanic and Atmospheric Administration	-	(1)
			NRM	-	2
			Organisation Africaine du Bois	6	-
			Organisation Internationale du Bois Tropical	276	350
			Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	49	51
			Overseas Development Institute	4	7
			Pays-Bas	381	286
			PI Environmental Consulting	6	6
			Programme des Nations Unies pour l'Environnement	-	24
			Royaume-Uni (DFID)	1.278	1.282
			RSCI-Secrétariat péruvien	21	20
			SANREM	-	7
			Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique	-	18
			Suède	379	217
			Suisse	203	92
			The Overbrook Foundation	101	62
			The Nature Conservancy	74	18
			Tropical Forest Foundation	97	105
			Université Suédoise des Sciences Agricoles	7	54
			USA	91	262
			Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture	3	4
			United States Forest Service	-	34
			Université Waseda	11	27
			Union Mondiale pour la Nature (UICN)	(5)	9
			World Resources Institute	116	96
			Sous-total, affecté	7.479	7.310
			Total, non affecté et affecté	14.951	13.607

Les dix premiers donateurs 2004



Etats Financiers

31 DÉCEMBRE 2004 ET 2003
(en milliers de dollars US)

	2004	2003*
ELÉMENT D'ACTIF		
ACTIF A COURT TERME		
Espèces et quasi-espèces	10.237	9.440
Débiteurs		
Donateurs, netS	2.838	3.380
Employés	297	274
Autres	699	620
Charges payées d'avance	370	396
TOTAL ACTIF CIRCULANT	14.441	14.110
ACTIF À PLUS D'UN AN		
Immobilisations, nettes	1.698	1.650
TOTAL ACTIF	16.139	15.760
PASSIF ET VALEUR NETTE COMPTABLE		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs		
Donateurs	4.265	3.569
Autres	53	66
Charges constatées	685	1.097
TOTAL PASSIF À COURT TERME	5.003	4.732
PASSIF À PLUS D'UN AN		
Obligation en matière d'avantages sociaux	2.285	2.071
ACTIF NET		
Non affecté		
Sans affectation particulière	5.848	5.954
Affecté à des fins particulières	3.003	3.003
TOTAL ACTIF NET	8.851	8.957
TOTAL PASSIF ET VALEUR NETTE COMPTABLE	16.139	15.760

* Certains comptes des états financiers 2003 ont été reclassés pour se conformer à la présentation des comptes des états financiers 2004.

ETATS DES ACTIVITÉS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2004 ET 2003

(en milliers de dollars US)

	2004			2003*
	Non affecté	Affecté	Total	Total
REVENUS				
Subventions	7.472	7.479	14.951	13.607
Autres revenus	226	-	226	202
Total des revenus	7.698	7.479	15.177	13.809
CHARGES				
Programmes de recherche	4.830	7.479	12.309	11.171
Soutien à la recherche	878	-	878	831
Frais de gestion et frais généraux	2.590	-	2.590	2.152
	8.298	7.479	15.777	14.154
Recouvrement des charges indirectes	(494)	-	(494)	(449)
Total des charges	7.804	7.479	15.283	13.705
CHANGEMENT DE L'ACTIF NET	(106)	-	(106)	104

* Certains comptes des états financiers 2003 ont été reclassés pour se conformer à la présentation des comptes des états financiers 2004.

ETATS DES CHANGEMENTS DANS L'ACTIF NET
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2004 ET 2003
(en milliers de dollars US)

	Actif net non affecté		Total
	Sans affectation particulière	Affectation particulière - Investissement en immobilisations	
Solde au 31 décembre 2002, comme établi antérieurement	5.598	3.003	8.601
Reprise sur exercice antérieur	252	-	252
Solde au 31 décembre 2002, comme recalculé	5.850	3.003	8.853
Changements dans l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2003	104	-	104
Solde au 31 décembre 2003	5.954	3.003	8.957
Changements dans l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2004	(106)	-	(106)
Solde au 31 décembre 2004	5.848	3.003	8.851

ETATS DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE
EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2004 ET 2003
(en milliers de dollars US)

	2004	2003*
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION		
Changement dans l'actif net	(106)	104
Corrections pour réconcilier le changement dans l'actif net aux espèces nettes provenant de l'exploitation :		
Amortissement	306	311
Profit sur les immobilisations disponibles	(14)	(8)
Passation par pertes et profits (créances)	-	(5)
Réserve pour créances douteuses	8	63
Changements :		
Créditeurs		
Donateurs	534	(769)
Employés	(23)	(98)
Autres	(79)	(123)
Charges payées d'avance	26	(14)
Débiteurs		
Donateurs	696	441
Autres	(13)	(13)
Charges constatées	(412)	610
Avantages sociaux constatés	214	475
ESPÈCES NETTES PROVENANT DE L'EXPLOITATION	1.137	974
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(354)	(228)
Produit provenant de la cession d'immobilisation	14	8
ESPÈCES NETTES UTILISÉES DANS L'INVESTISSEMENT	(340)	(220)
AUGMENTATION NETTE EN ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES	797	754
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, COMMENCEMENT DE L'EXERCICE	9.440	8.686
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES, FIN DE L'EXERCICE	10.237	9.440

* Certains comptes des états financiers 2003 ont été reclassés pour se conformer à la présentation des comptes des états financiers 2004.

Collaborateurs

Australie

ATSE Crawford Fund
Australian National University
Charles Darwin University
Commonwealth Scientific and Industrial
Research Organisation
Murdoch University
Queensland Forestry Research Institute

Bolivie

Fundacion Natura Bolivia
La Fundacion José Manuel Pando - para
el Desarrollo Sostenible del Bosque
Amazónico (FJMPANDO)
Programa de Manejo de Bosques de la
Amazonía Boliviana (PROMAB)
Proyecto de Manejo Forestal Sostenible
(BOLFOR)

Botswana

Southern African Development Community,
Forestry Sector Technical Coordination
Unit (SADC FSTCU)

Brésil

Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária
(EMBRAPA)
Instituto de Pesquisa Ambiental da Amazônia
(IPAM)
Instituto do Homem e Meio Ambiente da
Amazônia (IMAZON)
Juruá Florestal Ltda

Burkina Faso

Centre National de la Recherche Scientifique
et Technique (CNRST)
Institut National pour l'Etude et la Recherche
Agronomiques (INERA)

Cameroun

Institut de Recherche Agricole pour le
Développement (IRAD)
L'Unité Technique Operationnelle (U.T.O)
Dimako/Doume
Ministère de l'Environnement et des Forêts
(MINEF)
Office National de Développement des Forêts
(ONADEF)

Canada

CARE Canada
Département de l'Economie Rurale,
Université d'Alberta
Université de Manitoba, Centre pour la
Science de l'Observation de la Terre

Chine

Centre pour la Politique Agricole Chinoise,
Académie des Sciences Chinoise (CCAP, CAF)
Centre National de la Chine pour la
Recherche en Sciences Economiques et
Développement en Foresterie (FEDRC)

Académie Chinoise de Foresterie (CAF)
Institut de Recherche de la Foresterie
Subtropicale, Académie Chinoise de
Foresterie
Institut de Recherche de Foresterie Tropicale,
Académie Chinoise de Foresterie (RITF, CAF)
Centre International de Coopération en
Foresterie, Administration Publique de
Foresterie

Costa Rica

Asociacion Coordinadora Indigena Campesina
Forestal de Costa Rica (ACICAFOC)
Centro Agronómico Tropical de Investigación y
Enseñanza (CATIE)
Inter-American Institute for Cooperation on
Agriculture (IICA)

Danemark

Danish Forests and Landscape Research
Institute (DFLRI)
Royal Veterinary and Agricultural University
(KVL)

Finlande

Institut Finlandais de Recherche en Foresterie
(METLA)

France

Centre de Coopération Internationale
en Recherche Agronomique pour le
Développement - Département Forestier
(CIRAD-Forêt)
Ecole Nationale du Génie Rural et des Eaux et
des Forêts (ENGREF)
Institut de Recherche pour le Développement
(IRD)

Gabon

L'Institut de Recherche en Ecologie Tropicale/
Centre National de la Recherche
Scientifique et Technologique (IRET/
CENAREST)

Ghana

Institut Ghanéen de Recherche en Foresterie

Guatemala

Universidad Rafael Landivar

Honduras

Escuela Nacional de Ciencias Forestales
(ESNACIFOR)

Inde

Jharkhand Ministry of Forests and Environment
Kerala Forest Research Institute

Indonésie

Badan Perencanaan Pembangunan Daerah
(BAPPEDA), Kabupaten Tanjung Barat,
Jambi

- Center for the Study of Law and Regional Autonomy (Pusat Studi Hukum dan Otonomi Daerah) PSHK ODA, Jambi
 Conservation Training and Resource Centre (CTRC)
 Faculté de la Foresterie, Université de Gadjah Mada (FOF-UGM)
 Faculté de la Foresterie, Université de Mulawarman (FOF-UNMUL)
 Faculté de la Foresterie, Université de Papua Province
 Forestry Research and Development Agency (FORDA), Ministère des Forêts
 Forum Kerjasama Pengelolaan Hutan Antar Kabupaten/Kota di Propinsi Kalimantan Timur (FKPHD)
 Fonds Mondial pour la Nature – Indonesia Program (WWF-IP)
 Gouvernement du Bungo District, Jambi
 Gouvernement du Kutai Barat District, East Kalimantan
 Gouvernement du Malinau District, East Kalimantan
 Graduate Program of Forestry, Université de Mulawarman (GPF-UNMUL)
 Indonesian Financial Transaction Reports and Analysis Center (INTRAC)
 Institut Indonésien des Sciences (LIPI)
 International NGO Forum on Indonesian Development (INFID)
 Laboratoire d'Hydrométéorologie, Département de Géophysiques et de Météorologie (FMIPA-IPB)
 LATIN-Lampung Indonesia
 Perhimpunan Untuk Studi dan Pengembangan Ekonomi dan Sosial (PERSEPSI)
 Perum Perhutani
 Pionir Bulungan, Yayasan
 Tropical Rain Forest Research Center, Université de Mulawarman
 Université agricole de Bogor (IPB)
- Japon**
 Forestry and Forest Products Research Institute, Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (FFPRI)
 Ecole d'Etudes Supérieures sur les Régions Asiatiques et Africaines (ASAFAS) et Center for Southeast Asian Studies (CSEAS), Université de Kyoto
 Ecole d'Etudes Supérieures en Sciences Humaines, Université de Waseda
 Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization (IDE-JETRO)
 Japan Center for Area Studies, le Musée National de l'Ethnologie (JCAS)
 Japan Overseas Plantation Center for Pulpwood (JOPP)
- Malawi**
 Forestry Research Institute of Malawi (FRIM)
- Malaisie**
 Faculty of Forestry, Universiti Putra Malaysia (FOFUPM)
 Forest Research Institute of Malaysia (FRIM)
- Mozambique**
 Université Eduardo Mondlane
 Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Centre pour la Recherche en Foresterie
- Népal**
 New Era Limited
- Norvège**
 Université Agricole de Norvège
- Panama**
 Programme Frontalier Agricole d'Amérique Centrale (PFA)
- Papouasie-Nouvelle Guinée**
 Université de Papouasie-Nouvelle Guinée
- Pays-Bas**
 Université de Wageningen
- Pérou**
 Instituto Nacional de Investigación y Extensión Agraria (INIA)
 Peruvian Research Institute for the Amazon (IIAP)
- Philippines**
 Université des Philippines Los Banos (UPLB)
- République de la Corée du Sud**
 College of Agriculture & Life Sciences, Seoul National University (CAL-SNU)
 Korea Forest Research Institute (KFRI)
- Royaume-Uni**
 International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of the Tropical Forests
 People and Plant International (PPI)
 Overseas Development Institute
 Oxford Forestry Institute
- Suède**
 Université Suédoise des Sciences Agricoles (SLU)
- Suisse**
 Intercoopération
 Office Fédéral de l'Environnement, des Forêts et des Paysages (BUWAL), Office Fédéral des Forêts
- Tanzanie**
 Sokoine University of Agriculture, Faculty of Forestry and Nature Conservation
 Tanzania Forestry Research Institute (TAFORI)

Uruguay

World Rainforest Movement (WRM)

USA

Academy for Educational Development (AED)
Care International
Cornell International Institute for Food,
Agriculture and Development (CIIFAD)
Forest Action Network
Global Forestry Services (Inc.) (GFS)
International Resources Group (IRG)
School of Forestry and Environmental Studies,
Yale University (Yale F&ES)
State University of New York, College of
Science environnementale and Forestry
(SUNY/ESF)
United States Department of Agriculture
Forest Service (USDA-FS)

Vietnam

Department of Forestry (DoF)
Forest Science Institute of Vietnam (FSIV)
Forestry Sector Support Programme and
Partnership Coordination Office (FSSP-CO)
International Cooperation Department (ICD)
Tropenbos International, Vietnam Programme
Vietnam Forest Sector Support Program and
Partnership
World Wide Fund for Nature Indochina
Programme

Zambie

Copperbelt University, School of Forestry and
Wood Science
Zambian Forest Department

Zimbabwe

Chivi Rural District Council
Forestry Commission
Southern Alliance for Indigenous Resources
(SAFIRE)
University of Zimbabwe, Institute of
Environmental Studies

Organismes Internationaux et Régionaux

Asia Pacific Association of Forestry Research
Institutes
CAB International
Programme Régional pour l'Environnement en
Afrique Centrale (CARPE)
Centro Agronómico Tropical de Investigación y
Enseñanza (CATIE)

Centro Internacional de Agricultura Tropical
(CIAT)
Conservation International
Convention des Nations Unies sur la Lutte
contre la Désertification
Convention-Cadre des Nations Unies sur les
Changements Climatiques (CCNUCC)
European Forest Institute (EFI)
European Tropical Forestry Research Network
Fonds Mondial pour la Nature - International
(WWF)
Fonds des Nations Unies pour
l'Environnement Mondial (et Secrétariat)
(FEM)
Fondation Internationale pour la Science
Forest Trends
Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF)
Instituto Interamericano de Cooperación en
la Agricultura (IICA)
International Institute for Tropical Agriculture
(IITA)
International Livestock Research Institute
(ILRI)
International Plant Genetic Resources
Institute (IPGRI)
International Union for Conservation of
Nature and Natural Resources (IUCN)
International Union for Forest Research
Organisation (IUFRO)
Organisation Internationale du Bois Tropical
(OIBT)
Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture, Bureau
régional, Bangkok
Organisation des Nations Unies pour
l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
Organisation des Nations Unies pour
l'Education, la Science et la Culture
(UNESCO)
Programme des Nations Unies pour
l'Environnement (PNUE)
Regional Community Forestry Training Center
(RECOFTC)
Secrétariat de la Convention des Nations
Unies sur la Diversité Biologique (CDB)
The Nature Conservancy
Tropenbos Foundation
World Agroforestry Center (ICRAF)
World Conservation Union (IUCN)
World Resources Institute

Conseil d'administration

Ms Angela Cropper

(Présidente du Conseil d'administration de CIFOR)
Président, The Cropper Foundation
Building #7, Fernandes Industrial Centre
Laventille, Port of Spain
TRINITÉ-ET-TOBAGO

Dr Christina Amoako-Nuama

PO Box LG 773, Legon
House No. EA 12/98
Tot to Teens Road (SDA Junction)
Adenta, Accra
GHANA

Date fin de trimestre : 30 septembre 2004
(deuxième trimestre)

Dr Andrew John Bennett, CMG

Executive Director
Syngenta Foundation for Sustainable Agriculture
WRO-1002.11.66 Postfach
CH-4002 Bâle
SUISSE

Dr Jürgen Blaser

Head Forest-Environment Team
Intercooperation – Swiss Organization for Development and Cooperation
Maulbeerstrasse 10, PO Box 6724, CH-3001 Berne
SUISSE

Dr Walter Phillip Falcon

Co-Director and Professor
Center for Science environnementale and Policy
Stanford University
E404, Encina Hall, Stanford, CA 94305-6055
U.S.A.

Dr. David Kaimowitz

Director General
Center for International Forestry Research
(CIFOR)
Jl.CIFOR, Situ Gede, Sindangbarang, Bogor 16680
Adresse de correspondance :
PO Box 6596 JKPWB, Jakarta 10065
INDONÉSIE

Dr Stephen Karekezi

Director
African Energy Policy Research Network (AFRE-
PREN/FWD)
PO Box 30979, 00100 GPO
Elgeyo Marakwet Close, Nairobi
KENYA

Professor Don Koo Lee

(Vice-président du Conseil d'administration de CIFOR)
Dean and Professor of Silviculture
College of Agriculture & Life Sciences
Department of Forest Resources
Seoul National University
San 56-1, Shillim-dong, Kwanak-gu
Séoul 151-742

RÉPUBLIQUE DE CORÉE DU SUD
Date fin de trimestre : 30 septembre 2004
(deuxième trimestre)

Dr Jagmohan S. Maini

(Ancien président du Conseil d'administration de CIFOR)
636 Glenhurst Crescent, Beacon Hill North
Ottawa, Ontario, K1J-7B7
CANADA

Date fin de trimestre : 8 avril 2004 (deuxième trimestre)

Dr Christine Padoch

Mathew Calbraith Perry Curator of Economic Botany
Institute of Economic Botany
The New York Botanical Garden
Bronx, NY 10458
USA

Dr Hadi Susanto Pasaribu

(Représentant du pays d'accueil)
Director General
Forestry Research & Development Agency (FORDA)
Ministry of Forestry
Manggala Wanabakti Building, Block I, 11th Floor
Jl. Jendral Gatot Subroto, Jakarta 10270
INDONÉSIE

Dr Cristián Samper K.

Director
National Museum of Natural History
Smithsonian Institution
10th Street & Constitution Avenue, NW
Room 421, MRC 106, Washington, D.C. 20560
USA

Ms Yumiko Tanaka

Senior Advisor on Gender and Development
Institute for International Cooperation (IFIC)
Japon International Cooperation Agency (JICA)
10-5 Ichigaya Honmuracho
Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433
JAPON

Professor François Tchala-Abina

Secrétariat Permanent à l'Environnement
Ministère de l'Environnement et des Forêts
PO Box 12489, Yaoundé
CAMEROUN

Dr Eugene Terry

(Président du Conseil d'administration d'ICRA)
Implementing Director
African Agricultural Technology Foundation (AATF)
C/o ILRI
PO Box 30709, 00100 Nairobi
KENYA

Dr Jacques Valeix

Directeur des Opérations
Office National des Forêts (ONF)
2 avenue de Saint-Mandé, 75570 Paris Cedex 12
FRANCE

* *Vice-président du Conseil d'administration : en 2004:*

- Don Koo Lee (jusqu'au 30 septembre 2004)

- Christine Padoch (à compter du 1^{er} octobre 2004 jusqu'à présent)

Personnel et Spécialistes

Bureau du Directeur général

David Kaimowitz (USA), Directeur général
Yemi Katerere (Zimbabwe), Directeur général adjoint
Ninta Karina Bangun (Indonésie), Délégué général
Purabi Bose (Inde), Analyste en politique sociale/Analyste en évaluation environnementale
Ketty Kustiyawati (Indonésie), Secrétaire
Alvaro Luna Terrazas (Bolivie), Coordinateur régional pour l'Amérique du Sud (basé au Brésil) (depuis mai 2004)
Michael Spilsbury (RU), Ecologue forestier/Analyste en évaluation environnementale
Lucya Yamin (Indonésie), Secrétaire

*Experts-conseils

Rizalina Gonzalez (Philippines), Gestion du développement/Coordination EPMP
Masruluh Ramadani (Indonésie), Adjoint à l'élaboration des programmes
Bevlyne Sithole (Zimbabwe), Scientifique social/Coordinateur de l'élaboration des programmes

*Internes

Mariana Rios Sandoval (Mexico), Adjointe à la recherche
Nathan Victor Schenkman (USA), Editeur/Traducteur

Groupe Services d'information

Michael Hailu (Ethiopie), Administrateur
Zaenal Abidin (Indonésie), Responsable des systèmes informatiques
Tan Bandradi (Indonésie), Administrateur des systèmes informatiques
Greg Clough (Australie), Spécialiste en communications
Andi Darmawan (Indonésie), Adjoint SIG (jusqu'en octobre 2004)
Irvan Rianto Isbadi (Indonésie), Programmeur/Analyste
Budhy Kristanty (Indonésie), Adjoint aux Services d'information
Yuan Oktafian (Indonésie), Adjoint bibliothécaire
Widya Prajanthi (Indonésie), Adjoint aux communications
Atie Puntodewo (Indonésie), Spécialiste SIG
Nia Sabarniati (Indonésie), Administrateur des communications
Mohammad Agus Salim (Indonésie), Adjoint SIG (depuis décembre 2004)
Yani Saloh (Indonésie), Administrateur de la publication/sensibilisation du public
Yahya M. Sampurna (Indonésie), Administrateur Web Multimédias
Dina A. Satrio (Indonésie), Administrateur des Services d'information

Joris Siermann (Pays-Bas), Analyste informatique/ SIG
Sri Wahyuni (Yuni) Soeripto (Indonésie), Responsable de l'information/Bibliothécaire
Luluk Darojati Suhada (Indonésie), Adjoint bibliothécaire
Melling V.P. Situmorang (Indonésie), Soutien aux systèmes informatiques
Gideon Suharyanto (Indonésie), Administrateur en éditique
Yulardi Yuzar (Indonésie), Directeur, Systèmes Informatiques

*Spécialistes

Adiseno (Indonésie), Traducteur
Annie Charrondière (RU), Traducteur
Dien Fiani Ratna Dewi (Indonésie), Programmeur
Mark Harvard (Indonésie), Traducteur/Editeur
Tess Holderness (Australie), Editeur
Indra Kaliana (Indonésie), Programmeur
Cynthia Mackie (USA), Editeur
Claire Miller (Australie), Auteur/Editeur
Daniel Nash (Bolivie), Traducteur
Sgan B.P. Nyemeck (Cameroun), Agent technique
Eko Priyanto (Indonésie), Opérateur adjoint en éditique
Charlie Pye-Smith (RU), Auteur
Rizka Taranita Razuani (Indonésie), Opérateur adjoint de bases de données
Sally Wellesley (RU), Editeur

*Internes

Orit Ahmed Adus (Ethiopie), Analyste de systèmes

Services environnementaux et Programme pour une utilisation durable des forêts

Markku Kanninen (Finlande), Forestier, Administrateur
Imam Basuki (Indonésie), Forestier (depuis mai 2004)
Manuel Boissière (France), Ethnobotaniste (Scientifique détaché)
Unna Chokkalingam (Inde), Ecologue des forêts
Christian Cossalter (France), Forestier
Wilhelmus A. De Jong (Pays-Bas), Forestier social (jusqu'en juin 2004)
Rosita Go (Indonésie), Secrétaire
Philippe Guizol (France), Socioéconomiste et Ingénieur sylvicole (Scientifique détaché)
Tini Gumartini (Indonésie), Forestier
Philippe Hecketsweiler (France), Ecologue des forêts (base au Gabon)
Hety Herawati (Indonésie), Forestier
Chiharu Hiyama (Japon), Sociologue en développement (Chercheur universitaire détaché)

Enrique Ibarra (Costa Rica), Economiste
 Ulrik Ilstedt (Suède), Forestier/Scientifique
 des sols
 Haris Iskandar (Indonésie), Forestier
 Art Klassen (Canada), Forestier
 Iwan Kurniawan (Indonésie), Analyste
 télédétection/SIG
 Nining Liswanti (Indonésie), Ingénieur sylvicole
 Julia Maturana (Nicaragua), Economiste des
 ressources naturelles
 Daniel Murdiyarso (Indonésie), Météorologue
 des forêts
 Robert Nasi (France), Ecologue des forêts
 (base en France)
 Yayat Ruchiat (Indonésie), Forestier (jusqu'en
 décembre 2004)
 César Sabogal (Peru), Ingénieur sylvicole
 (base au Brésil)
 Agus Salim (Indonésie), Statisticien (jusqu'en
 mai 2004)
 Marieke Sassen (Pays-Bas), Ecologue des
 ressources naturelles (basé en France)
 Douglas Sheil (Irlande), Ecologue
 Laura Snook (USA), Forestier (jusqu'en avril
 2004)
 Charlotte Soeria (Indonésie), Secrétaire
 Indah Susilanasari (Indonésie), Secrétaire
 Takeshi Toma (Japon), Écologue des forêts
 Elke Verbeeten (Pays-Bas), Géographe
 physique (basé au Burkina Faso) (depuis
 octobre 2004)
 Meilinda Wan (Indonésie), Agronome

***Associés principaux**

Laura Snook (USA), Forestier (depuis mai 2004)

***Spécialistes**

Antonio Carandang (Philippines), Forestier
 Owen Elias (UK), Editeur
 Nina Haase (Germany), Socio-économiste
 Murniarti Halef (Indonésie), Forestier
 Abi Ismarrahman (Indonésie), Saisie de
 données
 Misa Kishi (Japon), Santé publique/Médecin
 Hiroaki Kuramitsu (Japon), Assistant de projet
 Sofyan Kurnianto (Indonésie), Hydrologue
 Abel Meza Lopez (Peru), Agronome
 Rolyn Medina (Bolivia), Forestier
 Erik Meijaard (Pays-Bas), Ecologue principal
 des forêts
 Michael Padmanaba (Indonésie), Forestier
 Lukas Rumboko (Indonésie), Forestier
 Paian Sianturi (Indonésie), Modelisation des
 forêts
 John Turnbull (Australie), Forestier/Editeur
 Miriam van Heist (Pays-Bas), Analyste SIG
 Ahmad Yusuf (Indonésie), Saisie de données

***Internes**

Motoshi Hiratsuka (Japon), Science
 environnementale

Nicolas Hosgood (France), Foresterie
 Hideyuki Kubo (Japon), Science
 environnementale
 Marion C. Lazarovici (France), Science
 environnementale
 Romain Pirard (France), Science
 environnementale
 Mathieu Schwartzberg (France), Science
 environnementale
 Christophe Simon (France), Foresterie
 Aditya Suhartanto (Indonésie), Foresterie

Programme des Forêts et des Sources de Revenus

Bruce Campbell (Zimbabwe), Écologue,
 Administrateur
 Ramadhani Achdiawan (Indonésie), Statisticien
 Abdou Awono (Cameroun), Agronome (basé au
 Cameroun)
 Brian Belcher (Canada), Economiste en
 ressources naturelles
 Z. Henri-Noël Z. Bouda (Burkina Faso),
 Forestier (basé au Burkina Faso)
 Sonya Dewi (Indonésie), Écologue et
 Modélisateur théorique
 Edmond Dounias (France), Ethno-écologue
 (Scientifique détaché)
 Carmen García-Fernández (Espagne), Écologue
 en ressources naturelles (basé au Brésil)
 Petrus Gunarso (Indonésie), Analystes des
 politiques
 Syarifiana Herawati (Indonésie), Secrétaire
 Godwin Kowero (Tanzanie), Economiste des
 forêts/Coordinateur régional (basé au
 Zimbabwe)
 Chetan Kumar (Inde), Forestier (basé en Inde)
 (depuis mai 2004)
 Dany Kurniawan (Indonésie), Programmeur
 (depuis juin 2004)
 Koen Kusters (Pays-Bas), Géographe
 Feby Littamahuputy (Indonésie), Secrétaire
 Crispin Marunda (Zimbabwe), Forestier/
 Ecologue du paysage (basé au Zimbabwe)
 Gabriel Medina (Brésil), Forestier (basé au
 Brésil)
 Benoit Mertens (Belgique), Géographe (basé
 en France) (jusqu'en novembre 2004)
 Manyewu Mutamba (Zimbabwe), Economiste
 (basé en Zambie) (depuis octobre 2004)
 Ani Adiwinata Nawir (Indonésie), Socio-
 économiste
 Ousseynou Ndoye (Sénégal), Economiste
 agricole/Coordinateur régional (basé au
 Cameroun)
 Danielle Lema Ngoni (Cameroun), Sociologue
 (basée au Cameroun)
 Levania Santoso (Indonésie), Forestier
 Patricia Shanley (USA), Ecologue
 Titin Suhartini (Indonésie), Secrétaire
 William Sunderlin (USA), Sociologue rural
 Jusupta Tarigan (Indonésie), Forestier

Daniel Tiveau (Suède), Ingénieur sylvicole (basé au Burkina Faso)
Sven Wunder (Danemark), Economiste (basé au Brésil)

***Associés principaux**

Peter Frost (RU), Ecologue
Manuel Ruiz Perez (Espagne), Ecologue

***Spécialistes**

M. Bismark (Indonésie), Ecologue
Emmanuel Chidumayo (Zambie), Biologiste
Pawennari Hijjang (Indonésie), Adjoint à la recherche
Dedi Junadi (Indonésie), Spécialiste SIG
Tajudin Edy Komar (Indonésie), Forestier
Alois Mandondo (Zimbabwe), Scientifique social
Anggi Maulana (Indonésie), Technicien itinérant
Misriani (Indonésie), Saisie de données
Deep Narayan Pandey (Inde), Forestier
Yonika Ngaga (Tanzanie), Economiste des ressources
Fadjar Pambudhi (Indonésie), Evalueur
Hari Priyadi (Indonésie), Forestier
Goetz Schroth (Brésil), Agroforestier
Christina Geisch Shakya (Suisse), Agroforestier
Chairil Anwar Siregar (Indonésie), Ecologue
Soaduo Sitorus (Indonésie), Forestier
Anton Suhartono (Indonésie), SIG Specialist
Arrita Suwarno (Indonésie), Analyste SIG
Zakaria (Indonésie), Forestier

***Internes**

Samwel Mulenga Bwalya (USA), Foresterie
Alice Rujeko Kanyenza (Afrique du Sud), Foresterie
Abisha Mapendembe (Zimbabwe), Science environnementale

Programme Forêts et Administration

Doris Capistrano (Philippines), Economiste des ressources, Administrateur
Panca Ambarwati (Indonésie), Secrétaire
Christopher Barr (USA), Scientifique en politiques
Paolo Omar Cerutti (Italie), Forestier & Spécialiste SIG (basé au Cameroun) (depuis janvier 2004)
Carol Colfer (USA), Anthropologue
Peter Cronkleton (USA), Anthropologue (basé en Bolivie)
Ahmad Dermawan (Indonésie), Ingénieur agronome
Chimere Diaw (Sénégal), Anthropologue (basé au Cameroun)
Samuel Efoua (Cameroun), Forestier (basé au Cameroun) (jusqu'en juin 2004)
Herlina Hartanto (Indonésie), Ecologue
Dina Juliarti Hubudin (Indonésie), Secrétaire

Yayan Indriatmoko (Indonésie), Anthropologue (depuis septembre 2004)
Rahayu Koesnadi (Indonésie), Secrétaire
Heru Komarudin (Indonésie), Forestier
Ruben De Koning (Pays-Bas), Anthropologue (basé au Cameroun) (depuis octobre 2004)
Moirra Moeliono (Indonésie), Scientifique social
Muriadi (Indonésie), Adjoint administratif (depuis avril 2004)
Tendayi Mutimukuru (Zimbabwe), Economiste agricole (basé au Zimbabwe)
Samuel Assembe Mvondo (Cameroun), Juriste (basé au Cameroun)
Joachim Nguiebouri (Cameroun), Forestier (basé au Cameroun)
Richard Nyirenda (Zimbabwe), Forestier (basé au Zimbabwe) (jusqu'en octobre 2004)
Ravindra Prabhu (Inde), Forestier (basé au Zimbabwe)
Ferdinandus Agung Prasetyo (Indonésie), Forestier
Ida Ayu Pradnja Resosudarmo (Indonésie), Analyste de politiques (en congé d'études)
Bambang Setiono (Indonésie), Analyste financier
Yulia Siagian (Indonésie), Forestier
Hasantoha Adnan Syahputra (Indonésie), Anthropologue
Ronny Syam (Indonésie), Spécialiste en télédétection/SIG (jusqu'en avril 2004)
Luca Tacconi (Italy), Economiste
Nugroho Adi Utomo (Indonésie), Forestier
Eva Wollenberg (USA), Gestion des ressources naturelles/Anthropologue
Yurdi Yasmi (Indonésie), Forestier (en congé d'études)
Elizabeth Linda Yuliani (Indonésie), Ecologue
Yurdi Yasmi (Indonésie), Forestier (en congé d'études)
Edwin Yulianto (Indonésie), Programmeur (jusqu'en décembre 2004)
Theodore Zacharias (Indonésie), Programmeur (jusqu'en juin 2004)

***Associés**

Cynthia McDougall (Canada), Scientifique social
Nontokozo Nabane Nemarundwe (Zimbabwe), Anthropologue

***Spécialistes**

Agus Andrianto (Indonésie), Analyste du bois
Patricia Bannier (Indonésie), Analyste des forêts
Keith Barney (Canada), Scientifique environnemental
Marilyn Beach (USA), Economiste des ressources naturelles
Jeremy Stephen Broadhead (RU), Agroforestier

Ade Cahyat (Indonésie), Facilitateur
 Jenne de Beer (Philippines), Facilitateur
 David Dequan (USA), Economic Forestier
 Christian Gonner (Allemagne), Forestier
 Vinay Gowda (Inde), Réalisateur de logiciels
 Dodi Hernawan (Indonésie), Forestier
 Mochamad Indrawan (Indonésie), Scientifique
 environnemental
 Ramses Iwan (Indonésie), Chercheur itinérant
 Emile Jurgen (Danemark), Analyste financier
 Kewin Benjamin Bach Kamelarczyk
 (Danemark), Forestier
 Judith Kamoto (Malawi), Ingénieur agronome
 Hariadi Kartodihardjo (Indonésie), Conseiller
 en politique forestière
 Dennis Kayambazinthu (Malawi), Ecologue/
 Spécialiste en forêts communautaires
 Komarrudin (Indonésie), Illustrateur
 Trikurnianti Kusumanto (Pays-Bas),
 Scientifique des cultures tropicales
 Anne Margaret Larson (USA), Sociologue des
 ressources
 Dialung Lawai (Indonésie), Aide aux travaux
 locaux
 Godwin Limberg (Pays-Bas), Ingénieur
 agronome
 Georgetty Mato (Cameroun), Secrétaire (basé
 au Cameroun)
 Sian McGrath (RU), Analyste des politiques
 Lusayo Mwabumba (Malawi), Forestier
 Neldysavrino (Indonésie), Field Facilitateur
 Ngateno (Indonésie), Aide de bureau à Jambi
 Guntur Cahyo Prabowo (Indonésie), Adjoint à
 la recherche
 Ririn Salwa Purnamasari (Australie),
 Economiste
 Herry Purnomo (Indonésie), Modélisateur/
 Analyste informatique
 Rita Rahmawati (Indonésie), Analyste de
 données
 Bill Ritchie (RU), Chercheur
 Fabiola Roca (Bolivie), Adjoint administratif
 Erna Rositah (Indonésie), Chercheur
 Rolando Haches Sanchez (Bolivie), Adjoint à
 la recherche
 Marianne Schmink (USA), Anthropologue
 Sulaiman Sembiring (Indonésie), Expert
 juridique
 Bintang Simangunsong (Indonésie),
 Economiste des forêts
 Machteld Spek (Pays-Bas), Analyste financier
 Wavell Standa-Gunda (Zimbabwe), Economiste
 Samantha Sara Stone (USA), Anthropologue
 Eddy Harfia Surma (Indonésie), Coordinateur
 sur place à Jambi
 Ding Tao (Chine), Journaliste financier
 Yunety Tarigan (Indonésie), Secrétaire
 Dede Wiliam (Indonésie), Forestier social
 Yentirizal (Indonésie), Facilitateur sur le
 terrain
 Sun Yujun (Chine), Professeur de sylviculture

***Internes**

Oding Affandi (Indonésie), Foresterie
 Agusnawati (Indonésie), Spécificités des sexes
 et Développement
 Eddy Mangopo Angi (Indonésie), Ecologie &
 Dendrologie
 Gusti Z. Anshari (Indonésie), Géographie et
 Environnement
 Itai G. Chibaya (Zimbabwe), Foresterie
 Ganga Ram Dahal (Népal), Sciences sociales
 Firdaus (Indonésie), Ecologie
 Yulita Lestiawati (Indonésie), Ressources
 naturelles
 Erny Cenderanawati Lie (Indonésie), Foresterie
 Mayang Meilantina (Indonésie), Agriculture
 socio-économique
 Agus Mulyana (Indonésie), Ressources
 naturelles
 Sri Naida (Indonésie), Gestion du
 développement social
 Steve Rhee (USA), Sciences sociales
 Myrna A. Safitri (Indonésie), Anthropologie
 Saharudin (Indonésie), Anthropologie
 Aula Sakinah Muntasarah (Indonésie),
 Ressources forestières
 Samsu (Indonésie), Gestion des forêts
 Made Sudana (Indonésie), Agriculture &
 Foresterie
 Sudirman (Indonésie), Droit
 Sukardi (Indonésie), Gestion des forêts
 Sumarlan (Indonésie), Développement
 Kurnia Warman (Indonésie), Droit
 Catur B. Wiati (Indonésie), Foresterie
 Asih Yulianti (Indonésie), Foresterie
 Yusran (Indonésie), Foresterie
 Yustisianita (Indonésie), Droit

Services généraux

Norman Macdonald (Canada), Directeur
 général adjoint, Services généraux
 Jennifer Crocker (Canada), Directeur,
 Ressources humaines
 Susan Kabling (Philippines), Contrôleur
 financier
 Hidayanti Abidin (Indonésie), Adjoint aux
 Ressources humaines
 Martin Ahanda (Cameroun), Chauffeur (basé
 au Cameroun)
 Agung Saeful Alamsyah (Indonésie), Assistant
 aux petits hôtels
 Amri Amrullah (Indonésie), Aide de bureau
 (jusqu'en avril 2004)
 Rubeta Andriani (Indonésie), Responsable des
 Ressources humaines
 Graci Oliveira Anjos (Brésil), Secrétaire (basé
 au Brésil)
 Henty Astuty (Indonésie), Assistant aux
 systèmes informatiques
 Mohammad Nuzul Bahri (Indonésie), Aide de
 bureau (depuis août 2004)

Paul Bama (Burkina Faso), Chauffeur (basé au Burkina Faso)
 Carlos André Cunha (Brésil), Aide de bureau (basé au Brésil)
 Dzingirai Dingwiza (Zimbabwe), Chauffeur (basé au Zimbabwe)
 Purnomo Djatmiko (Indonésie), Responsable des Services installations
 Umar Djohan (Indonésie), Chauffeur
 Cecile Effila (Cameroun), Responsable administratif et financier (basé au Cameroun)
 Ivo Ekane (Cameroun), Chauffeur (basé au Cameroun)
 Anastasia Elisa (Indonésie), Comptable en gestion
 Augusto Freire (Brésil), Secrétaire (basé au Brésil) (d'avril jusqu'en septembre 2004)
 Ramon Alex Gerrits (Brésil), Directeur de bureau (basé au Brésil) (jusqu'en février 2004)
 Consilia Gwaka (Zimbabwe), Adjoint administratif (basé au Zimbabwe)
 Harinurdi Hadiwijoyo (Indonésie), Agent immobilier (jusqu'en mai 2004)
 Nina Handayani (Indonésie), Réceptionniste
 Kusuma Hendriani (Indonésie), Comptable
 Suhendar Husain (Indonésie), Assistant aux petits hôtels
 Emmanuel Hweta (Zimbabwe), Aide de bureau (basé au Zimbabwe) (jusqu'en décembre 2004)
 Ivo Ikane (Cameroun), Chauffeur (basé au Cameroun)
 Heny Pratiwi Joebihakto (Indonésie), Responsable des Ressources humaines
 Elfi Joelijarty (Indonésie), Aide comptable
 Nurjanah Kambarrudin (Indonésie), Comptable
 Sylvia Kartika (Indonésie), Comptable (depuis novembre 2004)
 Eunice Kunaka (Zimbabwe), Aide de bureau (basé au Zimbabwe)
 Louis Lekegang (Cameroun), Chauffeur (basé au Cameroun)
 Henny Linawati (Indonésie), Comptable des programmes
 Michael Pereira de Lira (Brésil), Administrateur de bureau (basé au Brésil) (depuis janvier 2004)
 Lovemore Mafuta (Zimbabwe), Chauffeur (basé au Zimbabwe)
 Ismed Mahmud (Indonésie), Agent d'approvisionnement
 Johannes P. Manangkil (Indonésie), Réceptionniste
 Hani Mardhiyah (Indonésie), Assistant au soutien administratif
 Edward Martin (Indonésie), Comptable financier
 Didi Marudin (Indonésie), Préposé aux dépêches

Esa Kurnia Muharmis (Indonésie), Assistant aux achats
 Kusnadi Muhi (Indonésie), Assistant aux petits hôtels
 Florence Munget Munoh (Cameroun), Secrétaire (basé au Cameroun)
 Siti Nadiroh (Indonésie), Aide de bureau
 Pauline Nechironga (Zimbabwe), Secrétaire (basé au Zimbabwe)
 Ocim (Indonésie), Chauffeur
 Karina Veronika Palar (Indonésie), Caissier
 Juniarta L. Panjaitan (Indonésie), Assistant aux Ressources humaines
 Pendi (Indonésie), Aide de bureau
 Sisi Ratnasari (Indonésie), Assistant aux Ressources humaines
 Tereza Cristina Ribeiro (Brésil), Secrétaire (basé au Brésil) (depuis septembre 2004)
 Rina (Indonésie), Comptable des programmes
 Supandi Rodjali (Indonésie), Aide de bureau
 Ukat Sanusi (Indonésie), Aide de bureau
 Henny K. Saragih (Indonésie), Adjoint exécutif
 Murniati Sono (Indonésie), Agent des opérations
 Kustiani Suharsono (Indonésie), Adjoint aux opérations
 Ata Sukanta (Indonésie), Chauffeur (jusqu'en janvier 2004)
 Hari Sukmara (Indonésie), Comptable des programmes
 Suratman (Indonésie), Chauffeur
 Iie Suwarna (Indonésie), Chauffeur
 Tony Syafei (Indonésie), Chauffeur
 Lely Pingkan C. Taulu (Indonésie), Responsable des Ressources humaines
 Ani Tenterem (Indonésie), Aide ménagère
 Yuliasari Tjokroaminata (Indonésie), Comptable (jusqu'en septembre 2004)
 Dolphina Truter (Zimbabwe), Secrétaire (basé au Zimbabwe)
 Tina Turtinawati (Indonésie), Cuisinière

***Spécialistes**

Jeremy Akester (RU), Technicien immobilier
 Popi Astriani (Indonésie), Secrétaire
 Lazaro Diaz (USA), Ressources humaines
 Sylvia Kartika (Indonésie), Comptable
 Glenys Mulcahy (RU), Professeur d'anglais particulier

***Internes**

Panji Pamungkas Arsyad (Indonésie), Etudes d'hospitalité

- *Les associés, spécialistes et internes précités sont ceux dont le contrat était pour une durée de six mois minimum.*

Bibliographie

Ouvrages généraux

CIFOR. *Ciencia aplicada en bosques y comunidades: CIFOR Informe Anual 2003*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 72p. ISBN: 979-3361-52-2. Egalement publié en anglais.

CIFOR. *Science for forests and people: CIFOR Annual Report 2003*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 72p. ISBN: 979-3361-52-2.

Biodiversité

Alvarez, N., Garine, E., Khasah, C., Dounias, E., Hossaert-McKey, M., McKey, D. 'Farmers' practices, metapopulation dynamics, and conservation of agricultural biodiversity on-farm: a case study of sorghum among the Duupa in sub-sahelian Cameroun'. *Biodiversity and Conservation* 12(4): pp.533-43.

Finegan, B., Nasi, R. 'The biodiversity and conservation potential of shifting cultivation landscapes'. In: Schroth, G., Fonseca, G.A.B., Harvey, C.A., Gascon, C., Vasconcelos, H.L., Izac, A.M.N. (eds.). *Agroforestry and biodiversity conservation in tropical landscapes*, pp.151-97. Island Press, Washington, D.C., USA.

Gillison, A.N., Liswanti, N. 'Assessing biodiversity at landscape level in northern Thailand and Sumatra (Indonésie): the importance of environmental context'. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 104(1): pp.75-86.

Gillison, A.N., Liswanti, N., Budidarsono, S., van Noordwijk, M., Tomich, T.P. 'Impact of cropping methods on biodiversity in coffee agroecosystems in Sumatra, Indonesia'. *Ecology and Society* 9(2): p.16. [en ligne] URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art7>.

Guizol, P., Ndikumagenge, C. 'Forest dynamics: the case of Burundi: images, views, farmer innovations and forestry policies'. In: Babin, D. (ed.). *Beyond tropical deforestation: from tropical deforestation to forest cover dynamics and forest development*. pp.157-76. UNESCO et CIRAD, Montpellier Cedex, France.

Iskandar, D.T. 'The amphibians and reptiles of Malinau Region, Bulungan Research Forest, East Kalimantan: annotated checklist with notes on the ecological presence of the species and local utilization'. CIFOR, Bogor, Indonésie. 27p.

Lewis, S.L., Phillips, O.L., Sheil, D., Vinceti, B., Baker, T.R., Brown, S., Graham, A.W., Higuchi, N., Hilbert, D.W., Laurance, W.F., Lejoly, J., Malhi, Y., Monteagudo, A., Vargas, P.N., Sonke, B., Terborgh,

J.W., Martinez, R.V. 'Tropical forest tree mortality, recruitment and turnover rates: calculation, interpretation and comparison when census intervals vary'. *Journal of Ecology* 92: pp.929-44.

Liswanti, N., Indawan, I., Sumardjo, Sheil, D. 'Persepsi masyarakat Dayak Merap dan Punan tentang pentingnya hutan di lansekap hutan tropis, Kabupaten Malinau, Kalimantan Timur'. *Jurnal Manajemen Hutan Tropika* 2(1): pp.1-13.

Liswanti, N. *Persepsi masyarakat lokal terhadap pentingnya hutan dan lahan-lahan lain di lansekap hutan tropis, Kabupaten Malinau, Kalimantan Timur*. Bogor Agricultural University, Bogor, Indonésie. 108p. Thesis (M.Sc.) – Bogor Agricultural University.

Meijaard, E. 2004. 'The compatibility of properly managed productions forests with wildlife conservation in Borneo'. In: Mohamed, M.; Kusano, T.Jensen, S.M. (eds.). *Biodiversity conservation: forward together: proceedings of the Bornean Biodiversity & Ecosystems Conservation Programme in Sabah (BBEC) International Conference 2004, held on 24th–26th February 2004 at Kota Kinabalu, Sabah, Malaysia*. BBEC Publication No. 22. pp.236-50. Bornean Biodiversity & Ecosystems Conservation Programme in Sabah (BBEC) Secretariat, Sabah, Malaisie.

Nasi, R., Schwartz, D. 'The contribution of carbon13 isotopic tracing of soil organic matter to the reconstitution of forest-savannah successions in the coastal zone of Gabon'. In: Babin, D. (ed.). *Beyond tropical deforestation: from tropical deforestation to forest cover dynamics and forest development*. pp.23-5. UNESCO and CIRAD, Montpellier Cedex, France.

Poulsen, J. (ed.). *Human impacts on tropical forest biodiversity and genetic resources*. 500p. Oxford University Press, London, RU. ISBN: 0-85199-692-2.

Sayer, J.A., Chokkalingam, U., Poulsen, J. 'The restoration of forest biodiversity and ecological values'. *Forest Ecology and Management* 201(1): pp.3-11.

Sheil, D. 'Conservation priorities and conservation distractions'. *Living Forests* 8: pp.22-3.

Sheil, D., Lawrence, A. 'Tropical biologists, local people and conservation: new opportunities for collaboration'. *Trends in Ecology and Evolution* 19(12): pp.634-38.

Sheil, D., Nasi, R., Johnson, B. 'Ecological criteria and indicators for tropical forest

- landscapes: challenges in the search for progress'. *Ecology and Society* 9(1): 7p. [en ligne] URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss1/art7>.
- Sheil, D., Puri, R.K., Basuki, I., van Heist, M., Wan, M., Liswanti, N., Rukmiyati, Sardjono, M.A., Samsuedin, I., Sidiyasa, K.D., Chrisandini, Permana, E., Angi, E.M., Gatzweiler, F., Johnson, B., Wijaya, A.** *Explorando la biodiversidad, el medio ambiente y las perspectivas de los pobladores en áreas boscosas: metodos para la valoracion multidisciplinaria del paisaje*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 91p. ISBN: 979-3361-27-1. Egalement publié en anglais, en espagnol et en français.
- Sheil, D., Puri, R.K., Basuki, I., van Heist, M., Wan, M., Liswanti, N., Rukmiyati, Sardjono, M.A., Samsuedin, I., Sidiyasa, K.D., Chrisandini, Permana, E., Angi, E.M., Gatzweiler, F., Johnson, B., Wijaya, A.** *A la découverte de la biodiversité, de l'environnement et des perspectives des populations locales dans les paysages forestiers: méthodes pour une étude pluridisciplinaire du paysage*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 93p. ISBN: 979-3361-28-X. Egalement publié en anglais, en espagnol et en indonésien.
- Sheil, D., Puri, R.K., Basuki, I., van Heist, M., Wan, M., Liswanti, N., Rukmiyati, Sardjono, M.A., Samsuedin, I., Sidiyasa, K.D., Chrisandini, Permana, E., Angi, E.M., Gatzweiler, F., Johnson, B., Wijaya, A.** *Mengeksplorasi keanekaragaman hayati, lingkungan dan pandangan masyarakat lokal mengenai berbagai lanskap hutan: metode-metode penilaian lanskap secara multidisipliner*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 101p. ISBN: 979-3361-29-8. Egalement publié en anglais, en espagnol et en français.
- Sheil, D., Salim, A.** 'Forest tree persistence, elephants, and stem scars'. *Biotropica* 36(4): pp.505-21.
- van Noordwijk, M., **Poulsen, J.G.**, Ericksen, P.J. 'Quantifying off-site effects of land use change: filters, flows and fallacies'. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 104(1): pp.19-34.
- Gestion des forêts et Foresterie communautaire**
- Anshari, G.Z., Alqadrie, S., Budiarto, T., Ngusmanto, Abidin, E., **McGrath, S.**, Zulkifli, Afifudin. 'Continued marginalisation of under privileged communities: forest management following decentralization in Sintang, West Kalimantan'. CIFOR Decentralization Brief No.5. CIFOR, Bogor, Indonésie. 6p.
- Anshari, G.Z., Alqadrie, S., Budiarto, T., Ngusmanto, Abidin, E., **McGrath, S.**, Zulkifli, Afifudin. 'Marginalisasi masyarakat miskin di sekitar hutan: Studi kasus HPHH 100 ha di kabupaten Sintang, provinsi Kalimantan Barat'. CIFOR Decentralization Brief No.9. CIFOR, Bogor, Indonésie. 8p.
- Barr, C., Cossalter, C.** 'China's development of a plantation-based wood pulp industry: government policies, financial incentives, and investment trends'. *International Forestry Review* 6(3-4): pp.267-81.
- Cahyat, A. 'Bagaimana kemiskinan diukur?: beberapa model pengukuran kemiskinan di Indonésie'. CIFOR Governance Brief No.2. CIFOR, Bogor, Indonésie. 8p.
- Cahyat, A. 'Sistem pengawasan terhadap penyelenggaraan pemerintah daerah kabupaten: pembahasan peraturan perundangan di bidang pengawasan'. CIFOR Governance Brief No.3. CIFOR, Bogor, Indonésie. 8p.
- CIFOR. 'Les forêts sèches au service des pauvres en Afrique – se baser sur des actions de réussite'. CIFOR Livelihood Brief. No.3. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en anglais.
- CIFOR. 'Making dry forests work for the poor in Africa – building on success'. CIFOR Livelihood Brief. No.3. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en français.
- CIFOR. Oil, 'Macroeconomics and forests'. CIFOR Livelihood Brief. No.1. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en français.
- CIFOR. 'Operationalising the ecosystem approach – re-inventing research'. CIFOR Livelihood Brief. No.2. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en français.
- CIFOR. 'Pétrole, macroéconomie et forêts : leçons pour l'Afrique centrale'. CIFOR Livelihood Brief. No.1. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en anglais.
- Colchester, M. 'Community forestry in Yunnan: the challenge for networks' [chinois]. CIFOR, Bogor, Indonésie. 28p. Egalement publié en anglais.
- Colfer, C.J.P.** (ed.). *The equitable forest: diversity and community in sustainable resource management*. Resources for the Future and CIFOR, Washington, D.C., USA. 335p. ISBN: 1-891853-78-3.

- Cronkleton, P., Albornoz, M.A.** 'Atividade florestal comunitarian na Bolivia: abrindo horizontes para novos atores'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre florestas, gestao e desenvolvimento: opcoes para a Amazonia*. pp.81-100. CIFOR, Belém, Brésil. Egalement publié en espagnol.
- Cronkleton, P., Albornoz, M.A.** 'Forestieria comunitaria en Bolivia: abrindo horizontes para nuevos actores'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre bosques, gestion y desarrollo: opciones para la Amazonia*. pp.82-115. CIFOR, Belém, Brésil. Egalement publié en portugais.
- de Jong, W., Becker, M., Ruiz, S., Gottwald, C.** El nuevo regimen forestal en el norte amazonico boliviano. In: W. de Jong (eds.). *Retos y perspectivas del nuevo regimen forestal en el norte amazonico boliviano*. p.1-24. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- de Jong, W.** *Retos y perspectivas del nuevo regimen forestal en el norte amazônico boliviano*. 152p. CIFOR, Bogor, Indonésie. ISBN: 979-3361-45-X.
- Dounias, E., Kishi, M., Selzner, A., Kurniawan, I., Levang, P.** 'No longer nomadic: changing Punan Tubu lifestyle requires new health strategies'. *Cultural Survival* 28(2): 7p. [en ligne] URL: http://www.culturalsurvival.org/publications/csq/csq_article.cfm
- Gregersen, H., Contreras-Hermosilla, A., White, A., Phillips, L.** *Forest governance in federal systems: an overview of experinces and implications for decentralization: work in progress*. Bogor, Indonésie, CIFOR 80p. Egalement publié en russe.
- Gregersen, H., Contreras-Hermosilla, A., White, A., Phillips, L.** *Forest governance in federal systems: an overview of experiences and implications for decentralization: work in progress* [russe]. Forest Trends, Washington, D.C., USA. 123p. ISBN: 5-9618-0008-3. Egalement publié en anglais.
- Grundy, I.M., Campbell, B.M., White, R.M., Prabhu, R., Jensen, S., Ngamile, T.N.** 'Participatory forest management in conservation areas: the case of Cwebe, South Africa'. *Forests, Trees and Livelihoods* 14(2/4): pp.149-65.
- Guillermo, I.A.** 'Economics of small-scale forest carbon projects in South Sumatra', Indonésie. 96p. Thèse (MSc.) – Université des Philippines Los Banos. Université des Philippines Los Banos, Los Banos, Philippines.
- He, D., Barr, C.** 'China's pulp and paper sector: an analysis of supply-demand and medium term projections'. *International Forestry Review* 6(3-4): pp.254-66.
- Katsigris, E., Bull, G.Q., White, A., Barr, C., Barney, K., Bun, Y., Kahrl, F., King, T., Lankin, A., Lebedev, A., Shearman, P., Sheingauz, A., Yufang Su, Weyerhaeuser, H.** 'The China forest products trade: overview of Asia-Pacific supplying countries, impacts and implications'. *International Forestry Review* 6(3-4): pp.237-53.
- Larson, A.M., Ribot, J.C.** 'Democratic decentralisation through a natural resources lens: an introduction'. *European Journal of Development Research* 16(1): pp.1-25.
- Larson, A.M.** 'Formal decentralisation and the imperative of decentralisation "from below": a case study of natural resource management in Nicaragua'. *European Journal of Development Research* 16(1): pp.55-70.
- Lestiawati, Y.** 'Koordinasi antara Dinas Kehutanan dengan dinas-dinas yang terkait dalam pengelolaan sumberdaya hutan di Kabupaten Kapuas Propinsi Kalimantan Tengah'. 84p. Thesis - MSc (Universitas Lambung Mangkurat). Program Pascasarjana Pengelolaan Sumberdaya Alam, Universitas Lambung Mangkurat, Banjarbaru, Indonésie.
- McCarthy, J.F.** 'Changing to gray: decentralization and the emergence of volatile socio-legal configurations in central Kalimantan, Indonésie'. Working Paper (Asia Research Centre, Murdoch University). No.101. 46p. Online URL: <http://www.warc.murdoch.edu.au/wp/wp101.pdf>.
- Mvondo, S.A., Oyono, P.R.** 'An assessment of social negotiation as a tool of local management: a case study of the Dimako Council Forest, Cameroun'. *Scandinavian Journal of Forest Research* 19 (Supplement no.4): pp.78-84.
- Ndoye, O., Tieguhong, J.C.** 'Forest resources and rural livelihoods: the conflict between timber and non-timber forest products in the Congo Basin'. *Scandinavian Journal of Forest Research* 19 (Supplement no.4): pp.36-44.
- Nemarundwe, N.** 'Social charters and organisation for access to woodlands: institutional implications for devolving responsibilities for resource management to the local level in Chivi District, Zimbabwe'. *Society and Natural Resources* 17: pp.279-91.

- Oka, N.P. 'Dilema kebijakan perimbangan dana reboisasi'. CIFOR Decentralization Brief. No.1. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p.
- Oka, N.P., William, D. 'The policy dilemma for balancing reforestation funds'. CIFOR Decentralization Brief. No.1. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p.
- Oyono, P.R. 'Assessing accountability in Cameroun's local forest management: are representatives responsive?' *African Journal of Political Science* 9(1): pp.125-36.
- Oyono, P.R. *Institutional deficit, representation, and decentralized forest mangement in Cameroun: elements of natural resource sociology for social theory and public policy*. Environmental Governance in Africa Working Papers. No.15. 56p. World Resources Institute and CIFOR, Washington, D.C., USA. En ligne URL: http://www.asb.cgiar.org/pdfwebdocs/Working_Paper_Series.pdf (KB 803)pp.
- Oyono, P.R. 'One step forward, two steps back?: paradoxes of natural resources management decentralisation in Cameroun'. *Journal of Modern African Studies* 42(1): pp.91-111.
- Pacheco, P. 'Descentralizacão e gestão florestal: a experiência na América Latina'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre florestas, gestão e desenvolvimento: opções para a Amazonia*. pp.165-78. CIFOR, Belém, Brésil.
- Pacheco, P. 'Descentralización y gestión florestal: la experiencia en América Latina'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre bosques, gestión y desarrollo: opciones para la Amazonia*. pp.168-81. CIFOR, Belém, Brésil.
- Pacheco, P. 'What lies behind decentralisation?: forest, powers and actors in lowland Bolivia'. *European Journal of Development Research* 16(1): pp.90-109.
- Palmer, C. 'The role of collective action in determining the benefits from IPPK logging concessions: a case study from Sekatak, East Kalimantan'. CIFOR Working Paper. No.28. CIFOR, Bogor, Indonésie. 23p.
- Patlis, J.M. 'Pedoman umum penyusunan peraturan daerah pengelolaan hutan'. Forests and Governance Programme Series. CIFOR, Bogor, Indonésie. 29p. ISBN: 979-3361-43-3. Egalement publié en anglais.
- Patlis, J.M. 'A rough guide to developing laws for regional forest management'. Forests and Governance Programme Series. CIFOR, Bogor, Indonésie. 24p. ISBN: 979-3361-44-1. Egalement publié en indonésien.
- Pokorny, B., Prabhu, R., McDougall, C., Bauch, R. 'Local stakeholders' participation in developing criteria and indicators for sustainable forest management'. *Journal of Forestry* 102(1): pp.35-40.
- Purnomo, H., Mendoza, G.A., Prabhu, R. 'Analysis of local perspectives on sustainable forest management: an Indonésien case study'. *Journal of Environmental Management* 74(2): pp.111-26.
- Purnomo, H., Mendoza, G.A., Prabhu, R. 'Model for collaborative planning of community-managed resources based on qualitative soft systems approach'. *Journal of Tropical Forest Science* 16(1): pp.106-31.
- Purnomo, H. 'Tata kelola informasi dan gerakan sosial sertifikasi'. E-label 2: pp.1-11.
- Resosudarmo, I.A.P. 'Closer to people and trees: will decentralisation work for the people and the forests of Indonésie?' *European Journal of Development Research* 16(1): pp.110-32.
- Ruiz Perez, M., De Blas, D.E., Nasi, R., Sassen, M., Sayer, J.A., Angoue, C., Gami, N., Ndoye, O., Ngono, G., Nguingui, J.-C., Nzala, D., Toirambe, B., Yalibanda, Y. 'Who is logging the Congo?' *ITTO Tropical Forest Update* 14(4): pp.3-6.
- Samsu, Komarudin, H., McGrath, S., Ngau, Y., Suramenggala, I. 'Small scale 100 ha logging concessions' contribution to regional finance: case study in Bulungan district'. CIFOR Decentralization Brief. No.2. CIFOR, Bogor, Indonésie. 6p.
- Shanley, P., Garcia-Fernandez, C. 'Bosques tropicales y poblaciones rurales: promoviendo un nuevo paradigma en la region amazônica'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre bosques, gestión y desarrollo: opciones para la Amazonia*. pp.55-62. CIFOR, Belém, Brésil.
- Sitorus, S., Levang, P., Dounias, E., Mamung, D., Abot, D. 'Potret Punan Kalimantan Timur: sensus Punan 2002-2003'. CIFOR, Bogor, Indonésie. 32p. ISBN: 979-3361-50-6.
- Suporahardjo. 'Review strategi penyelesaian konflik sosial atas tanah: studi kasus konflik antara komunitas Ketajek dengan perusahaan daerah perkebunan Jember, di Kecamatan Panti, Kabupaten Jember, propinsi Jawa Timur'. Universitas Indonesia, Jakarta, Indonésie. 308p. Thèse (Msi) - Universitas Indonesia.

- Tacconi, L., Obidzinski, K., Agung, F. *Proses pembelajaran (learning lessons) promosi sertifikasi hutan dan pengendalian penebangan liar di Indonésie*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 86p. ISBN: 979-3361-60-3.
- Tokede, M.J., William, D., McGrath, S., Gandhi, Y. 'Local people's access to forest-based development opportunities in Manokwari district'. CIFOR Decentralization Brief. No.4. CIFOR, Bogor, Indonésie. 6p.
- Wadley, R.L. 'Punitive expeditions and divine revenge: oral and colonial histories of rebellion and Pacification in western Borneo, 1886–1902'. *Ethnohistory* 51(3): pp.609-36.
- Wadley, R.L., Colfer, C.J.P. 'Sacred forest, hunting, and conservation in West Kalimantan, Indonésie'. *Human Ecology* 32(3): pp.313-38.
- Wollenberg, E., Campbell, B.M., Shackleton, S., Edmunds, D., Shanley, P. 'Collaborative management of forests'. In: Ruth S. Meinzen-Dick and Monica Di Gregorio (eds.). 'Collective action and property rights for sustainable development'. 2020 Focus 11. No.briefs 8. IFPRI, Washington, D.C., USA. 2p. En ligne URL: <http://www.ifpri.org/2020/focus11.htm> et <http://www.capri.cgiar.org/pubs.asp#briefspp>. Washington, DC, IFPRI.
- Wollenberg, E., Belcher, B., Sheil, D., Dewi, S., Moeliono, M. 'Mengapa kawasan hutan penting bagi penanggulangan kemiskinan di Indonésie?' CIFOR Governance Brief. No.4. CIFOR, Bogor, Indonésie. 6p.
- Wollenberg, E., Iwan, R., Limberg, G., Moeliono, M., Rhee, S., Sudana, M. 'Muddling towards cooperation: a CIFOR case study of shared learning in Malinau district, Indonésie'. *Currents* (33): pp.20-4. En ligne URL: <http://www-ibyr.adm.slu.se/Currents/curr33.pdf> – visité le 13 avril 2004.
- Wollenberg, E., Belcher, B., Sheil, D., Dewi, S., Moeliono, M. 'Why are forest areas relevant to reducing poverty in Indonésie?' CIFOR Governance Brief. No.4. CIFOR, Bogor, Indonésie. 6p.
- Wulan, Y.C., Yasmi, Y., Purba, C., Wollenberg, E. *Analisa konflik: sektor kehutanan di Indonésie 1997–2003*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 79p. ISBN: 979-3361-53-0. Une version abrégée du rapport est également publiée en indonésien et en anglais.
- Wulan, Y.C., Yasmi, Y., Purba, C., Wollenberg, E. 'An analysis of forestry sector conflict in Indonésie 1997–2003'. CIFOR Governance Brief. No.1. CIFOR, Bogor, Indonésie. 8p.
- Wunder, S. 'Bosques: contribucion limitada para el desarrollo rural?' In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre bosques, gestion y desarrollo: opciones para la Amazonia*. pp.43-53. CIFOR, Belém, Brésil.
- Wunder, S. 'Florestas: Contribuicao limitada ao desenvolvimento rural?' In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre florestas, gestao e desenvolvimento: opcoes para a Amazonia*. pp.42-53. CIFOR, Belém, Brésil.
- Yulianty, A. 'Analisis biaya usaha Kopermas Kaironi di Distrik Masni Kabupaten Manokwari'. Universitas Hasanuddin, Makassar, Indonésie. 51p. Document visant à aider les étudiants du premier cycle à passer leur diplôme (BSc) - Jurusan Bubudaya Hutan, Fakultas Kehutanan, Universitas Negeri Papua.
- Zida, M. 'Les critères et indicateurs de gestion durable des forêts : quelles procédures d'évaluation environnementale pour leur mise en oeuvre dans le contexte du Burkina Faso?' Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers (ESA), Angers, France. 40p. Thèse (M.Sc.) – Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers (ESA).

Aménagement des forêts

INRENA. *Manual practico para operadores forestales*. INRENA, CIFOR, FONDEBOSQUE, Lima, Pérou. 74p. ISBN: 979-3361-38-7. Proyecto INRENA-CIFOR-FONDEBOSQUE 'apoyo a la implementación del nuevo régimen forestal a través de la capacitación a asociaciones de productores forestales concesionarios en la Amazonia peruana'.

INRENA. *Planes de manejo en concesiones forestales con fines maderables: lineamientos para su elaboracion y formatos de presentation*. Resolucion Jefatural (INRENA). No.109(2003). INRENA, CIFOR, FONDEBOSQUE, Lima, Pérou. 116p. Proyecto INRENA-CIFOR-FONDEBOSQUE 'apoyo a la implementación del nuevo régimen forestal a través de la capacitación a asociaciones de productores forestales concesionarios en la Amazonia peruana'.

Applegate, G., Putz F.E., Snook, L.K. 'Who pays for and who benefits from improved timber harvesting practices in the tropics?: lessons learned and information gaps'. CIFOR, Bogor, Indonésie. 35p. ISBN: 979-3361-42-5.

Bamaca Figueroa, E., Kanninen, M., Louman, B., Pedroni, L., Gomez, M. 'Contenido del carbono en los productos y residuos forestales generados por el

- aprovechamiento y el aserrio en la reserva de Biosfera Maya'. *Recursos Naturales y Ambiente* 41: pp.102-10.
- Campos, J.J., Castaneda, F., Kleine, M., Louman, B., Pokorny, B., Sabogal, C. 'Fortalecimiento de las capacidades de científicos forestales latinoamericanos en criterios e indicadores, auditoria del manejo forestal sostenible y certification forestales: resultados del taller'. *Recursos Naturales y Ambiente* 42: pp.6-7.
- Castaneda, F., Kuzee, M., Chokkalingam, U., Jama, B., Dotzauer, H., Savenije, H., (prepared by). *Actes: FAO/IUCN Atelier Regional Sur la Gestion des Forets Tropicales Secondaires en Afrique Francophone: Realite et Perspectives, Douala, Cameroun, 17-21 Novembre 2003*. FAO, Rome, Italie. 280p.
- Chokkalingam, U. 'Fires in the middle Mahakam peatlands: balancing livelihoods and conservation'. CIFOR Fire Brief. No.1. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en indonésien.
- Chokkalingam, U. 'Kebakaran di lahan gambut Mahakam tengah: keselarasan antara mata pencaharian dan konservasi'. CIFOR Fire Brief. No.2. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en anglais.
- Chokkalingam, U., Suyanto, S., Permana, R.P., Kurniawan, I., Mannes, J., Darmawan, A., Khususiyah, N., Susanto, R.S. 'Pengelolaan api, perubahan sumberdaya alam dan pengaruhnya terhadap kehidupan masyarakat di areal rawa/gambut-Sumatera bagian selatan'. In: Suyanto, S., Chokkalingam, U., Wibowo, P. (eds.). *Kebakaran di lahan rawa/gambut di Sumatera: masalah dan solusi: prosiding semiloka, Palembang, Sumatera Selatan, 10 - 11 Desember 2003*. pp.35-46. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Chokkalingam, U., Suyanto, S. 'Ringkasan hasil semiloka: kebakaran di lahan rawa/gambut di Sumatera: masalah dan solusi: prosiding semiloka, Palembang, Sumatera Selatan, 10–11 Desember 2003'. In: Suyanto, S., Chokkalingam, U., Wibowo, P. (eds.). *Kebakaran di lahan rawa/gambut di Sumatera: masalah dan solusi: prosiding semiloka, Palembang, Sumatera Selatan, 10–11 Desember 2003*. pp.1-19. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Chokkalingam, U., Suyanto, S. 'Summary of workshop results: kebakaran di lahan rawa/gambut di Sumatera: masalah dan solusi: prosiding semiloka, Palembang, Sumatera Selatan, 10–11 Desember 2003'. In: Suyanto, S., Chokkalingam, U., Wibowo, P. (eds.). *Kebakaran di lahan rawa/gambut di Sumatera: masalah dan solusi: prosiding semiloka, Palembang, Sumatera Selatan, 10–11 Desember 2003*. pp.20-34. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Dewi, S., Chesson, P. 'Age-structured population growth rates in constant and variable environments: a near equilibrium approach'. *Theoretical Population Biology* 65: pp.75-88.
- Fargeot, C., Forni, E., Nasi, R. 'Réflexion sur l'aménagement des forêts de production dans le bassin du Congo'. *Bois et Forets des Tropiques* 281: pp.19-34.
- Giesler, R., Satoh, F., Ilstedt, U., Nordgren, A. Microbially available phosphorus in boreal forests: effects of aluminum and iron accumulation in the humus layer. *Ecosystems* 7(2): pp.208-17.
- Hurtienne, T., Pacheco, P. 'Blanco y negro o bien colorido: discrepancias en la percepcion de los bosques for investigadores y agricultores familiares'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre bosques, gestion y desarrollo: opciones para la Amazonia*. pp.63-73. CIFOR, Belém, Brésil.
- Hurtienne, T., Pacheco, P. 'Preto e branco ou bem colorido: discrepancias da percepcao sobre florestas entre pesquisadores e agricultores familiares'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre florestas, gestao e desenvolvimento: opcoes para a Amazonia*. pp.62-72. CIFOR, Belém, Brésil.
- Karsenty, A., Nasi, R. 'Un commentaire sur l'article de E. Niesten et R. Rice les (concessions de conservation) sont-elles le glas de l'aménagement forestier durable?' *Revue Tiers Monde* 45(177): pp.153-62.
- Murdiyarsa, D., Suryadiputra, I.N., Wahyunto. 'Tropical peatlands management and climate change: a case study in Sumatra, Indonésie'. In: Juhani Paivanen (ed.). *Proceedings of the 12th International Peat Congress on Wise Use of Peatlands, 6-11 June 2004, Tampere, Finland: vol.1 – oral presentations*. pp.698-706. International Peat Society, Jyväskylä, Finlande.
- Nalvarte, W., Sabogal, C., Galvan, O., Marmillod, D., Angulo, W., Cordova, N., Colan, V. *Silvicultura en la Amazonia Peruana: diagnostico de experiencias en la region ucayali y la provincia de Puerto Inca*. 105p. CIFOR, INAENA, INIA, Universidad Nacional de Ucayali, Pucallpa, Pérou.

- Nemarundwe, N., de Jong, W., Cronkleton, P. 'Phu'o'ng phap mo hinh tu'o'ng lai: mot cong cu quan ly ru'ng: giao trinh huan luyen chuyen vien dieu hanh phu'o'ng phap mo hinh tu'o'ng lai'. CIFOR, Bogor, Indonésie. 34p.
- Perez, D., Kanninen, M., Matamoros, F., Fonseca, W., Chaves, E. 'Heartwood, sapwood and bark content of *Bombacopsis quinata* in Costa Rica'. *Journal of Tropical Forest Science* 16(3): pp.318-27.
- Piotto, D., Montagnini, F., Kanninen, M., Ugalde, L., Viquez, E. 'Forest plantations in Costa Rica and Nicaragua: performance of species and preferences of farmers'. *Journal of Sustainable Forestry* 18(4): pp.59-77.
- Pokorny, B., Sabogal, C., Silva, J.N.M., Lima, J., Bernardo, P. 'Criterios e indicadores para el monitoreo de operaciones forestales un caso en Brasil'. *Revista Recursos Naturales y Ambiente* 42: pp.19-28.
- Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre bosques, gestion y desarrollo: opciones para la Amazonia*. CIFOR, Belém, Brésil. 174p. + 1 CDROM. ISBN: 979-3361-40-9. Compte rendu pour un débat intitulé 'Forest Management and Development: Options for Amazonia' au cours duquel les diverses propositions faites sur ce thème ont été présentées et examinées à des chercheurs, des spécialistes en matière d'initiatives sur le développement rural, et des politiciens, qui a eu lieu à Belém, Brésil, le 6 août 2003. Co-parrainé par le Center for International Forestry Research (CIFOR), EMBRAPA, GTZ, PROMANEJO/IBAMA et IMAZON.
- Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F. (eds.). *Forum sobre florestas, gestao e desenvolvimento: opcoes para a Amazonia*. CIFOR, Belém, Brésil. 174p + 1 CDROM. ISBN: 979-3361-37-9.
- Sabogal, C., Carrera, F., Colan, V., Pokorny, B., Louman, B. *Manual para la planificación y evaluacion del manejo forestal operacional en bosques de la Amazonia Peruana*. INRENA, CIFOR, FONDEBOSQUE, CATIE, Lima, Peru. 279p. ISBN: 979-3361-47-6.
- Schelhaas, M.J., van Esch, P.W., Groen, T.A., de Jong, B.H.J., Kanninen, M., Liski, J., Masera, O., Mohren, G.M.J., Nabuurs, G.J., Palosuo, T., Pedroni, L., Vallejo, A., Vilen, T. 'CO2FIX V 3.1 - a model for quantifying carbon sequestration in forest ecosystems'. ALTERRA, Wageningen, Pays-Bas. 1 logiciel. [en ligne] URL: <http://www.efi.fi/projects/casfor/pp>. Téléchargement gratuit en ligne.
- Schelhaas, M.J., van Esch, P.W., Groen, T.A., de Jong, B.H.J., Kanninen, M., Liski, J., Masera, O., Mohren, G.M.J., Nabuurs, G.J., Palosuo, T., Pedroni, L., Vallejo, A., Vilen, T. *CO2FIX V 3.1 - A modelling framework for quantifying carbon sequestration in forest ecosystems*. ALTERRA Rapport. No.1068. ALTERRA, Wageningen, Pays-Bas. 122p. ISBN: 1566-7197.
- Shono, K.; Snook, L.K. 2004. 'Growth of big-leaf mahogany in natural forests in Belize'. *Tropical Resources* 23: pp.23-30.
- Snook, L.K., Negreros-Castillo, P. 'Regenerating mahogany (*Swietenia macrophylla* 'King') on clearing in Mexico's Maya forest: the effects of clearing method and cleaning on seedling survival and growth'. *Forest Ecology and Management* 189: pp.143-60.
- Suyanto, S., Chokkalingam, U., Wibowo, P. (eds). *Kebakaran di lahan rawa/gambut di Sumatera: masalah dan solusi: prosiding semiloka, Palembang, Sumatera Selatan, 10-11 Desember 2003*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 175p. ISBN: 979-3361-49-2.
- Tacconi, L., Obidzinski, K., Agung, F. *Learning lessons to promote forest certification and control illegal logging in Indonésie*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 81p. ISBN: 979-3361-55-7.
- Tomich, T.P., Chomitz, K., Francisco, H., Izac, N.A., Murdiyarso, D., Ratnere, B.D., Thomas, D.E., van Noordwijk, M. 'Policy analysis and environmental problems at different scales: asking the right questions'. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 104(1): pp.5-18.

Produits des forêts non ligneux

- Alexiades, M.N., Shanley, P., (eds). *Productos forestales, medios de subsistencia y conservacion: estudios de caso sobre sistemas de manejo de productos forestales no maderables. volumen 3 - America Latina*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 499p. ISBN: 979-3361-26-3.
- Alexiades, M.N., Shanley, P. 'Productos forestales, medios de subsistencia y conservacion: estudios de caso sobre sistemas de manejo de productos forestales no maderables: introduction'. In: Alexiades, M.N. and Shanley, P. (eds.). *Productos forestales, medios de subsistencia y conservacion: estudios de caso sobre sistemas de manejo de productos forestales no maderables. vol. 3 - America Latina*. pp.1-22. CIFOR, Bogor, Indonésie.

- Angelsen, A., Rio, N., Loken, A., Tarigan, J. 'Forest products for the poor, the rich or the middle class? Three cases from Indonésie'. In: Asbjornsen, H., Angelsen, A., Belcher, B., Michon, G., Ruiz Perez, M., Wijesekara, V.R.P. (eds.). *Proceedings of the Workshop Cultivating (in) Tropical Forests?: the Evolution and Sustainability of Systems of Management between Extractivism and Plantations, 28 June - 1 July 2000, Kraemmerivika, Lofoten, Norway*. ETFRN Publication, no.3. pp.71-2. European Tropical Forest Research Network (ETFRN), Wageningen, Pays-Bas.
- Armas, W.N., de Jong, W. 'Una degato [*Uncaria tomentosa* (Willd. Ex Roem. & Schult) DC. y *Uncaria guianensis* (Aubl.) Gmel.] : potencial y esperanzas de un bejuco Amazonico del Peru'. In: Alexiades, M.N. and Shanley, P. (eds.). *Productos forestales, medios de subsistencia y conservacion: estudios de caso sobre sistemas de manejo de productos forestales no maderables. Volume. 3 – America Latina*. pp.296-313. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Asbjornsen, H., Angelsen, A., Belcher, B., Michon, G., Ruiz Perez, M., Wijesekara, V.R.P., (eds). *Proceedings of the Workshop Cultivating (in) Tropical Forests?: the Evolution and Sustainability of Systems of Management between Extractivism and Plantations, 28 June - 1 July 2000, Kraemmerivika, Lofoten, Norway*. ETFRN Publication Series. No.3. 86p. European Tropical Forest Research Network (ETFRN), Wageningen, Pays-Bas.
- Belcher, B., Kusters, K. 'Non-timber forest product commercialisation: development and conservation lessons'. In: Koen Kuster and Brian Belcher (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies of non-timber forest product systems. Volume 1 – Asia*. pp.1-22. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Belcher, B., Levang, P., Dewi, S., Achdiawan, R., Tarigan, J., Riva, W.F., Kurniawan, I., Sitorus, S., Mustikasari, R. 'Resilience and evolution in a managed NTFP system: evidence from the rattan gardens of Kalimantan'. In: Asbjornsen, H., Angelsen, A., Belcher, B., Michon, G., Ruiz Perez, M., Wijesekara, V.R.P. (eds.). *Proceedings of the Workshop – Cultivating (in) Tropical Forests: the Evolution and Sustainability of Systems of Management between Extractivism and Plantations, 28 June–1 July 2000, Kraemmerivika, Lofoten, Norway*. ETFRN Publication, no.3. pp.60-1. European Tropical Forest Research Network (ETFRN), Wageningen, Pays-Bas.
- Belcher, B., Rujehan, Imang, N., Achdiawan, R. 'Rattan, rubber, or oil palm: cultural and financial considerations for farmers in Kalimantan'. *Economic Botany* 58 (Supplement): pp.577-587.
- De Foresta, H., Michon, G., Kusworo, A., Levang, P. 'Damar agroforests in Sumatra, Indonésie: domestication of a forest ecosystem through domestication of dipterocarps for resin production'. In: Koen Kuster and Brian Belcher (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies of non-timber forest product systems. Volume 1 – Asia*. pp.207-26. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Garcia-Fernandez, C. 'Benzoin, a resin produced by *Styrax* trees in North Sumatra Province, Indonésie'. In: Koen Kuster and Brian Belcher (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies of non-timber forest product systems. Volume 1 – Asia*. pp.151-68. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Garcia-Fernandez, C., Shanley, P. 'Forests and people: safeguarding the natural heritage in Brazilian Amazon'. *Bois et Forêts des Tropiques* 280(2): pp.104-5.
- Kusters, K., Belcher, B. (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies of non-timber forest product systems. Volume 1 – Asia*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 365p. ISBN: 979-3361-24-7.
- Lopez, C. "'Amate" papel de corteza Mexicano [*Trema micrantha* (L.) Blume]: nuevas estrategias de extraccion para enfrentar las demandas de mercado'. In: Alexiades, M.N. and Shanley, P. (eds.). *Productos forestales, medios de subsistencia y conservacion: estudios de caso sobre sistemas de manejo de productos forestales no maderables. Vol. 3 – America Latina*. pp.388-413. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Lopez, C., Shanley, P. (eds.). *Riches of the forest: food, spices, crafts and resins of Asia*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 116p. ISBN: 979-3361-18-2. Egalement publié en indonésien.
- Lopez, C., Shanley, P. (eds.). *Riches of the forest: for health, life and spirit in Africa*. 115p. ISBN: 979-3361-36-0.
- Lopez, C., Shanley, P., Fantini, A.C. (eds.). *Riches of the forest: fruits, remedies and handicrafts in Latin America*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 140p. ISBN: 979-3361-46-8.
- Medina, G., Shanley, P. 'Big trees, small favors: loggers and communities in Amazonia'. *Bois et Forêts des Tropiques* 280(4): pp.19-25.

- Ndoye, O., Awono, A., Schreckenberger, K., Leakey, R. 'Commercialiser les fruits locaux pour reduire la pauvreté'. 2p. Note d'information stratégique pour les gouvernements dans la région tropicale humide de l'Afrique. ODI et CIFOR, London, RU. Egalement publié en anglais.
- Ndoye, O., Awono, A., Schreckenberger, K., Leakey, R. 'Commercialising indigenous fruit for poverty alleviation'. ODI et CIFOR, London, UK. 2p. Note d'information stratégique pour les gouvernements dans la région tropicale humide de l'Afrique.
- Pambudhi, F., Belcher, B., Levang, P., Dewi, S. 'Rattan (*Calamus* spp.) gardens of Kalimantan: resilience and evolution in a managed non-timber forest product system'. In: Koen Kuster and Brian Belcher (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies of non-timber forest product systems. Volume 1 – Asia*. pp.347-65. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Panduro, M.P., de Jong, W. 'Camu-camu [*Myrciaria dubia* McVaugh (H.B.K)] un arbusto amazônico de areas inundables con alto contenido de vitamina C en Loreto, Pérou. In: Alexiades, M.N. and Shanley, P. (eds.). *Productos forestales, medios de subsistencia y conservacion: estudios de caso sobre sistemas de manejo de productos forestales no maderables. Vol. 3 – America Latina*. pp.275-94. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Ruiz Perez, M., Belcher, B., 'Fu Maoyi, Yang Xiaosheng. Looking through the bamboo curtain: an analysis of the changing role of forest and farm income in rural livelihoods in China'. *International Forestry Review* 6(3-4): pp.306-16.
- Ruiz Perez, M., Belcher, B., Achdiawan, R., Alexiades, M.N., Aubertin, C., Caballero, C.J., Campbell, B.M., Clement, C., Cunningham, A.B., Fantini, A.C., De Foresta, H., Garcia-Fernandez, C., Gautam, K.H., Martinez, P.H., de Jong, W., Kusters, K., Kutty, M.G., Lopez, C., Maoyi Fu, Alfaro, M.A.M., Nair, T.K.R., Ndoye, O., Ocampo, R., Rai, N., Ricker, M., Schreckenberger, K., Shackleton, S., Shanley, P., Sunderland, T.C.H., Yeo Chang Youn. 'Markets drive the specialization strategies of forest peoples'. *Ecology and Society* 9(2): 10p. [en ligne] URL:<http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art4/>.
- Schroth, G., Mota, M.S.S. da, Lopes, R., Freitas, A.F. de. 'Extractive use, management and in situ domestication of a weedy palm, *Astrocaryum tucuma*, in the central Amazon'. *Forest Ecology and Management* 202(1/3): pp.161-79.
- Shanley, P., Garcia-Fernandez, C. 'Florestas tropicais e populacoes rurais: promovendo um novo paradigma na regio Amazonica'. In: Pokorny, B., Sabogal, C., Kramer, F., (eds.). *Forum sobre florestas, gestao e desenvolvimento: opcoes para a Amazonia*. pp.54-61. CIFOR, Belém, Brésil.
- Shanley, P., Rosa, N.A. 'Eroding knowledge: an ethnobotanical inventory in Eastern Amazonia's logging frontier'. *Economic Botany* 58(2): pp.135-60.
- Standa-Gunda, W., Braedt, O. 'Trading forest products in South-Eastern Zimbabwe: ecology, economics and politics of woodcarving'. In: Terry Sunderland and Ouseynou Ndoye (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies on non-timber forest product systems. Volume 2 – Africa*. pp.183-201. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Sunderland, T.C.H., Harrison, S.T., Ndoye, O. 'Commercialisation of non-timber forest products in Africa: history, context and prospects'. In: Terry Sunderland and Ouseynou Ndoye (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies on non-timber forest product systems. Volume 2 – Africa*. pp.1-24. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Sunderland, T.C.H., Ndoye, O. (eds.). *Forest products, livelihoods and conservation: case studies on non-timber forest product systems. Volume 2 – Africa*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 333p.

Plantations and Réhabilitation des forêts dégradées

- Chokkalingam, U., Suyanto, S. 'Fire, livelihoods and environmental degradation in the wetlands of Indonésie: a vicious cycle'. CIFOR Fire Brief. No.3. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en indonésien.
- Chokkalingam, U., Suyanto, S. 'Kebakaran, mata pencaharian, dan kerusakan lingkungan pada lahan basah di Indonésie: lingkaran yang tiada berujung pangkal'. CIFOR Carbon Brief. No.4. CIFOR, Bogor, Indonésie. 4p. Egalement publié en anglais.

- Don Koo Lee, Sayer, J.A., (eds.). 'Restoration and research on degraded forest ecosystems'. *Forest Ecology and Management*. 201(1) – numéro spécial sur la restauration et la recherche concernant

- les écosystèmes forestiers dégradés. 144p. Elsevier, Amsterdam, Pays-Bas.
- Guizol, P., Aruan, A.L.P.** 'Impact on incentives on the development of forest plantation resources in Indonésie, with emphasis on industrial timber plantations in outer islands'. In: Enters, T.; Durst, P. (eds.). *What does it take? The role of incentives in forest plantation development in the Asia-Pacific region*. FAO RAP Publication. No.2004/27. pp.103-24. Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok, Thaïlande.
- Hiratsuka, M., Toma, T., Yamada, M., Heriansyah, I., Morikawa, Y.** 'A general allometric equation for estimating biomass in *Acacia mangium* plantations'. In: *University of the Philippines Los Banos. College of Forestry and Natural Resources. Proceedings of the 2003 International Conference on Tropical Forests and Climate Change: Carbon Sequestration and Clean Development Mechanism: held on 21–22 October, 2003, Traders Hotel, Manila, Philippines*. pp.212-18. Université des Philippines Los Banos. College of Forestry and Natural Resources, Manila, Philippines.
- Istedt, U.** 'Soil rehabilitation following tractor logging: early results on amendments and tilling in a second rotation *Acacia mangium* plantation in Sabah, Malaysia'. *Forest Ecology and Management* 194(1-3): pp.215-22.
- Kanninen, M., Perez Cordero, L.D., Montero, M., Viquez, E.** 'Intensity and timing of the first thinning of *Tectona grandis* plantations in Costa Rica: results of a thinning trial'. *Forest Ecology and Management* 203(1-3): pp.89-99.
- Kobayashi, S.** 'Landscape rehabilitation of degraded tropical forest ecosystems: case study of the CIFOR/Japon project in Indonésie and Peru'. *Forest Ecology and Management* 201(1): pp.13-22.
- Mindawati, N., Heriansyah, I., Hiratsuka, M., Toma, T., Gintings, A.N., Morikawa, Y.** 'Tree growth of dipterocarp plantation forest in Java, Indonesia'. *Info Hutan* 1(2): pp.53-83.
- Murdiyarto, D.** 'Assessing biodiversity in LULUCF-CDM projects: towards synergizing UNFCCC and CBD'. In: Okuda, T. and Matsumoto, Y. (eds.). *Kyoto mechanism and the conservation of tropical forest ecosystem: proceedings of the International Symposium/Workshop on the Kyoto Mechanism and the Conservation of Tropical Forest Ecosystem, 29-30 January, 2004, Waseda University, Tokyo, Japon*. pp.101-6. Comité organisateur du Symposium/Réunion de travail international sur le Mécanisme de Kyoto et la Conservation de l'écosystème des forêts tropicales, Tokyo, Japon.
- Nambiar, E.K.S., Ranger, J., Tiarks, A., Toma, T.** (eds). *Site management and productivity in tropical plantation forests: proceedings of workshops in Congo, July 2001 and China, February 2003*. CIFOR, Bogor, Indonésie. 226p. ISBN: 979-3361-41-7.
- Piotto, D., Viquez, E., Montagnini, F., Kanninen, M.** 'Pure and mixed forest plantations with native species of the dry tropics of Costa Rica: a comparison of growth and productivity'. *Forest Ecology and Management* 190: pp.359-72.
- Suyanto, S., Applegate, G., Permana, R.P., Khususiyah, N., Kurniawan, I.** 'The role of fire in changing land use and livelihoods in Riau-Sumatra'. *Ecology and Society* 9(1): 15p. En ligne URL: <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss1/art15>.
- Tiark, A., Nambiar, E.K.S., Ranger, J., Toma, T.** 'Summary of progress'. In: Nambiar, E.K.S., Ranger, J., Tiarks, A., Toma, T. (eds.). *Site management and productivity in tropical plantation forests: proceedings of workshops in Congo July 2001 and China February 2003*. pp.186-93. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Toma, T.** 'Plantation activities and ecosystem conservation: criteria and indicators for biodiversity conservation'. In: Okuda, T. and Matsumoto, Y. (eds.). *Kyoto mechanism and the conservation of tropical forest ecosystem: proceedings of the International Symposium/Workshop on the Kyoto Mechanism and the Conservation of Tropical Forest Ecosystem, 29–30 January, 2004, Waseda University, Tokyo, Japon*. pp.157-60. Comité organisateur du Symposium/Réunion de travail international sur le Mécanisme de Kyoto et la Conservation de l'écosystème des forêts tropicales, Tokyo, Japon.
- Yamada, M., Toma, T., Hiratsuka, M., Morikawa, Y.** 'Biomass and potential nutrient removal by harvesting in short-rotation plantations'. In: Nambiar, E.K.S., Ranger, J., Tiarks, A., Toma, T. (eds.). *Site management and productivity in tropical plantation forests: proceedings of workshops in Congo July 2001 and China February 2003*. pp.213-24. CIFOR, Bogor, Indonésie.

Politique et questions extrasectorielles

- CIFOR. *Workshop to develop a regional applied research program in the Congo Basin [ITTC Decision 10(XXXII)]: main report*. ITTO, Tokyo, Japon. 150p. [en ligne] html URL: <http://www.itto.or.jp/live/PageDisplayHandler?pageld=1161&id=804pp>. le compte rendu comporte quatre parties : Partie A : Sommaire ; Partie B : Recherche régionale dans le domaine de l'aménagement des forêts denses humides en Afrique Centrale ; Partie C : Evaluation des capacités de recherche en foresterie en Afrique Centrale ; Partie D : Etude pilote sur la durabilité sociale, environnementale et économique des concessions industrielles dans le Bassin du Congo.
- Alencar, A., Nepstad, D.C., McGrath, D., Moutinho, P., Pacheco, P., Carmen Vera Diaz, M. del, Soares Filho, B. *Desmatamento na Amazonia: indo alem da 'emergencia cronica'*. Instituto de Pesquisa Ambiental da Amazonia (IPAM), Belém, Brésil. 89p. [en ligne] URL: http://www.ipam.org.br/publicacoes/livros/resumo_desmatamento.php – visité le 15 mai 2004 pp.
- Angelsen, A., Kaimowitz, D. 'Is agroforestry likely to reduce deforestation?' *In*: Schroth, G., Fonseca, G.A.B., Harvey, C.A., Gascon, C., Vasconcelos, H.L., Izac, A.M.N. (eds.). *Agroforestry and biodiversity conservation in tropical landscapes*. pp.87-106. Island Press, Washington, D.C., USA.
- Cardenas, M., Becerra, M.R. (eds.). *Guerra, sociedad y medio ambiente*. Foro Nacional Ambiental, Bogota, Colombia. 545p. ISBN: 958-8101-17-4.
- Chipeta, M.E., Kowero, G.S. 'Valuation of indigenous forests and woodlands'. *In*: Lawes, M.J., Eeley, H.A.C., Shackleton, C.M., Geach, B.G.S., (eds.). *Indigenous forests and woodlands in South Africa: policy, people and practice*. pp.139-65. Université de Kwazulu-Natal, Scottsville, Afrique du Sud.
- de Jong, W. 'Reconciling agriculture with the conservation of tropical forests'. *In*: Goodman, R. M. (ed.). *Encyclopedia of plant and crop science*. pp.1078-80. Marcel & Dekker, New York, USA.
- Dudley, R.G. 'Modeling the effects of a log export ban in Indonesia'. *System Dynamics Review* 20(2): pp.99-116.
- Dudley, R.G. 'A System dynamics examination of the willingness of villagers to engage in illegal logging'. *Journal of Sustainable Forestry* 19(1/2/3): pp.31-53.
- Kaimowitz, D. 'Conventional wisdom about sustainable forest management and a pro-poor forest agenda'. *In*: Daniel J. Zarin, Janaki R. R. Alavalapati, Frances E. Putz, et Marian Schmink (eds.). *Working forests in the Neotropics conservation through sustainable management?* pp.379-87. Columbia University Press, New York, USA.
- Kaimowitz, D. 'Deforestation for pastures in Central America: the last fifteen years'. *In*: S.K. Ehui, J. Lynam, and I. Okike (eds.). *Adapting social science to the changing focus of international agricultural research: proceedings of a Rockefeller Foundation – ILCA Social Science Research Fellows workshop held at ILCA, Addis Ababa, Ethiopia, 14–18 November, 1994*. pp.223-38. ILRI, Addis Ababa, Ethiopie.
- Kaimowitz, D. 'Forests and water: a policy perspective'. *Journal of Forest Research* 9(4): pp.289-91.
- Kaimowitz, D. 'Forests in the pressure of global policy making'. *In*: Baines, C. (ed.). *Forest research crossing borders. EFI Proceedings*. No.50. pp.67-9. European Forest Institute, Joensuu, Finland. [en ligne] URL: <http://www.efi.fi/publications/Proceedings/>
- Kaimowitz, D. 'Useful myths and intractable truths: the politics of the links between forests and water in Central America'. *In*: M. Bonell and L.A. Bruijnzeel (eds.). *Forests, water and people in the humid tropics: past, present, and future hydrological research for integrated land and water management*. pp.86-98. Cambridge University Press, Cambridge, RU.
- Kaimowitz, D., Angelsen, A. 'Forest cover and agricultural technology'. *In*: Babin, D. (ed.). *Beyond tropical deforestation: from tropical deforestation to forest cover dynamics and forest development*. pp.157-76. UNESCO and CIRAD, Montpellier Cedex, France.
- Marunda, C.T., Kowero, G., Tiveau, D. 'Stimulating policy dialogue on the dry forests of Africa: a Sida/CIFOR initiative'. *Currents* 34: pp.29-32.
- Mertens, B., Piketty, M.G., Venturieri, A., Alves, D., Tourrand, J.F. 'Contrasted land use and development trajectories in the Brazilian Amazon'. *Bois et Forêts des Tropiques* 280: pp.17-27.
- Mertens, B., Kaimowitz, D., Puntodewo, A., Vanclay, J.K., Mendez, P. 'Modelling deforestation at distinct geographic scales and time periods in Santa Cruz, Bolivia'. *International Regional Science Review* 27(3): pp.271-96.

- Murdiyarso, D.** 'Implications of the Kyoto Protocol: Indonésie's perspective'. *International Review for Environmental Strategies* 5(1): pp.145-56.
- Murdiyarso, D.,** Lebel, L., Gintings, A.N., Tampubolon, S.M.H., Heile, A., Wasson, M. 'Policy responses to complex environmental problems: insights from a science-policy activity on transboundary haze from vegetation fires in Southeast Asia'. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 104(1): pp.47-56.
- Murdiyarso, D.** 'Water resources management policy responses to land cover change in South East Asian river basins'. In: M. Bonell and L.A. Bruijnzeel (eds.). *Forests, water and people in the humid tropics: past, present, and future hydrological research for integrated land and water management*. pp.121-33. Cambridge University Press, Cambridge, RU.
- Oyono, P.R.** 'The social and organisational roots of ecological uncertainties in Cameroun's forest management decentralisation model'. *European Journal of Development Research* 16(1): pp.174-91.
- Pacheco, P., Mertens, B.** 'Land use change and agriculture development in Santa Cruz, Bolivia'. *Bois et Forêts des Tropiques* 280: pp.29-40.
- Roda, J.-M., Guizol, P.** 'Tracking system and tropical forest products'. *Bois et Forêts des Tropiques* 280: pp.106-8.
- Ruiz Perez, M.,** Fu Maoyi, Xie Jinzhong, Yang Xiaosheng, **Belcher, B.** 'The relationship between forest research and forest management in China: an analysis of four leading forestry journals'. *International Forestry Review* 6(3-4): pp.341-5.
- Sayer, J.A., Campbell, B.M.** 'Research to integrate productivity enhancement, environmental protection, and human development'. *Currents* (33): pp.4-10.
- Sayer, J.A., Campbell, B.M.** *The science of sustainable development: local livelihoods and the global environment*. Cambridge University Press, Cambridge, RU. 268p. ISBN: 0-521-82728-0.
- Scherr, S.J.,** White, A., **Kaimowitz, D.** *A new agenda for forest conservation and poverty alleviation: making markets work for low-income producers*. Forest Trends and CIFOR, Washington, D.C., USA. 160p ISBN: 0-9713606-6-9.
- Scherr, S.J.,** White, A., **Kaimowitz, D.** 'Making markets work for forest communities'. In: Daniel J. Zarin, Janaki R., R. Alavalapati, Frances E. Putz and Marian Schmink (eds.). *Working forests in the Neotropics conservation through sustainable management?* pp.130-55. Columbia University Press, New York, USA.
- Smith, J., Applegate, G.** 'Could payments for forest carbon contribute to improved tropical forest management?' *Forest Policy and Economics* 6: pp.53-167.
- Tacconi, L.,** Obidzinski, K., **Smith, J.,** Subarudi, Suramenggala, I. 'Can "legalization" of illegal forest activities reduce illegal logging?: lessons from East Kalimantan'. *Journal of Sustainable Forestry* 19(1/2/3): pp.137-51.
- Wunder, S.** 'Macroeconomic change, competitiveness and timber production: a five-country comparison'. *World Development* 33(1): pp.65-86.
- Wunder, S., Sunderlin, W.D.** 'Oil, macroeconomics, and forests: assessing the linkages'. *World Bank Research Observer* 19(2): pp.231-57.
- Wunder, S.** 'Policy options for stabilising the forest frontier: a global perspective'. In: Gerold, G., Fremerey, M, Guhardja, E. (eds.). *Land use, nature conservation and the stability of rainforest margins in Southeast Asia*. pp.3-25. Springer-Verlag, Berlin, Allemagne.
- Xiufang Sun, Nian Cheng, White, A., West, R.A., Katsigris, E. 'China's forest product import trends 1997–2002: analysis of customs data with emphasis on Asia-Pacific supplying countries: China and forest trade in the Asia-Pacific region: implications for forests and livelihoods'. *Forest Trends*, Washington, USA. 74p. [en ligne] URL: http://www.forest-trends.org/resources/pdf/China%20Import_Working%20Paper.pdf. ISBN: 0-9713606-8-5.
- Xiufang Sun, Katsigris, E., White, A. Meeting China's demand for forest products: an overview of import trends, ports of entry, and supplying countries, with emphasis on the Asia-Pacific region: China and forest trade in the Asia-pacific region: implications for forests and livelihoods. *Forest Trends*, Washington, USA. 31p. [en ligne] URL: http://www.forest-trends.org/resources/pdf/China%20Imports_Overview.pdf

Publications de CIFOR mises en exergue dans le rapport

- Page 10. Jeffrey Sayer et Bruce Campbell, 2004. *The Science of Sustainable Development: Local Livelihoods and the Global Environment*. Cambridge University Press, CIFOR, WWF. Royaume-Uni. Les discussions de ce livre ont été synthétisées dans un article intitulé 'Research to Integrate Productivity Enhancement, Environmental Protection and Human Development' publié dans *Conservation Ecology* en 2001. Ceci a valu à CGIAR le prix 'Outstanding Scientific Article of the Year.
- Page 12. Sunderland, T. et Ndoye, O. (eds) 2004. *Forest Products, Livelihoods and Conservation. Case Studies of Non-Timber Forest Product Systems. Volume 2 - Africa*. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Page 14. William D. Sunderlin et Huynh Thu Ba. 2005. *Poverty alleviation and forests in Vietnam*. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Page 18. Xiufang Sun, Nian Cheng, Andy White, R. Anders West et Eugenia Katsigris. 2004. *China and forest trade in the Asia-pacific region: implications for forests and livelihoods. China's forest product import trends 1997-2002: analysis of customs data with emphasis on Asia-Pacific supplying countries: Forest Trends et CIFOR*, Washington, D.C., USA.
- Page 19. Jintao Xu, G.Q. Bulls, S. Nilson, A. White et A.J. Pottinger (eds.). 2004. *The International Forestry Review. Special Issue: Forestry in China - policy, consumption and production in forestry's newest superpower*. Forest Trends, ACIAR et CIFOR. The Commonwealth Forestry Association, Royaume-Uni.
- Page 20. Meijaard *et al.* 2005. *Life after logging: Reconciling wildlife conservation and production forestry in Indonesian Borneo*. CIFOR et UNESCO. Bogor, Indonésie.
- Page 21. Kenneth M. Old, Michael J. Wingfield et Zi Qing Yuan 2003. *A Manual of Diseases of Eucalypts in South-East Asia*. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Page 24. E.K.S. Nambiar, J. Ranger, A. Tiarks et T. Toma. 2004. *Site Management and Productivity in Tropical Plantation Forests: Proceedings of Workshops in Congo July 2001 and China February 2003*. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Page 28. Luca Tacconi, Krystof Obidzinski et Agung Prasetyo. 2004. *Learning lessons to promote forest certification and control illegal logging in Indonesia*. CIFOR, Bogor, Indonésie.
- Page 30. Carol J.P. Colfer (ed.) 2004. *The equitable forest: diversity and community in sustainable resource management*. Resources for the Future et CIFOR. Washington, DC.
- Page 32. Carol J. Colfer et Doris Capistrano (eds). Earthscan, 2005. *The Politics of Decentralization: Forests, People and Power*.
- Page 40. Patricia Shanley et Gabriel Medina (eds.) 2004. *Frutíferas e Plantas Úteis na Vida Amazônica*. CIFOR et Imazon. Belem, PA.



Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Jl. CIFOR, Situ Gede, Sindang Barang
Bogor Barat 16680, Indonésie
P.O. Box. 6596 JKPWB
Jakarta 10065, Indonésie
Tél. : +62 (251) 622 622
Fax : +62 (251) 622 100
Courriel : cifor@cgiar.org
Toile : www.cifor.cgiar.org

Bureaux régionaux :

Amérique latine

Convênio Embrapa - CIFOR
Embrapa Amazônia Oriental Trav. Dr. Enéas
Pinheiro s/n 66.095-100 Belém - Pará, Brésil
Tél./Fax : +55 (91) 40092650
Courriel : cifor@cpatu.embrapa.br

Afrique centrale

C/o IITA Humid Forest
Ecoregional Center
B.P. 2008, Yaoundé, Cameroun
Tél. : +237 2 237434/2 237522
Fax : +237 2 237437
Courriel : cifor.cameroon@cgiar.org

Afrique orientale et australe

73 Harare Drive
Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe
Tél. : +263 4 369655/369656/
301028/369595
Fax : +263 4 369 657
Courriel : cifor-zw@cgiar.org

Afrique occidentale

06 BP 9478 Ouagadougou 06, Burkina Faso
Tél. : +226 5039 3157/5030 4742
Fax : +226 5030 2930
Courriel : d.tiveau@cgiar.org

ISBN 979-3361-84-0

©2005 Center for International Forestry Research
Imprimé par *Indonesia Printer*

Le Rapport annuel 2004 de CIFOR : Forêts pour les populations et l'environnement a été produit par *Communications Unit, Information Services Group*, CIFOR

Rédigé par Charlie Pye-Smith
Edité par Anthony Lambert
Coordination et supervision par Michael Hailu
Conception et présentation par Yani Saloh et Gideon Suharyanto

Autres contributeurs :

Greg Clough, adjoint à la rédaction
Widya Prajanthi, adjoint aux photos
Catur Wahyu, adjoint à la conception
Yuni Soeripto, Yuan Oktafian et Luluk Suhada, archive des publications
Lely P. Taulu, liste du personnel et des spécialistes de CIFOR
Henny Pratiwi Joebihakto, Rubeta Andriani, Hudayanti
et Budhy Kristanty, liste des collaborateurs
Henny Saragih, liste de BOT
Anastasia Elisa et Susan Kabling, états financiers

Générique photographique

Couverture : Daniel Tiveau, Patrice Levang et Kristen Evans
Première page intérieure de couverture : Kristen Evans, Edmond Dou-nias, Koen Kusters et Christian Gonner
Dernière page intérieure de couverture : Alain Compost

www.cifor.cgiar.org



Le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR) est un institut de recherche prépondérant en matière de foresterie internationale, qui a été créé en 1993 en réponse aux préoccupations mondiales sur les conséquences sociales, écologiques et économiques de la destruction et de la dégradation des forêts. CIFOR se consacre spécifiquement à l'élaboration de politiques et de technologies visant à assurer une utilisation et une gestion durables des forêts et de meilleures conditions de vie aux populations des pays en développement qui dépendent des forêts tropicales pour leurs moyens de subsistance. CIFOR est l'un des 15 centres *Future Harvest* au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). CIFOR a son siège à Bogor, en Indonésie, et des bureaux régionaux au Brésil, au Burkina Faso, au Cameroun et au Zimbabwe. Ses activités se déroulent dans plus de 30 pays au monde.



CIFOR est l'un des 15 centres *Future Harvest* du Groupe consultatif sur la Recherche agricole internationale (CGIAR)

FUTURE™
HARVEST